CINQUANTENAIRE

Libération de Montauban et du Tarn-et-Garonne

CINQUANTENAIRE
de la Libération de Montauban
et du Tarn-et-Garonne

Sous la direction de :

Louis OLIVET
président du Comité départemental
du Prix de la Résistance et de la déportation
du Tarn-et-Garonne

André ARRIBAUD
professeur honoraire

Commission départementale de l'information historique pour la paix du Tarn-et-Garonne

Ouvrage réalisé avec la collaboration de :

Raphaël BACH, Cyrille BELLOC, Georges BERGIS, Edmond CLAYRAC, Paul LACAN, Jacques PASCAL, Jacques PICOU, Etienne RAMON, Jean VIGNOBOUL.

Nos Remerciements :

- **au service des archives départementales du Tarn-et-Garonne ;**
- **à la Maison du combattant de Montauban ;**
- **à tous les organismes nous ayant fourni des renseignements et à toutes les personnes qui ont favorisé nos recherches et ouvert leurs archives familiales.**

Ouvrage publié avec le concours financier :

- **des associations d'anciens combattants ;**
- **du conseil général de Tarn-et-Garonne ;**
- **des communes de Albias, Auterive, Balignac, Belbèse, Bioule, Bruniquel, Canals, Castelferrus, Castelsarrasin, Cazals, Cazes-Mondenard, Corbarieu, Escazeaux, Garganvillar, Grisolles, Labastide-du-Temple, Labastide-Saint-Pierre, Laguépie, Lauzerte, Lavaurette, Lavit-de-Lomagne, Moissac, Montalzat, Montauban, Monteils, Montfermier, Montpezat-de-Quercy, Montricoux, Mouillac, Orgueil, Poupas, Puycornet, Saint-Georges, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Salvetat-Belmontet (La), Sistel, Vaïssac, Verdun-sur-Garonne, Villebrumier, Villemade.**

ISBN : 2-9509026

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

Croix
du combattant volontaire
de la Résistance

Médaille
des services volontaires
dans la France libre

Présentation de
MM. le Préfet de Tarn-et-Garonne - les Députés du Tarn-et-Garonne - les Sénateurs du Tarn-et-Garonne - le Président du Conseil général - les Maires de Montauban, Castelsarrasin et Moissac - le Président du Comité départemental du Prix de la Résistance et de la déportation - le Chef départemental F.F.I. du Tarn-et-Garonne

La Commission départementale de l'information historique pour la paix 16

En guise de prologue 17

Mussolini et Hitler : La marche vers le pouvoir - La dictature hitlérienne - La drôle de guerre - La capitulation allemande - Vichy et la collaboration - La France libre, la Résistance intérieure - Vers la libération.

La Résistance en Tarn-et-Garonne 24

Armée secrète - O.R.A.-C.F.P. - Les maquis et les groupes F.T.P. - Opérations militaires.

Le départ pour le S.T.O. 35

Les maquis 37

Bir-Hakeim et les événements sanglants à Montpezat - Cabertat - Lavit - Montbartier - Ornano - Saint-Antonin - Verdun-sur-Garonne.

La répression 65

La déportation - La répartition des camps - L'acheminement vers les camps - L'organisation - A 20 ans, mourir pour la liberté - Le poids abject de la délation - Syndicalisme chrétien et résistance - Les Brunis - L'horreur au bout du gibet.

La Résistance et la libération des territoires français 92

En Extrême-Orient de 1940 à 1946 - Le corps expéditionnaire français en Italie - Débarquement et libération de la Corse - Débarquement de Normandie - Les troupes franco-américaines débarquent en Provence.

La libération en Tarn-et-Garonne 98

Montauban - Castelsarrasin - Moissac

Les F.F.I. après la Libération 104

Glossaire 106

Médaille de la déportation
pour faits de résistance

Médaille
de la déportation politique

Michel Pélissier
préfet de Tarn-et-Garonne

Ne laissons jamais s'effacer les anniversaires mémorables. Quand la nuit essaie de revenir, il faut allumer les grandes dates comme on allume les flambeaux.

Victor HUGO

Il y a cinquante ans, l'action conjuguée des forces alliées et de la résistance intérieure aboutissait enfin. Avec le débarquement de 1944, les puissances de l'axe allaient pouvoir être vaincues. Bientôt cesserait l'oppression de notre pays, ployé sous le joug nazi.

En cette année du cinquantenaire de l'armistice de 1945, le gouvernement a souhaité susciter des initiatives multiples pour commémorer comme il se doit la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En Tarn-et-Garonne, les associations d'anciens combattants, de résistants, de déportés et de victimes de guerre se sont regroupées au sein de la Commission départementale de l'information historique pour la paix et du Comité départemental du Prix de la Résistance afin de rendre le même hommage solennel aux combattants alliés, soldats français, résistants et à tous ceux à qui nous devons d'avoir retrouvé dignité et liberté.

1939-1945 : Ces six années ont marqué à jamais la France et les Français qui les ont vécues. Elles ont été longues. Elles ont été terribles. Les épreuves physiques et morales ont été telles, la souffrance a été si grande, la libération tant attendue que malgré l'altération du temps, tout est encore présent comme si c'était hier dans la mémoire de ceux qui les ont vécues.

Nous avons tous un devoir de mémoire et de témoignage en hommage au courage de ces femmes et de ces hommes qui ont lutté au péril de leur vie, pour que nous puissions vivre libres ; témoignage auprès des jeunes générations pour rendre impossible à tout jamais le retour de la dictature et de l'esclavage.

En remerciant toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour la commémoration du cinquantenaire, je me félicite du succès des manifestations organisées dans tout le département, succès qui fait écho aux propos d'André Malraux se recueillant sur les cendres de Jean Moulin : « Le sentiment qui appelle la légende, sans lequel la Résistance n'eût jamais existé - et qui nous réunit aujourd'hui - c' est peut-être simplement l'accent invincible de la fraternité. »

Jean-Pierre Cave
député de Tarn-et-Garonne

Cette année, le 8 mai sera l'occasion de célébrer un bel anniversaire : à 50 ans la liberté aura atteint l'âge de la maturité. Ceux qui ont oeuvré pour elle, au risque de leur vie, nous donneront le témoignage solennel de leur engagement pour la paix, pour rappeler aux générations qui leur succèdent le trouble de l'occupation, les déchirures de la guerre. A nous, pour qui cette liberté semble naturelle, cette célébration rappellera qu elle n'a pas toujours été, qu'elle est fragile comme la vie humaine. Comme la France, il faut la préserver, en espérant qu elle devienne un jour, la grande doyenne de l'humanité. Que vive le 8 mai, comme un anniversaire éternel.

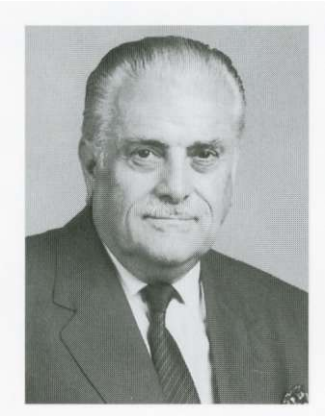
Jacques Briat
député de Tarn-et-Garonne

L'honneur retrouvé

Je suis très heureux de l'occasion qui m'est donnée, à travers cette préface, de saluer l'action de la Résistance française, des Forces françaises libres et de l'armée d'Afrique qui ont joué un rôle décisif dans la victoire des Alliés.

La défaite soudaine et complète de 1940 a frappé de stupeur et de honte les Français. Beaucoup ont cru alors que cette défaite déshonorerait à jamais notre pays. Un sentiment de culpabilisation s'est emparé de la population. Pourtant les Français de 1940 n'ont pas plus démérité que ceux de 1914. 100 000 Français sont morts sur le champ de bataille en un mois de guerre en 1940 (1 700 000 sont tombés sur le champ d'honneur durant les cinquante et un mois de guerre de 14-18, soit 34 000 par mois). Si l'image des Français occupés est à certains égards celle d'une France ambiguë, l'action de la Résistance est là pour contredire cette légende. 75 000 maquisards organisés ont grandement facilité le débarquement de Normandie. Les Forces françaises libres avec des effectifs dérisoires ont surpris le monde entier à Keren et à Bir Hakeim. Le débarquement en Afrique du Nord n'a réussi que grâce à la neutralité bienveillante et la connivence de notre armée d'Afrique. La Résistance française dirigée par le général de Gaulle a joué un rôle décisif, tant en métropole que sur tous les territoires de la Seconde Guerre, dans le déroulement du second conflit mondial. C'est le général Giraud qui avec quatre bataillons seulement a libéré la Corse avec l'appui de la Résistance locale. Ce sont des Français conduits par le général Juin qui sortiront les troupes alliées du bourbier de Monte Cassino. Ce sont des Français conduits par le général de Lattre qui libéreront Marseille et Toulon au prix de 4 000 morts (1/4 des effectifs engagés). C'est la 2e D.B. de Leclerc qui libérera Paris et Strasbourg. La 1re D.B. qui libérera les Vosges.

Le général de Gaulle avait compris que notre défaite de 40 n'avait été que mécanique et non morale. En initiant le mouvement de résistance il a rendu son honneur et sa dignité à la France. Par sa participation tout au long de ce conflit, la France, n'en déplaise au maréchal Keitel qui s'en étonnait, méritait bien de figurer parmi les vainqueurs le 8 mai 1945.



Jean Roger
sénateur de Tarn-et-Garonne

Au cours de son histoire mouvementée, notre pays a souvent traversé des époques difficiles.

Après la défaite de 1940, dont on n a pas fini d'analyser les causes, la période de 1940 à 1945 sous la hotte allemande a été sans doute l'une des plus dures, des plus cruelles, des plus troubles.

Le peuple français, opprimé par la sauvage barbarie nazie, a subi la pire des tragédies.

La société française s'est partagée. Certains se sont résignés passivement, d'autres dans un sursaut civique ont résisté avec courage. Chaque camp avait ses actifs et ses passifs. Certains collaborateurs, embrigadés dans la Milice, trahissant notre peuple avec une méprisable lâcheté, se sont livrés à des exactions et des atrocités pires que celles de l'occupant, pourtant effroyables.

Les réfractaires, regroupés dans différentes organisations de résistance, ont exalté avec enthousiasme, abnégation, courage et souvent témérité, leur esprit de sacrifice au service de la liberté.

Ils ont relevé l'honneur de la France et mérité la reconnaissance éternelle de la nation.

Mais le temps efface tout et use le passé.

Cette épopée glorieuse, cette offrande volontaire de la vie qui a racheté tant de veuleries, ce passé marqué de leur souffrance, tous ces événements doivent être transmis aux générations futures.

Il faut que le courage des uns avilisse l'ignominie des autres.

Même si on a pardonné /' impardonnable, on ne peut oublier l'inoubliable.

C'est servir la cause de l'humanité.

Cette plaquette éditée par la Commission départementale de l'information historique pour la paix et le Comité départemental du Prix de la Résistance et de la déportation du Tarn-et-Garonne, accomplit ce devoir de mémoire.

Il faut que les générations futures restent averties de ce qui s'est passé, afin qu elles soient vigilantes vis-à-vis des pulsions barbares que, malheureusement, la nature humaine, ici ou ailleurs, risque à tout moment de faire renaître.

Qu'ils se persuadent que si nous pouvons nous souvenir même sans avoir rien vu, c'est parce que nous sommes libres, grâce à leur sacrifice.

Yvon Collin
sénateur de Tarn-et-Garonne

Traditionnellement soucieuse de son indépendance et de sa liberté, la France a toujours su se défaire des ennemis qui tentaient de contrarier son idéal.

De 1939 à 1945, la lutte des forces alliées contre l'oppresseur nazi sera longue, dure et tragique. Bien que les Français aient connu d'autres conflits par la suite, la Seconde Guerre mondiale, en meurtrissant notre territoire et ses hommes, a marqué de façon indélébile notre mémoire.

C'est pourquoi, en cette année de cinquantenaire de la Libération, afin que le souvenir demeure et qu' il soit transmis à la jeunesse, il est juste de célébrer encore un peu plus cette période de l'histoire et d'accorder nos pensées à ceux qui n'ont pas hésité à donner leur courage, leur dévouement et leur vie pour le triomphe de l'espérance, de la liberté et de la légalité républicaine.

Aux soldats tués aux combats, aux victimes de la barbarie des Allemands et des milices et à ceux qui n' ont pas survécu aux camps de concentration nazis, je rends hommage.

Aux soldats, aux résistants et à tous nos libérateurs, je dis merci. Merci, car nous qui sommes les enfants de votre héroïsme, profitons tous les jours des fruits de votre combat passé pour la paix.

Jean-Michel Baylet
président du conseil général
de Tarn-et-Garonne

8 mai 1945 - les chefs militaires du Reich signent l'acte de capitulation à Berlin.

Toutes les communes de France, de très nombreux États ont commémoré avec éclat et ferveur ce cinquantième anniversaire de l'écrasement du nazisme et de la libération des camps.

Que cette commémoration honore la mémoire et le courage des forces alliées et des soldats de la France libre.

Qu elle mette l'accent sur l'action des valeureux Tarn-et-Garonnais qui ont contribué avec héroïsme et abnégation aux combats de la Libération.

N' oublions pas en effet le rôle très actif en Tarn-et-Garonne de la Résistance : alors que la division S.S. « Das Reich » occupait la totalité du département afin de mieux contrôler un éventuel débarquement dans le Sud, les résistants s'appliquaient à ralentir leurs mouvements en multipliant les sabotages. Les représailles ont été immédiates : pendaisons arbitraires entre autres dans les communes de Montpezat et Dunes, attaques et tortures des résistants des maquis d'Ornano et de Cabertat, combats à la Vitarelle de Montech et à Montauban, camps d'internements à Septfonds ; n'oublions pas les pillages, incendies et humiliations infligés à une population impuissante, qui de surcroît voyait ses frères et ses sœurs partir en déportation. On recense 453 déportés.

Autant de lieux, autant d'événements qui appartiennent à l'histoire de notre département.

C' est avec beaucoup d'émotion que je participe à cette plaquette commémorative pour que personne n' oublie une période sombre de notre histoire et pour que les générations futures puissent en tirer les enseignements.

Roland Garrigues
maire de Montauban

L'écriture et la vie

Il y a quelques mois, nous fêtions dans l'allégresse la Libération de Montauban. Ce cinquantenaire avait, en ce jour d'août, mobilisé la population autour de manifestations exceptionnelles.

Cette journée de liesse populaire devait, dès le lendemain, être obscurcie par le décès d'Hubert Gouze, autre combattant, défenseur des valeurs républicaines et des droits de l'Homme.

Cette commémoration lui était chère et nous avions tout mis en œuvre pour que Montauban, à l'instar des villes, des communes et villages de France, marque d'une pierre blanche ce 19 août 1994.

Le Comité de la Résistance et de la déportation, cheville ouvrière du cinquantenaire, qui avait œuvré avec nous, va maintenant plus loin dans sa démarche, avec l'édition et la publication de cet ouvrage.

Rien n'étant jamais acquis, et surtout pas la paix, il est nécessaire que chacun à moment donné, « pose sa main lourde de mémoire » et écrive encore et encore sur cette période.

« Il suffirait de fermer les yeux, encore aujourd' hui. Il suffirait non pas d'un effort, bien au contraire, d'une distraction de la mémoire remplie à ras bord de balivernes, de bonheurs insignifiants, pour qu'elle réapparaisse. » (J. Semprun).

Nous avons un devoir de mémoire et d'écriture pour la vie.

Merci à tous ceux qui ont consacré leur temps et leurs forces à cette tâche.

Bernard Dagen
maire de Castelsarrasin
conseiller général

En cette année d'anniversaire, ce n' est pas une simple forme de politesse de ma part que de rendre un solennel hommage à tous les combattants de l'ombre, de nationalités diverses, à qui nous devons notre liberté.

Français et Alliés ont offert et souvent sacrifié leur vie pour que les générations suivantes s'épanouissent dans un monde meilleur, sans guerre et sans haine.

Tous unis dans le même respect et la même affection, lors des cérémonies commémoratives du cinquantenaire, nous nous remémorerons ce que nous leur devons, perpétuerons le souvenir et le transmettrons aux plus jeunes.

« Jamais plus », ce cri spontané que l'on a si souvent entendu, prend, à cette occasion, un sens tout particulier.

Hommage aux morts. Merci aux vétérans français, canadiens, américains ou britanniques. Nous suivons votre exemple et poursuivrons votre combat en faveur de la Paix et de la Liberté.

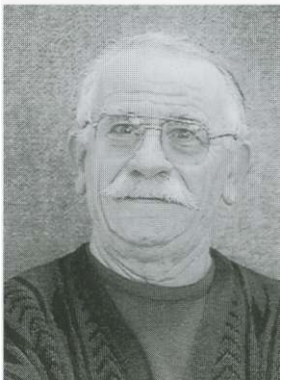
Jean-Paul Nunzi
maire de Moissac
conseiller régional
conseiller général

Cette cinquantième année anniversaire du débarquement de Normandie, de la libération ville par ville de notre pays est l'occasion pour tous de rendre hommage à ceux qui ont joué un rôle dans la défaite de l'Allemagne nazie.

Cinquante ans plus tard, ceux qui ont vécu ces événements, ceux qui ne les ont pas vus car trop jeunes ou nés plus tard, se doivent de se souvenir ou de chercher à connaître ces hommes ou ces femmes admirables qui, au risque de leur vie, ont été un rouage, parfois modeste, toujours précieux, dans cette volonté collective de chasser /' envahisseur.

Actes de guerre ou actes de résistance, c'est la somme de ces actions qui a permis de vaincre la dictature nazie et de vivre cinquante ans de liberté.

Que ces femmes et ces hommes gardent notre reconnaissance et notre affection pour toujours.



Louis Olivet

La Commission départementale de l'information historique pour la paix a pour mission de créer les conditions d'un dialogue entre le monde combattant et la jeunesse.

Sous l'autorité de M. le Préfet, elle associe des représentants des services extérieurs des ministères, des associations départementales d'anciens combattants et victimes de guerre, des associations de jeunesse et d'éducation populaire et le délégué de l'association des professeurs d'histoire et de géographie.

Elle coordonne et favorise les programmes commémoratifs nationaux, la rencontre entre les anciens combattants et les jeunes générations à partir de réalisations concrètes : expositions, édition de brochures, élaboration d'un guide des monuments de la Seconde Guerre mondiale, montages audiovisuels, etc. Elle a un devoir de mémoire.

C'est pourquoi elle a voulu que soient particulièrement commémorés les cinquantenaires des débarquements et de la Libération en Tarn-et-Garonne et le retour de tous ceux qui se sont retrouvés prisonniers ou retenus en Allemagne durant la guerre 39-45. La présente brochure a été conçue dans le respect de l'histoire et de ses vérités, dans la tolérance, pour que la force du témoignage, sans vouloir raviver les haines ni les rancœurs, grave définitivement les mémoires, génération après génération.

L'importance du rôle joué par la Résistance et les sacrifices consentis par les combattants en uniforme ou sans uniforme furent le prix à payer pour sauver l'honneur national et pour associer la France à la victoire de 1945. La médaille dont l'avers et le revers constituent la une et la quatre du document édité, un film destiné à constituer une valise pédagogique à la disposition des scolaires, concrétisent l'hommage dû et ravivent les souvenirs.

Hors le comité de rédaction qui s'est penché sur sa réalisation, il me faut remercier aussi au nom de la Commission tous ceux qui nous ont aidés à réaliser nos projets et sans qui nous n'aurions pu les mener à bon terme :

MM. Michel Pélissier, préfet de Tarn-et-Garonne ;
Jean-Michel Baylet, ancien ministre, président du conseil général de Tarn-et-Garonne ;
Roland Garrigues, maire de Montauban ;
Bernard Dagen, maire de Castelsarrasin ;
Jean-Paul Nunzi, maire de Moissac ;
les maires des 40 communes, les présidents des associations ;
les établissements publics et privés qui nous ont confié la publicité
et tous les amis qui nous ont apporté leur aide morale et/ou matérielle.

Notre dernière mission, tant que nous en aurons la force, est de faire perdurer le témoignage et d'assurer la transmission des valeurs qui ont conduit notre vie, aux générations appelées à nous succéder.

Noël Duplan
chef départemental F.F.I.
de Tarn-et-Garonne

Mon ami Louis Olivet, président du Comité départemental du Prix de la Résistance et de la Déportation et de l'Union départementale des combattants volontaires de la Résistance, m'a demandé de participer à la réalisation de la plaquette commémorative du cinquantenaire de la Libération.

Plusieurs historiens ayant retracé les principaux faits qui ont marqué notre Résistance, je pense que mon rôle est d'évoquer dans cette parution les noms des camarades avec lesquels j'ai vécu les quatre années de 1940 à 1944. Je cours le risque d'omission, aussi je demande par avance l'indulgence de tous.

Dès mon retour des armées en août 1940, ayant pris le pseudonyme Daniel, avec mes amis du Front populaire de 1935 : Allamelle (Albert), Rouère (René), Laplace (Larive), Cabrit (Raymond), Dutilleux (Louis), Ressigeac (Rémy), nous avons constitué « le Comité républicain » pour combattre le gouvernement de Vichy. Notre résistance peut être scindée en deux périodes : de 1940 à 1942 l'action politique domine, de 42 à 44 l'action militaire est prépondérante. Entre 1940 et 1942 notre groupe prit de l'importance par l'adhésion de Foussard (Francès), Guiral (Gavarnie), Lassalit (résistance fer), trois ingénieurs du Laboratoire national replié en Tarn-et-Garonne : Huet, Moulin (Meauzac), Ancelet à Caussade (mort en déportation). Nous étions aussi en relations avec : Pagès André, Tolède et Olivier spécialisés dans la protection des Juifs et des étrangers auxquels ils fournissaient les faux papiers nécessaires à leur passage en Espagne. Truquet et les frères Goulard et le commandant Normand du camp de Caylus (mort en déportation) pour la récupération et le camouflage du matériel militaire, Marie-Rose Gineste, Tournou et Maire pour les syndicats chrétiens, Archippe (Albert) (mort en déportation) pour les réseaux et services de renseignements.

Le Comité me confia l'organisation militaire qui devait devenir l'armée secrète. A mes côtés, Moulin (Meauzac), Pruet (Maison) Andrieu (Didier), Marcus (Ramier), le colonel Santos (Guérilla), Germain, Daran (Danton), le colonel Langeron devait nous rejoindre dès son retour de captivité. Meauzac après avoir contribué à la création des compagnies de l'A.S. devint avec son adjoint Poussou (Perrin) le responsable des terrains de parachutages ; je tiens à préciser qu'il n'y eut jamais la moindre erreur dans la transmission des coordonnées à Londres.

Après une période effectuée à l'état-major régional à Toulouse, Meauzac fut appelé à la direction du S.A.P. à Londres où il exerça de hautes fonctions jusqu'à la Libération.

Dès notre formation nous eûmes de nombreux contacts avec des responsables nationaux et régionaux. En 1941, Bourthoumieux pour Libérer et Fédérer (mort en déportation), avec Mme Gineste et Foussard nous avons rencontré Léo Hamon chez Mc Veau. Allamelle (Albert) et Rouère avaient des contacts avec Léon Jouhaux dans le Lot, le général Dejussieu (Pontcaral) chef national de l'A.S. Les colonels Delmas (Divona) et Colignon de Cahors responsables régionaux de l'A.S. pour la région de Toulouse (R.4), fonction qui me fut confiée en novembre 1943 après leur départ « au maquis »,

Rousselier (Rivier), Bartoli (le papa) et d'Astier pour **Libération.** *Bonnafous assurait les contacts pour* **Combat** *avec Marcouyre de Toulouse, Rolland, Dutilleux, Vonflie et Comte (garage Berliet) pour* **Libérer et Fédérer.** *Van de Ven (Vendôme) armée de l'air. Marie-Rose avec M^s' Théas.*

L'état-major de l'armée secrète avec l'accord du comité départemental a désigné les responsables cantonaux avec l'aide desquels furent implantés les terrains de parachutages et l'emplacement des maquis :

- *à Miramont-du-Quercy : Cabrit (Armand) et Jeanot Lacoste ;*
- *à Lauzerte : Lafargue, Segonne (Iser), Pax, Capitaine ;*
- *à Montaigu : Caillau (arrêté et torturé), Douet (Vincent), Demeurs, Moulis ;*
- *à Bourg-de-Visa : Minguy, Léon, Quéméré, Richard ;*
- *à Caussade et Caylus : Ancelet (mort en déportation), Cabarroques (Camille), Duclos ;*
- *à Nègrepelisse : Capéran (Saint-Biaise), Taché (Brise fer), les frères Ricard, Rey, Delplanque (Dumas) ;*
- *à Beaumont et à Lavit : Brunei (Boursier), Marsol (François) ;*
- *à Moissac : Loubradou père, Loubradou fils (mort en déportation), Lagriffe, Bajon (Potez), Tardis, Gainard, Ginesty ;*
- *à Castelsarrasin et Auvillar : Bésiers (Faustin), Perretti ;*
- *à Grisolles et Verdun : Lacaze (Jean) (déporté) ;*
- *à Villebrumier et à Labastide-Saint-Pierre : Sarda ;*
- *à Monclar : Rignac, Monbrun, Vern (Amory) ;*
- *à Montauban : Rivière, Bigné, Grisnojf, Steff (Sicard) déporté avec plusieurs camarades après un combat au cours duquel plusieurs patriotes trouvèrent la mort. Ce douloureux épisode est dû à la dénonciation du parachutage du Fau. Tous ces responsables du département étaient en liaison permanente avec le comité départemental par la boîte aux lettres Chouffier (garage, place Prax-Paris à Montauban). L'état-major de l'A.S. était en contact avec les « Républicains espagnols » et « M.0.1. » l'O.R.A., colonel Baurès (Balor), F.T.P. (Arnaud) secteur de Saint-Antonin - Verlhac et Chapou groupe Véni (Lot).*

L'approvisionnement en armes assuré par les parachutages permit la réalisation de la deuxième période militaire de la Résistance : harcèlement quasi permanent de convois allemands et miliciens, nombreux sabotages de routes et voies ferrées.

Les parachutages furent nombreux ; si, pour les premiers, l'équipe de réception fut trop restreinte, les choses allèrent bien par la suite, en particulier au terrain de Pech Berthier où nous reçûmes 60 containers en deux opérations.

La Libération fut bien préparée et réalisée le 19 août avec le minimum de pertes. Les 20 et 21 août nous fûmes appelés en renfort pour la libération de Toulouse puis celle d'Albi. Toutes nos missions furent accomplies volontairement en complet accord avec le Conseil national de la Résistance. Comme prévu, le pouvoir politique est revenu après le 20 août 1944. En ce qui me concerne, je n'ai plus ressenti l'esprit qui nous avait animés au départ de notre action clandestine. Mon ami Edmond Michelet (résistant déporté) disait souvent au cours de nos rencontres après son retour des camps : « on ne se bousculait pas au portillon de la Résistance ». Il avait raison ! C'est sans doute pour cela qu'elle nous est si chère...

La Commission départementale de l'information historique pour la paix

La Commission départementale de l'information historique pour la paix est présidée par le Préfet du département de Tarn-et-Garonne.

Elle est composée comme suit :

le Président du Conseil général

le Délégué militaire départemental

l'Inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale

le Directeur des services d'archives

le Directeur départemental de la Jeunesse et des Sports

le Directeur interdépartemental du ministère des Anciens Combattants

les Présidents de chacune des Associations départementales de jeunesse et d'éducation populaire

le Directeur du Centre de documentation pédagogique

le Délégué départemental de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie

les Présidents des Associations d'anciens combattants et victimes de guerre du département :

Association	Président
Médaillés de la Résistance	Mme Archippe Françoise
Maquis de Lavit	M. Bach Raphaël
U.D.A.C.	Me Bergis Georges
U.N.C.-U.N.C./A.F.N.	M. Besnard Guy
A.C.P.G./C.A.T.M.	M. Besombes Alfred
A.N.C.G./V.M.	M. Besombes Raymond
A.N.-P.T.T.-A.L.	M. Bila Yves
Fils des Tués	M. Bonjour Henri
F.N.B.P.C.	M. Braida Jean
F.A.G.	M. Carmantrand Jack
A.D.V.R.C.N.T.F.R.	M. Catala Lucien
C.E.F.I.	M. Clayrac Edmond
A.N.A.C.R.I.	M. Farella Ettore
A.R.A.C.	M. Faure Roger
A.C.V. Pointe de Grave	M. Garrigues Jean
F.N. Plus grands invalides	M. Gaudfrin Georges
Guerilleros espagnols	M. Gonzalez Alonso
F.D. Harkis	M. Ioualalen Mohamed
Maquis de Cabertat	M. Jacquot Georges
Rhin et Danube	M. Lacan Paul
A.E.V.O.G.	Mme Lafont Monique
1er bataillon de choc	M. Lentz André

Association	Président
A.D.I.R.P.	M. Mariuzzo Ferrucio
Union des internés	M. Meilleurat Lucien
A.G.M./A.C.	M. Meslet Pierre
Maquis d'Ornano	M. Molinié Elie
Guerilleros (F.F.I.)	M. Monsalve J.A.
U.D.C.V.R.	M. Olivet Louis
2'D.B.	M.Ondet Cyrille
A.N.A.C.R.	M. Palis Jean
Anciens d'Indochine	M. Pascal Jacques
Combattants - de 20 ans	M. Picou Jacques
C.N.C.	M.Pinède René
A.C.E.V.F.I.	M. Piquemal Bernard
F.N.A.C.A.	M. Pouillon Roger
A.N.C.A.C.	M. Poujol Michel
Rawa Ruska	M. Prayssac Alban
C.F.P. 49e R.I.	M. Ramond Etienne
Porte-drapeaux	M. Sahuc Guy
U.D.M.M.	M. Simonin Michel
F.A.M.M.A.C.	M. Tranier Robert
U.N.A.D.I.F.	
F.N.D.I.R.	M. Vern Jacques

En guise de prologue...

LA Première Guerre mondiale à peine terminée par la signature à Versailles d'un traité que les Américains ne ratifieront pas, la paix s'établit en Europe dans un rapport de forces trop inégal.

Les vainqueurs, peu conscients de leur épuisement économique, cherchent à imposer leur loi aux vaincus qui ressentent durement les atteintes à leur intégrité et à leur fierté nationales. Il se développe ainsi, dans les pays les plus meurtris et les plus affaiblis, des ferments de révolte et un besoin d'espérance que vont aussitôt exploiter les agitateurs, avides de pouvoir absolu et de revanche sans pitié.

L'insouciance des démocraties, aveuglées par leur victoire, leur laissera le champ libre, si bien que, 20 ans à peine après la « der des der », l'Europe se déchirera de nouveau dans un conflit meurtrier et destructeur qui, au-delà de /' épreuve tragique des combats, va mettre en péril les valeurs les plus précieuses de notre civilisation.

Mussolini et Hitler : la marche vers le pouvoir

Mussolini qui fréquente depuis 1903 les milieux révolutionnaires fonde, en Italie, en 1919 les « Fasci di Combattimento.» dont le programme est subversif et anticapitaliste. Hitler, en Allemagne, crée le parti national socialiste, le 24 février 1920.

La Société des Nations voit le jour le 28 avril 1919. Elle est en quelque sorte la réalisation du plan d'arbitrage des conflits entre les États que préconisait le président américain Woodrow Wilson. Cette assemblée, chargée de garantir un nouvel ordre politique mondial, échoua dans toutes ses tentatives de conciliation relatives aux troubles sociaux et économiques qui bouleversèrent les principaux Etats d'Europe.

Exploitant ces désordres et après des actions d'intimidation (marche sur Rome notamment) pour prendre le pouvoir avec l'aide de ses milices fascistes, Bénito Mussolini est chargé par le roi Victor Emmanuel III de former un

Quelques pensées d'Hitler extraites de *Mein kampf* et de ses discours :

« Le monde ne peut être gouverné que par l'exploitation de la peur ».

« Ceux qui commandent doivent savoir qu'ils ont le droit de commander parce qu'ils appartiennent à une race supérieure ».

« Il faut savoir mentir, trahir, assassiner même, quand la politique le requiert ».

« Avec la sûreté du somnambule, je suis tout droit la voie qui m'a été tracée par Dieu ».

« La race nordique a le droit de dominer le monde ».

« L'Allemagne sera l'Europe ou elle ne sera rien ».

« C'est seulement quand on rassemblera toute notre énergie pour une explication définitive avec la France... qu'on pourra mettre un terme à la lutte interminable et essentiellement stérile qui nous oppose à ce pays, mais à la condition que l'Allemagne ne voit dans l'anéantissement de la France qu'un moyen de donner enfin à notre peuple, sur un autre théâtre, toute l'extension dont il est capable ».

« Eh bien ! oui, nous sommes des barbares et nous voulons être des barbares. C'est un titre d'honneur ! »

« Quel aspect prendra le nouvel ordre social, mes camarades, je vais vous le dire : il y aura une classe de seigneurs, provenant des éléments les plus divers, qui se sera recrutée dans le combat et trouvera ainsi sa justification historique. Il y aura la foule des divers membres du Parti classés hiérarchiquement. Il y aura aussi la grande masse des anonymes, la collectivité des serviteurs, des mineurs *ad œternum*. Au-dessous encore, nous verrons la classe des étrangers conquis, de ceux que nous appellerons froidement les esclaves modernes ».

gouvernement, le 29 octobre 1922. Profitant d'une situation identique, le 8 novembre 1923, à Munich, Hitler, suivi de sa milice, les S.A., tente de convaincre quelques dirigeants du land de Bavière de l'époque de faire un putsch contre le gouvernement de Berlin. Il ne réussira pas dans sa tentative inspirée de la marche sur Rome de Bénito Mussolini. Il est arrêté et condamné à 5 ans de forteresse, le 1er avril 1924. Durant sa détention, qui n'a été que de 8 mois, il a dicté à son secrétaire Rudolf Hess le livre *Me in kampf (*Mon combat) qu'il fera publier le 18 juillet 1925, la reconstitution du parti national socialiste ayant eu lieu le 27 février.

Fort de la doctrine hitlérienne, le parti nazi (national socialiste) devient aux élections du 31 juillet 1932 la première force politique de l'Allemagne et le 30 janvier 1933 le Président Paul von Hindenburg nomme Adolf Hitler chancelier, pour former un gouvernement de « concentration nationale », convaincu par von Papen que les nazis seront tenus en échec avec l'aide de l'armée et des forces chrétiennes et conservatrices. Un mois après sa nomination, un enchaînement de faits : incendie criminel du Reichstag (28 février), élections du 5 mars (288 sièges), mesures destinées à éliminer les juifs des postes de responsabilités (1er avril), seconde loi de normalisation mettant fin aux fondements fédéraux constitutionnels, mise en place des nazis à la tête de tous les groupes d'intérêts et encadrement de la vie publique par les organisations appartenant au parti nazi (7 avril), autodafés de livres sur les places publiques de nombreuses villes d'Allemagne (10 mai), instauration d'un parti unique, permet à Hitler d'éliminer ses adversaires politiques, de lancer une vague de persécutions contre les juifs, les socialistes et les communistes, de priver de leurs journaux et de leurs biens les syndicats, et de répéter inlassablement une devise : « un peuple, un empire, un chef ».

La dictature hitlérienne

La nazification se poursuit : purification de la race allemande (26 juillet 1933), mise au pas de la radio, arme de propagande (20 août), retrait de la Société des Nations (14 octobre), élections : 92,10 % des voix aux élections législatives (12 novembre), suppression de la direction des S.A. (ses premiers compagnons) le 30 juin 1934 dans une opération dite « nuit des longs couteaux », endoctrinement et embrigadement dès l'enfance des allemands, réunion des deux charges sur la personne de Adolf Hitler après la mort du Président Hindenburg par référendum : Fuhrer et Président du Reich (19 août), rattachement de la Sarre à la nation allemande (référendum du 13 janvier 1935), contrôle par les S.S. des 7 camps de concentration : Dachau, Esterwege, Lichtemburg, Sachsenburg, Oranienburg, Columbia-Hans et Fuhlsbtittel, dont le premier, Dachau, a été ouvert le 20 mars 1933, proclamation des lois de Nuremberg sur la citoyenneté allemande et sauvegarde du sang et de l'honneur allemands (15 septembre 1935).

Enfin, en violation du traité de Versailles, F Allemagne occupe la Rhénanie (7 mars 1936), l'Autriche qu'elle réunifie au nom de l'Anschluss (12 mars 1938), lance un ultimatum exigeant l'évacuation des Sudètes par les Tchèques. Pour tenter d'éviter la guerre, la rencontre de Munich (Mussolini, Chamberlain, Daladier, Hitler) aboutit à l'abandon des Sudètes (30 septembre 1938).

Les juifs allemands, déjà soumis aux pires injustices, subissent à compter du 9 novembre 1938 la haine des S.A. (Nuit de cristal) qui attaquent et dévastent les commerces juifs et les synagogues, arrêtent plusieurs dizaines de juifs allemands emmenés de force dans les camps de concentration. Après le décret du 17 janvier 1939, loi interdisant aux juifs l'accès à certaines professions, l'émigration juive s'amplifie sous une étroite surveillance.

Poursuivant la politique d'annexion d'Hitler, les troupes allemandes s'emparent de la Tchécoslovaquie le 15 mars 1939 et envahissent la Pologne le 1" septembre, malgré les appels à la négociation de plusieurs chefs d'Etat, quelques jours après la signature du pacte de non agression et d'amitié entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. (23 août 1939), pacte qui assure à l'Allemagne la neutralité de son nouvel allié pour conduire à bien l'invasion de la Pologne et à l'U.R.S.S. l'annexion de la partie est de ce pays après les accords de Moscou (28 septembre) partageant la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique, le gouvernement polonais ayant fui en Roumanie le 17 septembre.

Pour s'opposer à ce nouveau coup de force l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. Et une fois de plus les démocraties arrivent trop tard pour enrayer la politique d'annexion des trois dictatures européennes.

La drôle de guerre

A partir du 10 mai, les armées françaises, aux prises avec le déferlement allemand, dont elles tentent d'enrayer l'avance, subissent des pertes en hommes et en matériels très importantes, elles doivent laisser, en outre, aux mains de l'envahisseur environ 1 900 000 prisonniers de guerre. Dans les semaines qui suivent l'armistice, ils seront dirigés sur l'Allemagne pour les interner dans 14 oflags (officiers) et 56 stalags (sous-officiers et soldats). Les conditions de captivité diffèrent selon les camps. Ils vivent dans des baraques implantées dans des camps surveillés par des sentinelles armées de mitrailleuses, dotés de projecteurs électriques pour la nuit. Soumis à l'obligation du travail, les hommes de troupe se rendent à l'usine. Le sport, les cours divers ou de langue, la préparation des fêtes, etc., constituent les rares distractions

de tous les prisonniers. Pour échapper à l'ennui, beaucoup opteront pour le travail en commando dans les fermes. Plusieurs, malgré les risques, cachot ou camp de représailles de Rawa-Ruska, s'évaderont et s'intégreront après leur démobilisation à la légion des combattants ou dans les mouvements de résistance.

Sur le front, derrière la ligne Maginot et les frontières luxembourgeoise et belge, les opérations militaires sont statiques, il n'y a pas d'hostilités véritables. C'est la « drôle de guerre ». Cette situation a deux origines : du côté allemand Hitler voulait « faire pourrir l'armée française » en l'atteignant au moral ; du côté français, on pensait que les Alliés ne seraient prêts pour prendre l'initiative des opérations qu'en 1941, voire 1942.

Plusieurs dizaines de parlementaires communistes sont incarcérés, de nombreux militants arrêtés, le parti communiste ayant été dissous le 26 septembre.

De Montauban sont partis au front deux régiments prestigieux : le 16e tirailleurs sénégalais qui y tenait garnison depuis fort longtemps, le T spahis algériens qui depuis peu avait remplacé le 10e dragons.

Le 16e régiment de tirailleurs sénégalais quitte Montauban pour le front dans la nuit du 27 au 28 août 1939. Le 4 septembre, ses bataillons sont regroupés à Dettwiller sur la voie ferrée Saverne-Strasbourg et s'installe en avant-poste à Liederschiedt, dernier village français sur la frontière du Palatinat : divers coups de main et opérations de reconnaissance, étude du nouveau service en campagne qui vient de paraître, il embarque pour le midi de la France dans la nuit du 30 octobre au 1er novembre et débarque à Ollioule Sanary le 2 novembre où il est entièrement remanié et complété par un renfort en tirailleurs. Le 7 avril 1940 il s'embarque à Toulon pour Réding (Moselle). Au lendemain du 10 mai, il se déplacera vers l'Ouest et atteindra Amiens le 19 où il prend part à de nombreux combats avant qu'il ne reçoive la direction générale de repli prescrivant la retraite dont l'axe le dirige sur l'Oise et la région parisienne, le Loiret, l'Yonne et la Nièvre, Moulins et Montluçon puis Montauban où il arrive dans la soirée du 20 juin. Ces dures épreuves de la retraite pendant laquelle il s'est battu vaillamment l'ont quasiment détruit : pertes aux combats importantes et de nombreux sénégalais fusillés. L'un deux, Bountié-Diasso, repose au Mont-Valérien parmi les héros de la guerre 1939-1945.

Le T régiment de spahis algériens, qui appartenait à la 2e brigade de spahis algériens qui en comptait trois, embarque à Montauban fin août pour rejoindre, par voie ferrée, la frontière suisse à l'est de Seppois avec une mission de surveillance sur la ligne Belfort-Altkirch-Bâle. Le régiment de spahis est une troupe de métier, instruite, entraînée, disciplinée. Les chevaux, barbes entiers, sont l'objet de soins correspondant à l'usage que l'on fait de ces montures ; ils sont turbulents, robustes et endurants. A partir du 10 juin, la mission de ce régiment consiste à assurer l'écoulement des colonnes qui se retirent d'Alsace, la défense et la destruction des ponts du Doubs, la défense de Maîche où il constatera que la retraite des armées est commencée. Le 20 juin, après avoir exécuté une mission d'évacuation des blessés, il reçoit l'ordre de passer en Suisse où il est désarmé à Bierne. Il rentrera en France en janvier 1941. Il sera dissous et son étendard a été confié à la garde du 8e régiment de spahis algériens en garnison à Tlemcen pour son héroïsme et sa fidélité au devoir.

La capitulation de la France

L'attaque allemande débute le 10 mai 1940 et un mois après, le 10 juin, l'Italie entre en guerre aux côtés de l'Allemagne ; après l'effondrement des fronts sur l'Aisne et la Somme, les opérations-éclairs de la Wehrmacht des Panzer-Divisions appuyées par l'aviation, l'armée allemande pousse vers le Sud devant elle une armée française en débandade et des civils dont la fuite, en exode dramatique, encombre les routes. Les réfugiés fuient à bicyclette, à pied, en voiture, à cheval et rarement en automobile, dans l'espoir d'échapper aux bombardements.

Le président du Conseil, Paul Reynaud. qui souhaite poursuivre la guerre, est contraint de démissionner. Le maréchal Pétain forme un nouveau gouvernement qui demande l'armistice le 17 juin. L'armistice signé à Rethondes le 22, coupe la France en deux : au Nord, les deux tiers du territoire sont occupés par les allemands, ainsi que les côtes de la Manche et de l'Atlantique ; au Sud, l'Etat français est confié à Pétain ; les forces françaises doivent être désarmées et démobilisées ; les frais d'entretien des troupes d'occupation sont à la charge de la France : 400 000 000 de francs par jour ; les réfugiés politiques allemands doivent être livrés au Reich. Le Tarn-et-Garonne et notamment Montauban, qui ont déjà vu des milliers d'espagnols hagards, déguenillés, mutilés, transis de froid quitter leur pays, ne sont pas autrement surpris par le spectacle qu'offrent la débâcle militaire et l'exode des populations hollandaises, belges et françaises.

Vichy et la collaboration

A partir du 25 juin, jour qui voit la cessation des hostilités sur l'ensemble du front franco-allemand, celle avec l'Italie ayant eu lieu la veille, Montauban et le Tarn-et-Garonne réceptionnent les restes de nos armées. Désarmement des troupes et démobilisation des effectifs y seront effectués notamment au camp de Caylus où le général Delestraint, qui

avait entendu à Valençay l'appel du 18 juin, au moment de quitter son commandement, le 8 juillet 1940, s'adressant à ses soldats dira : « Si nous conservons la foi dans les destinées de notre pays, si nous nous comportons en Français et non avec une mentalité de chiens battus ou d'esclaves, si nous savons vouloir, la France ressuscitera un jour du calvaire présent ».

Une armée d'armistice sera par la suite mise sur pied. Elle implantera à Montauban le 23e régiment d'infanterie et le 3e hussards, de l'armée d'armistice.

Le 10 juillet, au casino de Vichy, après le vote par le Parlement (569 voix pour, 80 contre et 17 abstentions) de la loi constitutionnelle, Pétain fonde l'Etat français. La République et la démocratie ont vécu. Pétain crée un nouvel emblème national - la Francisque - et la nouvelle trilogie : Travail, Famille, Patrie. Il nomme à tous les emplois civils et militaires, légifère par décret. Il cumule les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, rompant avec la trilogie républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité.

L'après Première Guerre mondiale avait vu la montée du fascisme, Mussolini en Italie, Hitler en Allemagne, Franco en Espagne avec l'appui de ses complices italiens et allemands ; le régime de Vichy n'était ni plus ni moins, grâce à la défaite et à l'occupation - que Maurras appelait « la divine surprise » - que la mise en place d'un régime de même type qui n'avait pu par ses seules forces venir à bout des institutions démocratiques de notre pays, notamment lors de la manifestation des ligues d'extrême-droite, place de la Concorde à Paris, le 6 février 1934.

Le 30 juillet, en zone sud, tous les hommes de 20 ans accompliront désormais une sorte de service national durant huit mois, c'est la jeunesse au travail par les chantiers dits de jeunesse. Astreints à une discipline quasi militaire dans le culte du Maréchal, ils se livrent, sous l'autorité du général La Porte du Theil, au défrichage et au reboisement. Ils seront les modèles de la « révolution nationale ». Les plus jeunes pourront adhérer aux « compagnons de France » après leur scolarité.

Le 24 octobre, Pétain rencontre Hitler à Montoire où il l'assure de sa bonne volonté, fondamentale pour parvenir à un travail commun qui serait à mettre au point dans les détails et, le 30 octobre, dans un message adressé aux Français, il déclare : « C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration (...) cette politique est la mienne (...) c'est moi seul que l'histoire jugera ».

Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir, est révoqué le 11 novembre, le gouvernement de Vichy estimant qu'il n'est plus digne de ses fonctions, tout comme un certain nombre de hauts fonctionnaires ayant appartenu aux gouvernements respectant la démocratie républicaine (Blum, Chautemps, Daladier, Reynaud) ou ayant appartenu aux partis politiques du Front populaire, ou encore à la franc-maçonnerie. Auparavant, Vichy avait retiré la nationalité française aux Juifs naturalisés (16 juillet 1940) et dissout la franc-maçonnerie (19 août 1940). promulgué un statut des juifs, les excluant de la communauté nationale, avant toute pression allemande (3 octobre 1940) et abrogé le décret Crémieux de 1870, qui donnait la nationalité française aux Juifs d'Algérie (7 octobre 1940). En 1941, le 29 mars, création du commissariat aux questions juives ; le 14 mai, la police française procède à l'arrestation d'un millier de Juifs étrangers et les livre aux Allemands ; 2 juin : promulgation d'un nouveau statut des juifs ; le 22 juin, l'Allemagne envahit l'U.R.S.S. (opération Barberousse) et le 7 juillet Vichy crée la Légion antibolchevique, appelée aussi Légion des volontaires français contre le bolchevisme (L.V.F.). C'est alors que commence la croisade anticommuniste. Il crée des camps d'internement pour les étrangers et tous ceux qui sont accusés d'activités communistes.

Le régime de Vichy prétend reconstruire la France en excluant de nombreux Français et en collaborant avec les vainqueurs. Il privilégie les corporations et les comités chargés de la production industrielle servant les intérêts des sociétés capitalistes.

Au fur et à mesure du développement de la guerre poursuivie par la seule Angleterre après notre défaite, alliée à la Russie à partir du 22 juin 1941 et aux États-Unis après Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, le régime de Vichy, loin d'avoir protégé les citoyens, se transforme en auxiliaire de l'Allemagne hitlérienne.

La France libre et la Résistance intérieure

Avant la démission du gouvernement Paul-Reynaud dont il était le secrétaire d'État à la guerre, le général de Gaulle quitte la France par avion en compagnie du général anglais Spears et, de Londres, à la B.B.C., adresse un message refusant l'armistice : « Moi, général de Gaulle, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialisés des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver à se mettre en rapport avec moi ».

Ce message, peu entendu, reproduit par la presse britannique et quelques journaux français, annonce : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».

Seule une poignée de volontaires (environ 7000) purent le rejoindre ou gagner l'Angleterre où se constituaient les Forces françaises libres.

Avec de Gaulle, la France libre refuse la défaite militaire, la collaboration de Vichy, qu'elle estime être une trahison ; elle fait le pari de la victoire des Alliés pour que la France retrouve son rang de grande puissance.

L'appel du 18 juin est le début historique de la Résistance. Celle-ci revêt, dès les premiers jours, différents aspects, et les résistants, dispersés sur tout le territoire, et même dans le monde entier, travaillent dans l'ombre et en secret, s'ignorant les uns les autres. Mais ils veulent tous maintenir la France dans la guerre et lutter jusqu'à la victoire, jusqu'au rétablissement des valeurs de la République.

Certes, ce n'est pas la grande foule : les Français sont abasourdis par l'ampleur du désastre. Moins efficace en zone occupée, qui souffre directement de l'occupation, qu'en zone « libre », une propagande pernicieuse vante la purification par l'épreuve de la défaite et les bienfaits de la « collaboration » ; bon nombre de gens pourtant sincèrement patriotes, sont aveuglés par les apparences : nous avons une capitale en zone libre « Vichy », un gouvernement, une diplomatie ; nous conservons nos colonies, nous avons même une « armée d'armistice ». Les soucis de la plupart sont d'ordre alimentaire, car le ravitaillement est insuffisant, les Allemands réquisitionnant une grande partie de la production du pays. Dans un domaine moins terre à terre, on s'inquiète surtout d'avoir des nouvelles des parents qui sont de l'autre côté de la « ligne de démarcation » qui sépare les deux zones, ou dans les camps de prisonniers de guerre. La Résistance, cependant, s'organise, se développe et travaille avec la volonté de défendre et de restaurer les libertés, la dignité et les valeurs humaines.

La France libre, Résistance extérieure

Dès l'appel du 18 juin, les premiers « volontaires de la France libre » se présentent à Londres au « Quartier général » du général de Gaulle. Ce sont les Français qui résident en Angleterre, des soldats ramenés de Norvège ou évacués de Dunkerque, et qui préfèrent continuer à se battre plutôt que de retourner en France.

Dès juin 1940, peu de jours après l'appel du général de Gaulle, tous les hommes de la petite île de Sein, en âge de faire la guerre, s'embarquent sur leurs bateaux de pêche.

La route des évasions de France passe aussi par les Pyrénées. Non sans difficultés, les volontaires finissent par arriver en Angleterre, après un séjour dans les prisons espagnoles, en particulier au camp de concentration de Miranda.

La plupart des Français établis dans le monde entier s'engagent pour libérer leur patrie.

Notre empire colonial est intact, riche en hommes et en matières premières. Il représente un potentiel de guerre important, offre des bases stratégiques de valeur.

Sous la direction de Félix Eboué, le Tchad se rallie le 26 août. Rapidement, l'A.E.F. tout entière, en fait autant ; puis en août et septembre les Établissements de l'Inde, d'Océanie, la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides.

Mais le succès n'est pas partout immédiat. Les gouverneurs et résidents n'ont pas tous l'attitude souhaitée. L'affaire de Mers El-Kébir (bombardement de la flotte française par les Anglais, le 3 juillet 1940) a durci bien des positions. Une opération sur Dakar, le 23 septembre 1940, connaît l'échec et retarde le ralliement de l'A.O.F.. Cependant, au cours des années, ce sera tout l'empire qui reprendra la lutte.

Les exploits des soldats de Leclerc, Kœnig, de Larminat, Monclar, emplissent le monde d'admiration. Les troupes de Leclerc, traversant le Sahara du Sud au Nord, multiplient les raids contre les positions italiennes de Lybie. C'est l'expédition de janvier 1941 devant Mourzouk, où tombe le colonel d'Ornano ; c'est la prise de Koufra en février 1941. Leclerc prononce alors son fameux serment : « Nous ne nous arrêterons que lorsque le drapeau français flottera à nouveau sur Metz et sur Strasbourg ».

Le général Kœnig a reçu la mission de gêner l'offensive déclenchée le 27 mai par « l'Afrika Korps » et les Italiens contre l'Égypte. Ses troupes encerclées soutiennent, à Bir Hakeim, pendant quinze jours, les assauts d'un adversaire déchaîné. Un ultimatum de Rommel est repoussé, le 3 juin. Enfin, dans la nuit du 10 au 11 juin, la sortie est tentée et réussie. L'héroïque défense de Bir Hakeim a contribué à sauver l'Égypte, et elle a prouvé au monde que les Français se battent toujours.

Les Forces françaises libres luttent en Tunisie, se réorganisent et, grossies de l'armée d'Afrique, stationnées en

Afrique du Nord, poursuivent la guerre aux côtés des Alliés après le débarquement de novembre 1942. Le corps expéditionnaire français participera efficacement à la campagne d'Italie sous les ordres du général Juin. La 2e D.B. de Leclerc se couvrira de gloire lors de la campagne de France, après le débarquement du 6 juin en Normandie. La première armée française de De Lattre de Tassigny débarquera en Provence avec les Américains et remontera rapidement vers le Nord, à travers les Alpes et le long de la vallée du Rhône.

Les éléments de la marine de la France libre s'appelaient les Forces navales françaises libres, celles de l'air les Forces aériennes françaises libres. Elles combattirent pendant toute la guerre. Le groupe aérien « Normandie-Niémen » se battit sur le front de l'Est avec l'aviation russe.

La Résistance intérieure

Plus obscur, moins spectaculaire peut-être, mais non moins efficace, tant du point de vue moral que du point de vue matériel, fut le travail de la Résistance intérieure. Il commença dès l'été 1940, inorganisé au début, car les « combattants sans uniforme », tous volontaires, évidemment, comme leurs compagnons d'armes des « théâtres extérieurs », n'étaient, eux, pas du tout préparés à la tâche qu'ils s'étaient imposée.

La Résistance intérieure ne pouvait évidemment vivre que grâce à ses rapports avec la Résistance extérieure ou les Alliés, de même que les résultats de son travail de renseignements ne pouvaient être utilisés que s'ils étaient communiqués hors du territoire.

Le premier lien fut la radio. Chaque jour, la B.B.C. anglaise accordait quelques minutes de ses émissions à la chronique « Les Français parlent aux Français » qu'annonçaient 4 coups de gong et qu'écoutaient en secret des auditeurs, chaque soir plus nombreux, malgré le brouillage, malgré aussi les représailles. Elle apportait des nouvelles que n'arrêtait aucune censure vichyssoise ou allemande et, avec elles, l'espoir et le réconfort. Elle diffusait, en outre, à l'intention des Résistants, ses fameux « messages personnels », dont le sens secret n'était connu que de leurs seuls destinataires.

Les groupes de résistance devaient, eux aussi, communiquer avec Londres. Ils avaient à leur disposition quelques rares postes émetteurs, souvent lourds et encombrants, dont l'utilisation était extrêmement dangereuse car les services de détection allemande étaient sans cesse sur le qui-vive. Il fallait pourtant, malgré tout, envoyer, selon un « code » convenu, les renseignements recueillis, demander armes et matériel.

Les plans, les photos, les longs rapports, devaient être transportés. Des agents de liaison se chargeaient de ce périlleux travail : liaisons à l'intérieur du territoire, liaisons au-delà des frontières. Le courrier circulait ainsi, à travers les Pyrénées vers l'Espagne, à travers les Alpes et le Jura vers la Suisse, sur des barques de pêche, quelquefois dans des sous-marins. De temps à autre, des avions atterrissaient de nuit sur des terrains clandestins, apportant ou remportant les « agents secrets » et se chargeant des sacs de documents.

En dehors de l'armement « récupéré », les armes nécessaires étaient apportées d'Angleterre ou d'Afrique du Nord par avions et parachutées. Lorsqu'un « message personnel » (par exemple : « Le mille-pattes s'est cassé la jambe... je répète : le mille-pattes s'est cassé la jambe ! ») avertissait les destinataires, on préparait le parachutage. Cela consistait à baliser un terrain, le plus discrètement possible, au moyen de feux de paille, de lampes électriques ou de lampes à carbure.

Quand l'avion arrivait, c'était un échange de signaux. Puis les « containers » chargés d'armes étaient largués. Ils étaient vidés, puis cachés ou enterrés, ainsi que les parachutes. Parfois, au lieu d'armes, atterrissaient un agent de liaison, un instructeur, un « envoyé spécial » qui étaient immédiatement pris en charge par un « comité de réception », et aiguillés vers la destination prévue.

Bien que leur combat, et parfois leurs activités, aient été les mêmes, il convient de distinguer les réseaux et les mouvements.

Les réseaux furent créés par des chefs souvent venus de Londres et recrutant progressivement (Confrérie Notre-Dame, Buckmaster). Travaillant, soit pour les services de renseignement de la France libre (Bureau central de recrutement de l'action ou B.C.R.A.), soit pour l'Intelligence Service ou les services secrets américains, ils recherchaient et transmettaient des renseignements, organisaient des filières d'évasion.

Les mouvements se formèrent spontanément, en particulier par affinités de pensée, souvent autour d'un journal clandestin. Beaucoup disparurent, détruits par l'ennemi. A l'intérieur des administrations s'était constitué un organisme clandestin, le « Noyautage des administrations publiques » ou N.A.P. Ces mouvements avaient un recrutement plus étendu que les réseaux, et un plus grand souci de propagande. Ils voulaient constituer les cadres, former les organismes de la Résistance ; ils créèrent des groupes de combat et de sabotage, organisèrent les maquis.

Vers la libération

Ainsi la Résistance intérieure peu à peu structurée et bien articulée avec la France libre et ses Alliés, allait jouer, malgré une répression sans pitié, un rôle essentiel dans la préparation de la libération et de la victoire. Les autres chapitres de cette brochure détaillent les divers aspects de cette action particulièrement en Tarn-et-Garonne

En éditant cet ouvrage, la Commission départementale de l'information historique pour la paix, a voulu rendre hommage à ceux et celles qui ont lutté, parfois au prix de leur vie, contre l'armée d'occupation et contre un système de répression fondé sur l'injustice et le racisme, mais aussi rappeler que la Résistance a rendu à notre pays sa dignité et son honneur. Elle a vaincu pour la Paix, la Liberté, l'édification d'un mode nouveau plus démocratique et plus juste.

L'esprit de résistance est un message de vigilance et d'espoir. Il reste et doit rester une valeur universelle d'avenir et non un simple reflet du passé.

L. O.

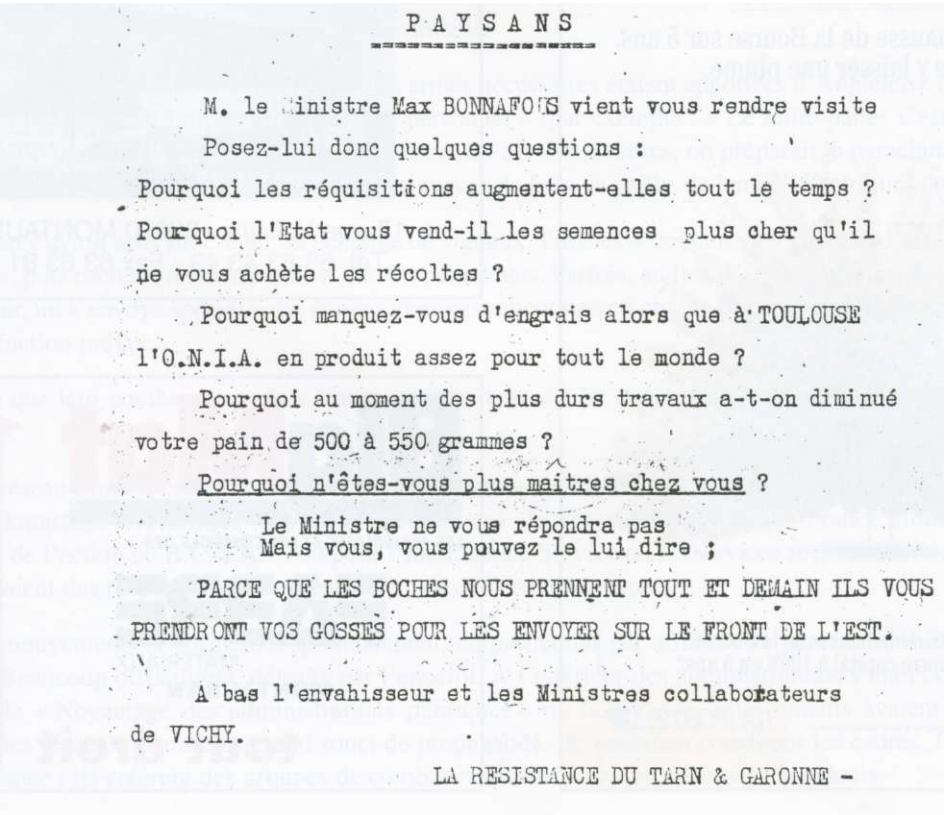
La Résistance en Tarn-et-Garonne

C'est le 11 novembre 1942 que les Allemands pénètrent en Tarn-et-Garonne. Le matin même, ils avaient franchi avec d'autres éléments de l'armée allemande « Wehrmacht » la ligne de démarcation établie lors de l'armistice pour séparer la zone occupée et celle dite libre, consécutivement au débarquement allié en Afrique du Nord du 8 novembre 1942. Il n'y a plus de zones. Tout le pays est occupé et les contraintes sont les mêmes dans le Nord et le Sud du pays. Toulon, épargné ce jour-là, constituera, pour la marine française, un camp retranché, une enclave non occupée de la France. Elle ne le restera pas longtemps. Elle ne le restera que 16 jours, jusqu'au sabordage de la plus grande partie de la flotte, le 27 novembre 1942.

La France intégralement occupée, désarmée et exposée aux représailles connaît, à partir de ces événements, une longue et périlleuse marche en avant des résistants dans leurs actions contre l'occupation allemande, le gouvernement de la collaboration de Vichy, sa police et sa milice.

En Tarn-et-Garonne, la Résistance, comme dans les autres départements, ne débute pas en novembre 1942. A cette époque elle est déjà implantée, en voie de structuration.

Elle a débuté dès 1940 par la réunion de gens qui n'acceptent pas la défaite ni le gouvernement de fait de Vichy, ni la collaboration ; par des graffiti sur les édifices les plus visibles, à la peinture et/ou à la craie (ex : « Vichy n'est pas la France » sur le quai de Villebourbon entre le pont Vieux et le pont Neuf), par des papillons tel celui-ci : « Français ! la délivrance approche. Préparez-vous à servir », par des tracts donnant des informations ou appelant à l'action les populations à l'occasion des fêtes nationales ou des manifestations organisées par le gouvernement ou sa légion des combattants comme celui qui est reproduit ci-après.



PAYSANS

M. le Ministre Max BONNAFOUS vient vous rendre visite

Posez-lui donc quelques questions :

Pourquoi les réquisitions augmentent-elles tout le temps ?

Pourquoi l'Etat vous vend-il les semences plus cher qu'il ne vous achète les récoltes ?

Pourquoi manquez-vous d'engrais alors que à TOULOUSE l'O.N.I.A. en produit assez pour tout le monde ?

Pourquoi au moment des plus durs travaux a-t-on diminué votre pain de 500 à 550 grammes ?

Pourquoi n'êtes-vous plus maitres chez vous ?

Le Ministre ne vous répondra pas
Mais vous, vous pouvez le lui dire ;

PARCE QUE LES BOCHES NOUS PRENNENT TOUT ET DEMAIN ILS VOUS PRENDRONT VOS GOSSES POUR LES ENVOYER SUR LE FRONT DE L'EST.

A bas l'envahisseur et les Ministres collaborateurs de VICHY.

LA RESISTANCE DU TARN & GARONNE -

La distribution des journaux clandestins : *Cahier du témoignage chrétien, Libérer et Fédérer, Combat, Libération* dont plusieurs numéros ont été imprimés à Montauban aux imprimeries Busson et Lormand. Ci-après, une reproduction de ces publications.

COMBAT

SEPTEMBRE 1942

Je ne crois que les histoires dont les témoins se feraient égorger.

PASCAL.

SUPPLÉMENT DU LANGUEDOC

CHRONIQUE DE LA RÉSISTANCE

Les patriotes français ne désarment pas. Contre l'em-

MARÉCHAL ! NOUS VOILA !

Maréchal, nous voilà.
Vous ne nous connaissez pas : on ne vous parle pas

CHRONIQUE DE LA TRAHISON

UN BEAU SALAUD

C'est M. Jacques VUILLET,

leur liberté, n'hésitent pas à rappeler à nos gouvernants, les préceptes les plus élémentaires de la doctrine chrétienne.

LETTRE DE Mgr SALIEGES SUR LA PERSONNE HUMAINE

Mes très chers Frères,

Il y a une morale chrétienne, il y a une morale humaine, qui impose des devoirs et reconnaît des droits.

Ces devoirs et ces droits tiennent à la nature de l'homme. Ils viennent de Dieu. On peut les violer. Il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer.

Que des enfants, des femmes, des hommes, des pères et des mères, soient traités comme un vil troupeau, que les membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il

LETTRE DE MONSEIGNEUR L'EVEQUE DE MONTAUBAN sur le RESPECT de la PERSONNE HUMAINE

Nous regrettons de ne pouvoir citer ici l'admirable lettre de Mgr Théas, évêque de Montauban, qui a noblement suivi l'exemple de Mgr Saliège.

LA HAINE DES CRETINS

Un crétin, le « propre » directeur de la feuille à torcher dite « Grand Echo du Midi » a cochonné un pensum : Aspect de la question Juive », rédigé en ce français de révolution nationale qui tient toutes les promesses — ya, mein Führer — même celles des autres.

Cette ordure germanique, devant laquelle un chimiste teuton se boucherait le nez, a été si péniblement défé-

parce qu'ils étaient Juifs et sur l'ordre — ya, mein Führer — de l'inventeur mirobolant de l'armistice dans l'honneur.

Tous ont frémi : préfets, maires, gendarmes, policiers. Ils en avaient les larmes aux yeux. En ce régime si constamment et si justement trahi par les siens, préfets, maires, gendarmes, policiers ont clamé leur horreur de l'infâme besogne.

L'Episcopat français s'est dressé. Le Nonce du Pape s'est dressé. Les prêtres ont parlé. On a redit ces simples vérités que les Juifs sont des hommes. Les catholiques ont ouvert les yeux : Jésus était Juif, la sainte Vierge était Juive.

Mais Hitler, crevant de mâle rage devant Stalingrad, a froncé le sourcil. Et le Maréchal-Bêlant, qui souffre toujours de son armistice

l'ombre duquel, le pourceau Laval croque les glands.

PREDICATION donnée au TEMPLE des CARMES le 16 Août 1942 (à Montauban)

Israël et l'Eglise
Ephesiens 2-11-22

« Il devient alors évident, mes frères, que tout ce qui est de nature à empêcher ce service de l'Eglise envers les Juifs non-convertis porte atteinte à l'Eglise elle-même, et qu'il est impossible à des chrétiens, c'est-à-dire à des hommes et des femmes qui ont mis leur espérance en Christ et en son Royaume, de se faire les complices des persécuteurs d'Israël. »

N° 47 · ORGANE DU MOUVEMENT DE LA LIBÉRATION NATIONALE · ÉDITION ZONE SUD

LIBÉRATION

Pour le 1er MAI de la VICTOIRE
Pour un 1er MAI de COMBAT

1er MAI 1944

Grève Nationale - Insurrection Nationale

FRANÇAIS

DEBOUT Combattants de la RÉSISTANCE
DEBOUT Pour le 1er MAI de la VICTOIRE
DEBOUT Pour un 1er MAI de COMBAT
DEBOUT Pour la GRÈVE NATIONALE

quis, avec les combattants sans uniforme des Forces Françaises de l'Intérieur.

Les assassins de la Milice du Waffen SS Darnand, le traître Pétain, le vendu Laval, le négrier Déat et l'aboyeur Henriot, sur l'ordre de leur maître Hitler, veulent abattre la Résistance pour nettoyer les arrières de l'armée ennemie, dans les dernières semaines qui la séparent du débarquement allié. Ils arrêtent, ils torturent, ils tuent, ils brulent, ils terrorisent. Et déjà, ils publient leurs

Les rapports mensuels confidentiels des années 1942 et 1943 de la légion départementale à sa centrale de propagande à Vichy (hôtel Séville) nous apprennent ou nous rappellent qu'elle renseignait le gouvernement sur tout événement local, notamment lorsqu'il concernait l'activité de la Résistance. Ci-après un extrait du rapport du mois de mai 1943 :

LA PROPAGANDE ADVERSE

Quels moyens l'adversaire a-t-il utilisés dans votre département ?

I - Néant -

2 - Néant -

3 - Tracts : nombre, lieux, influence -
Quelques tracts ont été distribués, précédent la venue à MONTAUBAN du Ministre Max BONNAFOUS (ci-joint copie de ces tracts) (Voir paragraphe 5). -

4 - Graffitis : nombre, lieu, influence -
Dans la nuit du 8 au 9 Mai, veille de la venue du Ministre Max Bonnafous attentat contre le Monument aux Morts de 1914-18 -
Toutes les plaques de marbre portant les noms des victimes de la Guerre ont été couvertes d'inscriptions ainsi que les colonnes et soubassement du Monument :

Vive la R.A.F.
Vive de GAULLE
Vive GIRAUD

.....

5 - Equipes de chuchoteurs. Quelle est leur activité ?
Tout le monde chuchotte - aussi bien les agents de mauvaise foi que le bon Français moyen toujours à l'affut de nouvelles sensationnelles et souvent fantaisistes -
En dehors des chuchottements, certains légionnaires reçoivent des lettres anonymes dans le genre de celle-ci :
" Le temps approche où votre ami le sale boche Laval va payer sa dette aux Français qu'il a vendus - Admirez le fil contenu dans cette lettre dans peu de temps cela deviendra une corde pour vous pendre sur la place ". Vive de Gaulle.

6 - Quels thèmes développent-ils ?
Les mêmes thèmes sont toujours développés - On envisage toujours la victoire Anglo-Américain - Il faut que ça change mais dans quel sens ? La plupart n'en savent rien, car les esprits sont fatigués.

7 - Quelles organisations dissoutes ou actuelles font campagne contre la Légion ?
Les Franc-Maçons qui semblent irréductibles - Les Communistes qui profitent de toutes occasions de se manifester.
En dehors des organisations dissoutes, on pourrait comprendre dans ces catégories, les oisifs qui constituent une minorité dangereuse.-
Le personnel des administrations montre toujours son aversion contre la Légion.

8 - Arguments du public contre la Légion -
La Légion ne fait rien de tangible -
Tous les maux lui incombent -

9 - Spécifier le métier de ceux qui critiquent la Légion -
Beaucoup de monde et en particulier des braves gens qui ont leur foi première émoussée.

10 - Quelles émissions de radio adverse ont le plus porté ?
Londres - Amérique - Alger - depuis que surtout pas mal de familles sont intéressées au sort des leurs actuellement en Afrique du Nord -

Les Jacobins montalbanais dont la plupart des membres appartenaient aux Jeunesses radicales et/ou au parti radical et radical socialiste, s'intégreront et constitueront dans le département l'ossature de « l'armée secrète » (A.S.)

La P.A.N. (phalange antinazie) qui eut pour origine l'action de jeunes lycéens et ouvriers montalbanais, animée par Louis Sabatié, s'intégrera aux « Francs tireurs et partisans » (F.T.P.)

Les partis politiques (radical, socialiste, communiste, chrétien) et les syndicats ouvriers (C.G.T., C.F.T.C.) animateurs de plusieurs mouvements nationaux seront représentés au comité départemental de Libération, sauf « Libérer et fédérer », qui était en contact étroit avec la section française de la S.O.E. (Spécial opération exécutive - réseau Buckmaster) dont le responsable pour le Tarn-et-Garonne était le major Antony Broocks.

Ainsi se sont groupés ou regroupés tous ceux qui viennent de milieux sociaux différents, politiques ou apolitiques, croyants ou incroyants, dans un même idéal et une volonté : le rétablissement de la démocratie et la libération du pays.

Les mouvements nationaux et régionaux : « Libérer et fédérer », « Combat », « Franc tireur », « Libération », « Résistance fer », « Front national » entre autres mènent dans notre département, chacun de leur côté, des actions spécifiques. Ils constituent, en 1944, un premier regroupement prenant l'appellation de « Résistance intérieure française » (R.I.F.), puis de « Mouvements unis de la Résistance » (M.U.R.) et ensuite de « Mouvement de libération nationale » (M.L.N.) pour devenir « l'Armée secrète » (A.S.). Cette dernière, avec les réseaux « Camouflage du matériel » (C.D.M.) et « Organisation de résistance armée » (O.R.A) forment les « Forces françaises de l'intérieur » (F.F.I.) auxquelles s'adjoindront les « Francs tireurs et partisans » (F.T.R).

De gauche à droite : MM. Durrieu et Jean Monier.
le major anglais Anthony Brooks et Louis Olivet

A la Libération, les Forces françaises de l'intérieur en Tarn-et-Garonne sont constituées par : 15 compagnies de l'A.S., 2 groupes de L.F., 4 groupes F.T.R, 12 groupes de l'O.R.A. - C.F.R (Corps franc Pommiès).

Ces unités, constituées à partir du deuxième semestre 1943 et dont les effectifs proviennent en grande partie de réfractaires au S.T.O., consacrent leur activité à l'instruction militaire, au repérage de terrains pour les parachutages, aux sabotages, à la recherche de renseignements, à l'approvisionnement de l'intendance (nourriture, habillement, services).

Armée secrète :

Localisation des compagnies sédentaires à Montauban: 1re et 5e; Castelsarrasin : 9e; Grisolles: 11e; Saint-Aignan : 14e; Auvillar : 15e. Les compagnies sédentaires étaient composées de résistants inscrits à l'une d'elles. Ils étaient disponibles pour les actions arrêtées en restant en contact permanent avec un seul responsable.

Le chef de la 1re compagnie sera arrêté par la milice, des arrestations seront opérées au sein des 9e, 11e et 14e compagnies par la police, la milice, la Gestapo.

Localisation des neuf autres compagnies et leurs actions :

Secteur sud-est :

• à Verlhac-Tescou (route de Montauban - Gaillac) : la 1re section de la 2e compagnie avec un groupe de « Libérer et fédérer » ;

• à Mantelli (commune de Monclar-du-Quercy) : la 2e section de la 2e compagnie et le 2e groupe de « Libérer et fédérer ». Elles ont tendu une embuscade contre un convoi ennemi venant de Montbartier à Moulis-Catrou (route de Montauban - Toulouse) le 18 août 1944, et à Labéjeau (Haute-Garonne), route de Montauban - Gaillac, où elles attaquent un poste de guet le 10 août 1944.

Secteur est :

• à Léojac (Gabach) : la 3e compagnie ;

• à « Cabertat » (entre Nègrepelisse et Monclar-de-Quercy) : la 6e ;

• à « Trégan » (Condrière et Bordelle, commune de Puygaillard-de-Quercy) et à « Nidauzel » (commune de Bruniquel) : les deux sections du Corps franc Dumas intégré à la 6e.

La 3e compagnie accrochera à Lalande-Basse (Montauban) les troupes d'occupation appuyant la Gestapo, le 28 juin 1944 ; à Lacapelle (Tarn) d'autres troupes d'occupation, le 3 juillet 1944 ; à Caylus, au centre du village, une colonne allemande venant de Villefranche-de-Rouergue, le 25 juillet 1944 ; à La Salvetat-Belmontet avec l'aide des groupes T.O.M. et Louis-Sabatié (F.T.R) et la M.O.I., les troupes allemandes battant en retraite vers la Haute-Garonne, le 20 août 1944.

La 6e compagnie accrochera aux Chaumes (Montauban) les troupes d'occupation formant barrage le 16 juin 1944 ; elle sera attaquée par ces dernières et la milice en même temps que le Corps franc Dumas sur leur cantonnement de Cabertat (commune de Vaïssac, entre Nègrepelisse et Monclar-de-Quercy), le 20 juin 1944.

Représailles : 8 fermes ou granges incendiées. Le Corps franc Dumas et la 6e compagnie mettront à leur actif les accrochages, avec ou sans embuscades, contre les troupes d'occupation, la Gestapo et la milice :

- des « Brunis » (entre Nègrepelisse et Montricoux), le 17 juillet 1944 ;
- de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), le 24 juillet 1944 ;
- de « la Montre » (banlieue de Montauban), le 26 juillet 1944 ;
- d'Albias, le 7 août 1944 ;
- de Montauban-ville, le 14 août 1944 ;
- de « Grimai » à Caussade, le 17 août 1944.

Secteur nord-est :

- au camp de Caylus, lieu-dit « Pech Sec », la 7e compagnie ;
- au camp de Caylus, lieu-dit Pech Vert, la 4e. Auparavant elle avait séjourné à « Vinchet », « Labouriette », « Lautanel » commune de Penne (Tarn) où elle fut attaquée par les troupes d'occupation dessinant une manœuvre d'encerclement, le 21 mars 1944.

Représailles : 3 fermes incendiées

- à « Perges » et à « Saint-Julien », la 4e attaquera avec des éléments de la 7e les troupes d'occupation qui battaient en retraite les 17 et 18 août 1944 ; à La Salvetat, la 7e compagnie subira une attaque des troupes d'occupation, le 2 mai 1944.

Représailles : 16 fermes ou maisons brûlées

- à « Cranval » (commune de Montaigu-de-Quercy), les 4e et 7e compagnies furent attaquées par les troupes d'occupation et la Gestapo, guidées par la milice, le 16 mai 1944.

Secteur nord-ouest :

- à « Cougouillet » (commune de Lauzerte), Cazillac (communes de Cazes-Mondenard), Bourg-de-Visa, Castelsagrat et Miramont-du-Quercy, la 8e compagnie.

Elle accrochera les troupes d'occupation à Tournon-d'Agenais, le 3 juillet 1944, à Lamagistère au pont de la voie ferrée sur la Barguelonne avec un commando américain et un groupe F.T.P. du Lot, les 15 et 16 août 1944, à Moissac avec un groupe du C.F.P. (bataillon Claude) le 19 août 1944.

Secteur sud-ouest :

Dans le bois d'Hartech, commune de Castéra-Bouzet, la 10" compagnie. Au « Chalet », commune de Maumusson, le groupe de l'Union nationale espagnole (U.N.E). La 10e compagnie et ce groupe attaqueront à «La Vitarelle », commune de Montech, un convoi ennemi et une colonne de troupes d'occupation battant en retraite d'Agen à Toulouse, les 19 et 20 août 1944.

Représailles : 8 fermes ou maisons brûlées.

Secteur nord :

- à « Saux » (commune de Montpezat-du-Quercy), la 12e compagnie ira en renfort des résistants, bloquant à Montauban une colonne dite de Mongols, le 19 août 1944.

Secteur ouest :

- à « Beaumes » (commune de Sistels), la 13e compagnie accrochera à « Sexère » (commune d'Auvillar), les troupes d'occupation le 10 juillet 1944, ainsi qu'à Astaffort, le 13 juin 1944.

O.R.A. - C.F.P.

Localisation dans le Lot des groupes O.R.A. de Castelsarrasin, Caylus, Moissac, Montauban, Montesquieu (Sainte-Thècle) et Durfort-Lacapelette en juin 1944. Ils sont incorporés à cette date au bataillon Claude.

Les autres groupes du C.F.P. sont localisés :

• à Réalville, le groupe Laurent spécialisé en parachutage, son action est sédentaire ;

• à « Piac », commune de Saint-Paul-d'Espis, le groupe Péretti, spécialisé dans les sabotages. Il monte avec Amiot, destructeur de B.C.R.A. de Londres, parachuté le 15 novembre 1943, un important sabotage sur la voie ferrée Moissac-Malause, au « Petit-Bézy », le 9 juin 1944. Amiot sera tué en couvrant la retraite. Le 25 mars 1944 il avait saboté l'usine de la moyenne Garonne à Montbartier, le 5 mars 1944 l'usine des métaux à Castelsarrasin et entre le 19 décembre 1943 et le 31 janvier 1944, au dépôt des machines de la gare de Montauban-Villebourbon, 29 locomotives ;

• à Château-Cumont, commune de Cumont, un groupe qui opérera avec les maquis et les groupes C.F.R du Gers ;

• à « Grand Selve », commune de Bouillac, ce groupe se joindra au précédent pour opérer conjointement avec lui ;

• à Beaumont-de-Lomagne un groupe sédentaire ;

• à Petit-Bois-de-Cuq dans le Lot-et-Garonne, commune de Caudecoste, le dernier groupe. Il participera avec la 13e compagnie A.S. au combat d'Astaffort (Lot-et-Garonne) l'opposant aux miliciens aidés des troupes d'occupation.

Les maquis et les groupes F.T.P.

Ils sont localisés :

• à « Vinchet », commune de Saint-Antonin et à Vidal entre Caylus et Saint-Antonin. Après s'être appelé le « réduit Guy-Mocquet », nom d'un jeune communiste de 17 ans fusillé par les Allemands, à Châteaubriant (Loire-Atlantique), il deviendra « Maquis Louis-Sabatié » en l'honneur du jeune résistant montalbanais (19 ans), chef de la « Phalange antinazie », fusillé à Toulouse le 17 février 1944 après avoir été condamné à mort par la Cour martiale

L'entraînement

De gauche à droite (debout) : Gavroche, Pérelman, Jaouen (tué place de la Libération), Monget (le Cuistot), Zazou, Rey (Blandin), La Girafe, X. (accroupis) : Sutra (Moustic), Circelli (Nicky), Bouzigues (Blanchette). Ce cliché a été tiré le 11 juillet 1944 avant l'attaque du maquis de Cabertat par les Allemands et la milice.

itinérante à la solde du gouvernement de Vichy. Avec un groupe de la main-d'œuvre immigrée (M.O.I). Ils attaqueront une colonne des troupes d'occupation à Carmaux (Tarn) les 14 et 18 juillet 1944, et participeront à Réalville à un accrochage après avoir réalisé un coup de main en gare de La Ville-Dieu-du-Temple sur un train militaire allemand de l'organisation T.O.D.T., le 18 août 1944 ;

• à la ferme La Balatie, au nord de Lauzerte, le maquis Philippe Chapou, nom d'un chef de l'A.S. passé aux F.T.R, tué à Bourganeuf (Creuse) par les troupes d'occupation, le 16 juillet 1944. Il sera accroché par un poste de la Wermacht sur le pont Napoléon à Moissac, le 19 août 1944 ;

• à « Bourthoumayrious », commune de Bouillac, le maquis Igon, du nom d'un jeune résistant de Verdun-sur-Garonne, décédé au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe. Il attaque les troupes d'occupation isolées, à Verdun-sur-Garonne, le 18 août 1944;

• à « Borde-Basse », commune de La Salvetat-Belmontet, le groupe Tom. Il accrochera, place Saint-Orens à Montauban un groupe des troupes d'occupation renforcé par la milice, le 14 août 1944.

En plus de ces unités de l'armée secrète, de l'O.R.A.-C.F.P., des F.T.R il faut signaler la présence dans notre département du groupe Méric, implanté à Laguépie, rattaché au maquis Stalingrad des F.F.I. du Tarn, commandé par un officier de renseignements de l'état-major interallié de Londres. L'unification des Forces françaises de l'intérieur sera réalisée en juillet 1944. L'état-major de l'A.S. qui deviendra celui des F.F.I. sera localisé, pour des raisons de sécurité, dans Montauban : à la ferme Noalhac et à l'église de Gasseras, à « Cabertat » et à « Revel » où se trouve un élément important de protection : le Corps franc Dumas.

Opérations militaires

a) Les parachutages :

- Les « Ombrails », Nègrepelisse, le 19/20 août 1943, destination *6e* compagnie A.S ;
- « Borde-Basse », commune de Villemade, le 19 septembre 1943, destination O.R.A.-C.F.P ;
- entre Cayriech et Saint-Georges, le 9 novembre 1943, destination 7e compagnie A.S ;
- « Tistet », commune d'Angeville, en novembre 1943 et en mars 1944, destination O.R.A.-C.F.P. ;
- « Coudun », commune de Cayrac, de janvier à mars 1944, destination O.R.A.-C.F.P. ;
- « Almond », commune de Réalville, de janvier à mars 1944, destination O.R.A.-C.F.P. ;
- Labouriette ou Lautanel (Tarn), Vinchet terrain Volcan, commune de Saint-Antonin de janvier au 21 mars 1944, destination maquis d'Ornano 4e compagnie A.S. Ce dernier fut pris par les Allemands. ;
- Belan, commune de Montbeton, le 6 avril 1944, pris par les Allemands ;
- Aubin, commune de Sistels, les 4 avril et 5 mai 1944, destination 13e compagnie A.S. ;
- Banel, commune de Bouloc, le 26 avril 1944, destination 8e compagnie A.S. ;
- Vignarnaud (le Fau), commune de Montauban, le 1er mai 1944, destination 3e compagnie A.S., dénoncé par le curé Védrines, pris par les Allemands ;
- La Bessède, commune de Larroque (Tarn), le 4 mai 1944, destination 3e compagnie A.S. ;
- Pech Berthier, commune de Belvèze, les 31 mai et 29 juillet 1944, destination 8e compagnie A.S. ;
- Sautusson, commune de Villebrumier, le 2 juillet 1944, destination 2e et 3e compagnies A.S. et «Libérer et fédérer ». ;
- Lasfonds, commune de Nègrepelisse, le 9 août 1944, destination 6e compagnie A.S. ;
- Corbarieu, le 20 août 1944, destination compagnies Armée secrète et « Libérer et fédérer » ;
- Berteilles, commune de Castéra-Bouzet, le 5 septembre 1944, destination compagnies A.S. ;

soit 32 parachutages, dont 15 par l'O.R.A.-C.F.P., 15 pour l'A.S., 2 pour «Libérer et fédérer», totalisant 554 containers. Les F.T.P. ne reçurent aucun parachutage.

Tous les terrains de parachutage étaient soumis à homologation par Londres. Le terrain homologué recevait une lettre de l'alphabet, un nom (manioc, volcan, viaduc, etc.) et une phrase : *notre ourson est beau ; tu ne nous fais plus peur ; le mille-pattes s'est cassé la jambe ; méfiez-vous des bavards ; de Brigitte à Michel-Ange, 6 amis pleureront comme une fontaine ;* qui annonçait selon sa formulation le parachutage.

Les opérations de parachutage étaient préparées pour l'armée secrète (A.S.) par le S.A.P. (Service atterrissage, parachutage) pour « Libérer et fédérer » (L. et F.) par la section française du Spécial opération executive (S.O.E.) du colonel Buckmaster, pour l'O.R.A.-C.F.P par les états-majors des généraux Kœnig à Londres et Cochet à Alger.

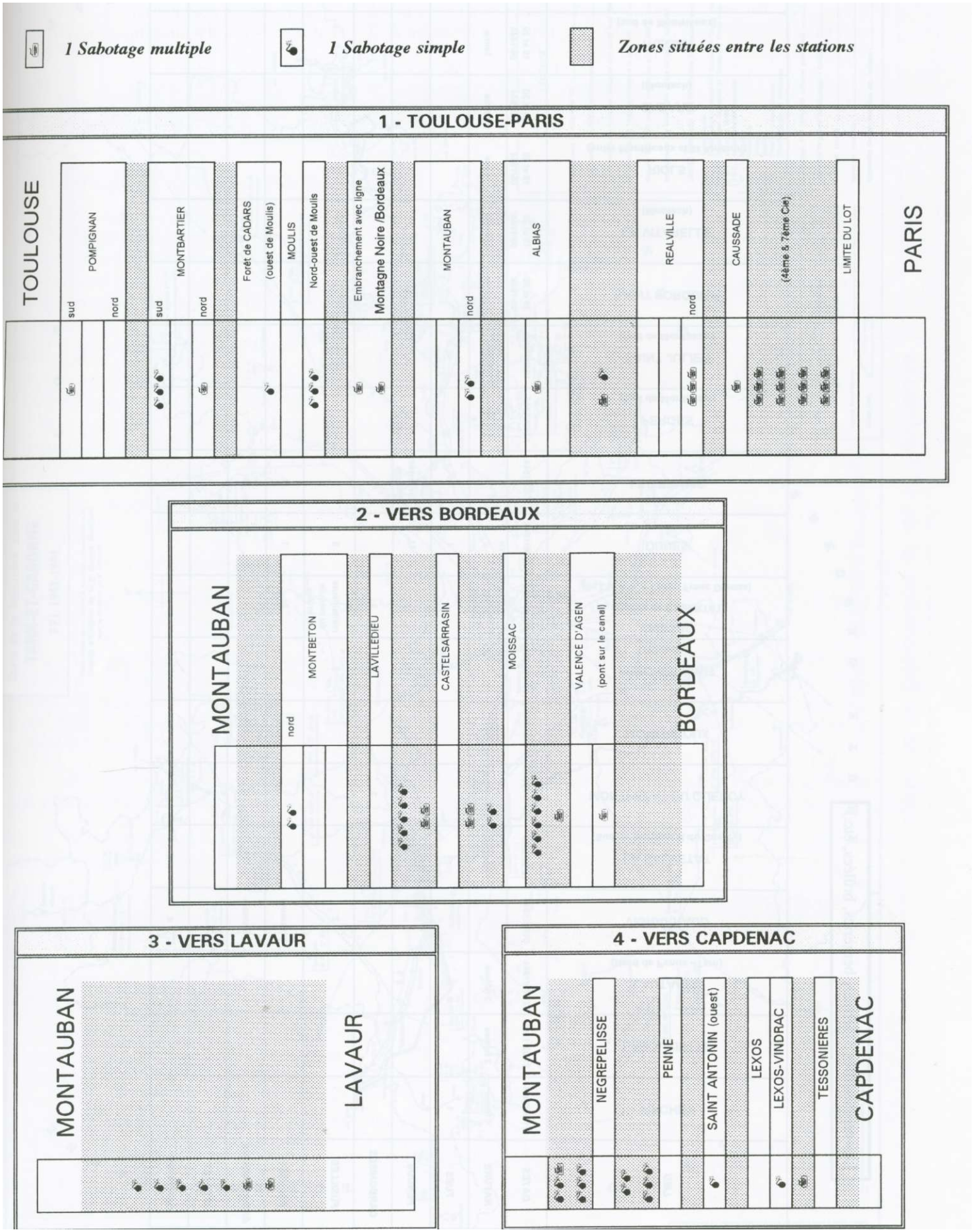
b) Les sabotages :

- *Sur routes :* 1 sabotage simple aux ponts de : Prat (est de Saux) ; Pignères (nord de Molières) ; Poustinac (nord de Lauzerte).

- *Sur le canal latéral à la Garonne :* 1 sabotage simple : ouest de Montbartier ; ouest de Valence-d'Agen, pont de la R.N.

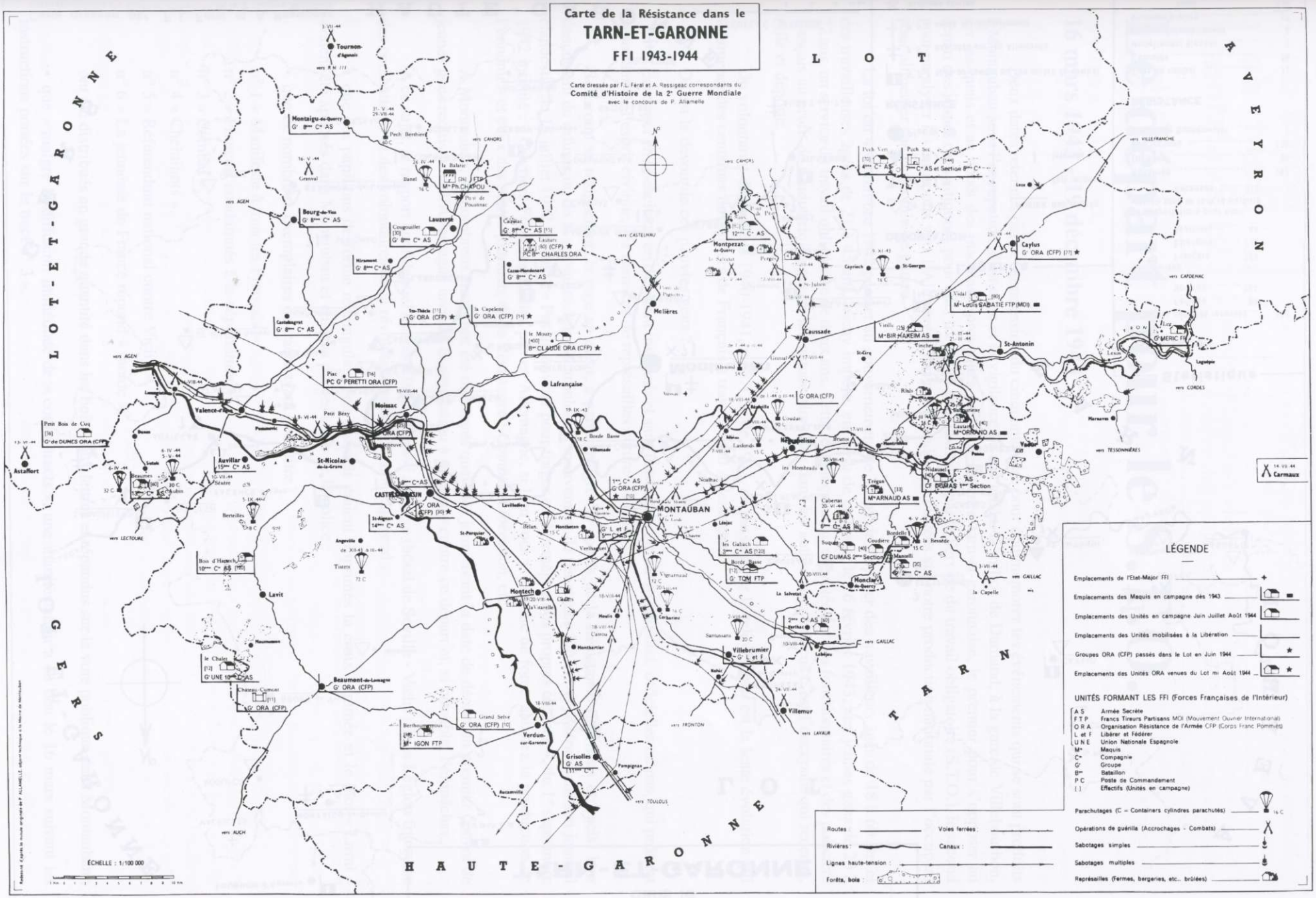
- *Sur voies ferrées :* Le dépôt de locomotives de Montauban (important à cause du nœud ferroviaire Bordeaux - Paris - Toulouse - Montagne Noire) est saboté en décembre 1943 par explosif. Le Plan vert, qui désigne les sabotages des installations ferroviaires, se développera en avril et mai 1944.

SABOTAGES SUR VOIES FERRES



Les représailles : (fermes, bergeries, brûlées, etc.)

LIEU	VINCHET	LABOURIETTE	LAUTANEL (Nord de Penne - Tarn)	VIGNARNAUD	LA SALVETAT (Sud de Montpezat du Quercy)	MONTPEZAT DU QUERCY	MONTRICOUX	PERCHES HAUT (Hameau)	VAISSAC attaque de CABERTAT (6e Cie A.S. + Corps Franc Dumas)	DUNES	LES BRUNIS	PERGES (Sud de Montpezat)	SAINT JULIEN (Sud de Montpezat)	SAINT PORQUIER	LA VITARELLE (Montech)	RIOLS (entre Montricoux et St Antonin)	CADARS (Montech)	TREGAN (sud de Montricoux)	MONTBETON
DATES	21/03/1944	21/03/1944	21/03/1944	01/05/1944	02/05/1944	02/05/1944	01/06/1944	06/06/1944	20/06/1944	23/06/1944	17/07/1944	17/08/1944	18/08/1944	19 et 20 08/1944	19 et 20 08/1944	19 et 20 08/1944	19 et 20 08/1944	19 et 20 08/1944	19 et 20 08/1944
NATURE	1 ferme	2 fermes	2 fermes		12 fermes	4 maisons brûlées			7 fermes 1 grange			4 fermes	4 fermes	3 fermes	4 fermes	ferme	ferme	ferme	ferme
TUES (sans autre indication)	1		6		1					1	5		4		1				
PENDUS										11	4 + 2 enterrés vivants								
CARBONISES						3		11	3										
FUSILLES				2				2	6 ravitailleurs du maquis et brûlés	2									
BLESSES				plusieurs					2	1	2								
ARRESTATIONS				plusieurs	19		2	11			9								
OTAGES						4													
DEPORTES				4	9			11											


Carte de la Résistance dans le
TARN-ET-GARONNE
FFI 1943-1944
Carte dressée par F.L. Féral et A. Rassigeac correspondants du
Comité d'Histoire de la 2e Guerre Mondiale
avec le concours de P. Allamelle
LOT-ET-GARONNE
LOT
AVEYRON
TARN
HAUTE-GARONNE
GERS
MONTAUBAN
Moissac
Valence-d'Agen
Castelsarrasin
Montech
Verdun-sur-Garonne
Grisolles
Beaumont-de-Lomagne
Lavit
Auvillar
St-Nicolas-de-la-Grave
Lafrançaise
Molières
Caussade
Montpezat-de-Quercy
Caylus
St-Antonin
Villebrumier
Villemur
Nègrepelisse
Bourg-de-Visa
Montaigu-de-Quercy
Lauzerte
Astaffort
Tournon-d'Agenais
ÉCHELLE : 1/100 000
LÉGENDE
Emplacements de l'Etat-Major FFI
Emplacements des Maquis en campagne dès 1943
Emplacements des Unités en campagne Juin Juillet Août 1944
Emplacements des Unités mobilisées à la Libération
Groupes ORA (CFP) passés dans le Lot en Juin 1944
Emplacements des Unités ORA venues du Lot mi Août 1944
UNITÉS FORMANT LES FFI (Forces Françaises de l'Intérieur)
A S Armée Secrète
F T P Francs Tireurs Partisans MOI (Mouvement Ouvrier International)
O R A Organisation Résistance de l'Armée CFP (Corps Franc Pommiès)
L et F Libérer et Fédérer
U N E Union Nationale Espagnole
Mte Maquis
Cie Compagnie
G' Groupe
Bon Bataillon
P C Poste de Commandement
[ ] Effectifs (Unités en campagne)
Parachutages (C = Containers cylindres parachutés)
Opérations de guérilla (Accrochages - Combats)
Sabotages simples
Sabotages multiples
Représailles (Fermes, bergeries, etc.. brûlées)
Routes
Voies ferrées
Rivières
Canaux
Lignes haute-tension
Forêts, bois

Carte de la Déportation et de la Résistance dans le TARN-ET-GARONNE

LOT-ET-GARONNE
LOT
AVEYRON
TARN
GERS
HAUTE-GARONNE

TOURNON-d'Agenais
VALEILLES
MONTAIGU-de-Quercy
ROQUECOR
BOURG-de-Visa
Miramont
MONTPEZAT-de-Quercy
Porges
Montalzat
St PROJET
LOZE
CAYLUS
Ginals
VERFEIL
SEPTFONDS
CAUSSADE
ST ANTONIN
VAREN
LAGUEPIE
CAZALS
LAMAGISTERE
GOLFECH
VALENCE d'Agen
DUNES
AUVILLAR
Espalais
Boudou
MOISSAC
Lizac
l'Honor-de-Cos
REALVILLE
les Brunis
MONTRICOUX
le BOURIETTE
ALBIAS
NÉGREPELISSE
BRUNIQUEL
VAISSAC
Puygaillard
ST NICOLAS-de-la-Grave
Barry d'Islemade
Lamothe-Capdeville
ST MICHEL
le Pin
CASTELMAYRAN
CASTELSARRASIN
ST AIGNAN
Montauban
MONTBETON
St PORQUIER
ANGEVILLE
ST JEAN-du-Bouzet
CASTELFERRUS
LACOURT-St-Pierre
GARGANVILLAR
BRESSOLS
MONCLAR-de-Quercy
le CAPELLE
Belmontet
LABOURGADE
MONTECH
Brial
VERLHAC-Tescou
SÉRIGNAC
LABASTIDE-St Pierre
VILLEBRUMIER
VARENNES
CAMPSAS
BEAUMONT-de-Lomagne
Cumont
DIEUPENTALE
VILLEMUR
COMBEROUGER
VERDUN-la-Garonne
BOUILLAC
ESCAZEAU
GRISOLLES
BUZET-sur-Tarn
AUCAMVILLE
TOULOUSE

GARONNE
TARN
AVEYRON
GARONNE

N

ÉCHELLE : 1/250 000
1 2 4 6 8 10 12 14 km

Légende

DÉPORTATION

- De 1 à 10
- De 10 à 20
- De 20 à 50
- Plus de 100

POREIR Non rentrés
? Sort inconnu
I Internés

RÉSISTANCE

- F.F.I. tués au combat ou des suites du combat
- F.F.I. exécutés par les Allemands
- F.F.I. morts accidentellement
- Victimes civiles

Statistique

DÉPORTATION

Total des déportés recensés	453
Femmes	89
Hommes	364
Nationalités	
Français	184
Etrangers	225
Apatrides	44
Les déportations pour motif «racial» sont, de loin, la majorité	
Recensés	172
Rapatriés	192
Décédés	90
Sort inconnu	170
Evadé (de Buchenwald)	1

RÉSISTANCE

Tués au combat	31
Exécutés	39
Mortellement blessés	3
Morts accidentellement	6
Victimes civiles	57
Total	136

Carte dressée par F. L. Féral et A. Ressigeac
correspondants du Comité d'Histoire de la 2e Guerre Mondiale

Le départ pour le S.T.O.

16 mars 1943 - 19 décembre 1943

Deux dates retenues par la Commission du cinquantenaire pour commémorer les événements qui se sont produits à Montauban sous l'occupation allemande et la vigilance de son alliée, la milice de Darnand, à la gare de Villebourbon, sur les quais et au dépôt des machines, provoqués par la Résistance tarn-et-garonnaise, le premier pour s'opposer au départ des jeunes réquisitionnés pour aller travailler en Allemagne par le Service du travail obligatoire (S.T.O.), le second pour paralyser les transports vers l'Allemagne des marchandises prélevées sur notre production nationale par l'occupant pour alimenter son économie de guerre.

La loi du 4 septembre 1942 permet au gouvernement de Vichy de disposer des travailleurs âgés de 18 à 60 ans et des travailleuses âgées de 21 à 45 ans. Vichy impose, en vertu de ce texte, le 16 février 1943, aux jeunes gens de 20 à 22 ans, un service du travail obligatoire de deux ans. Cette loi française fut exécutée par des fonctionnaires et des policiers français au profit de l'industrie de guerre allemande alors que dans les autres pays vaincus c'est l'occupant qui recense, rafle et déporte.

Du volontariat des années 1940-1941, au S.T.O. de 1943, en passant par la relève, telle est la lente évolution qui va amener des centaines de milliers de Français à travailler en Allemagne.

Où est le devoir de ces pauvres gens ?

Échapper en se cachant, en devenant insoumis et sans ressources ou suivre les voies, officielles ou pas, qui prônent la solidarité, l'esprit civique, les menaces de représailles contre les leurs ?

Beaucoup se résigneront, la rage au cœur, à partir malgré les appels de la Résistance (journaux et tracts) leur demandant de refuser ou de la rejoindre, tels les articles du mouvement de résistance *Libérer et fédérer* dans son journal clandestin du 14 juillet 1942 intitulé : « Pas un ouvrier pour forger en Allemagne nos propres chaînes », du 1er septembre 1942 intitulé : « Ouvriers Français, n'allez pas en Allemagne, si l'on vous y expédie de force, sabotez la production de l'ennemi » et ceux des autres journaux de la Résistance : *Combat, Libération,* etc.

A Montauban, de nombreux tracts ont été distribués quelques jours avant la date de départ du premier convoi de jeunes gens requis pour l'Allemagne invitant la population à protester contre ce départ et, si possible, l'empêcher.

A ce sujet, le rapport confidentiel de mars 1943, adressé au siège (hôtel de Séville - Vichy) de la Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale, nous apprend :

• que des papillons de forme rectangulaire sur lesquels étaient imprimés la croix gammée et le mot « Laval » avaient été apposés dans Montauban et enlevés par les soins de la police ;

• que de nombreux exemplaires de tracts ayant pour titre :

n° 1 « Manifeste à tous les Français »,

n° 2 « Français condamnés à la déportation »,

n° 3 « Combat »,

n° 4 « Cheminots »,

n° 5 « Référendum national contre Vichy »,

n° 6 « La jeunesse de France répond « merde »,

ont été distribués en grande quantité dans les boîtes aux lettres et répandus sur la voie publique dans Montauban ;

• que « malgré la diffusion immédiate de « contre-tracts », une manifestation a eu lieu le 16 mars suivant les instructions portées sur le tract n° 3 »,

• que « cette manifestation s'est produite après le départ du train qui devait partir le 16 mars à 20 h 15 et qui n'est parti qu'à 22 heures par suite du sabotage des freins » ;

• « qu'après le départ de ce train, un groupe d'environ 250 personnes comprenant de nombreuses femmes et enfants se sont dirigées vers la préfecture en chantant *l' Internationale,* en proférant des menaces contre Hitler. La police momentanément débordée n'a rétabli l'ordre qu'après intervention de la garde mobile appelée à protéger la préfecture. Plusieurs arrestations ont eu lieu » ;

• que les communistes ont une activité de « chuchoteurs » sur le thème : l'envoi de la main-d'œuvre française en Allemagne est « une déportation massive de toute la population mâle afin de rendre impossible toute tentative d'insurrection ou de mobilisation en France » ;

• que « c'est dans le milieu des administrations que l'on trouve les plus acharnés à faire campagne contre la Légion » avec ce développement : « tout ce qui, comme fonctionnaire ou employé des administrations est resté en place comme agent des loges, du Front populaire et de Moscou, certains instituteurs, secrétaires de mairie, facteurs sont, dans certains cantons, notoirement connus comme faisant campagne sournoisement contre le gouvernement et la Légion » parce qu'elle est pro-allemande ;

• qu'en réponse aux tracts répandus par la Résistance invitant à manifester à la gare le 16 mars 1943, il a été distribué 8 000 tracts pour combattre l'action de la Résistance :

- 2 000 tracts destinés aux cheminots,
- 3 000 tracts intitulés « organise la destruction massive de tous les pays libres »,
- 3 000 tracts intitulés « Français, qui que vous soyez ».

Par ces divers appels, la Résistance tarn-et-garonnaise a su rassembler pour manifester contre le régime de Vichy, la collaboration, la tyrannie, les « boches et les traîtres ». Dans son journal *Libérer et fédérer,* n° 6 et 7 de mars 1943, elle rendait compte de la manifestation contre « la relève » d'une autre manière, plus objective que celle que nous venons de lire de la Légion des combattants du Tarn-et-Garonne dans son procès-verbal à Vichy.

Le journal *Libérer et fédérer* était imprimé à Toulouse chez les frères Henri et Raoul Lion, importantes figures de la Résistance régionale. Ils furent déportés ainsi que tout leur personnel, dont Georges Séguy qui deviendra par la suite secrétaire général de la C.G.T., par la Gestapo en février 1944. Puis chez l'imprimeur Raymond Castelvi qui accepta de prendre la relève.

Echos du Front de la Résistance

Le peuple de Montauban manifeste contre la « Relève »

Le 16 mars. Un soir de relève. Un contingent part pour l'Allemagne. La cour de la gare est truffée de policiers. La foule ne peut franchir ce barrage. Elle manifeste son indignation au chant de l'Internationale et de la Marseillaise.

Divers incidents surgissent sur le quai.

Le train part en abandonnant son fourgon qu'une locomotive lui amènera plus tard à une autre gare.

Le convoi parti, les manifestants décident d'aller protester à la Préfecture. *Sur un parcours d'un kilomètre,* un cortège de plus d'un millier d'hommes, de femmes et de jeunes gens se déroule sans rencontrer d'obstacle. De nouveau la Marseillaise et l'Internationale retentissent. S'élèvent aussi les cris : « Hitler au poteau ! Laval au poteau ! ». On arrive à la Préfecture. Internationale et Marseillaise. « Laval et Hitler au poteau ! » Police française et soldats boches en armes surgissent. Huit arrestations.

Notons la brutalité de la soldatesque boche envers des enfants et celle de certains policiers dont nous conservons les noms.

Six arrestations sont maintenues. Trois jeunes ont été expédiés au camp de Saint-Sulpice, trois autres seront traduits devant le tribunal correctionnel. Le lendemain, on a arrêté un jeune homme accusé d'avoir donné des drapeaux français aux manifestants. Ces arrestations sont scandaleuses. On ne peut plus s'en étonner. On sait que nos dirigeants, qui avaient préparé notre défaite d'accord avec Hitler, sont heureux d'emprisonner les vrais Français qui osent se montrer patriotes. Cela se paiera.

La Résistance en Tarn-et-Garonne se manifeste, à partir de 1943, par diverses actions de sabotage sur les lignes électriques, les voies ferrées, les routes et le canal latéral à la Garonne. En décembre 1943, la ville de Montauban, à son tour, met en mouvement son potentiel d'actions de destructions et de sabotages en application du plan vert (sabotages des installations et des matériels ferroviaires), des instructions reçues de l'échelon de commandement dont elle dépend ou à partir des informations qu'elle recueille localement.

C'est ainsi que le groupe Peretti de l'O.R.A. - C.F.P. (organisation de Résistance de l'armée - Corps franc Pommiès) qui opère dans la région de Castelsarrasin et qui a reçu en renfort un instructeur pour l'emploi des explosifs (Bernard Amiot) envoyé par le B.C.R.A., parachuté le 15 novembre 1943 à Lamothe près de Lectoure dans le Gers, réalisera le 19 décembre 1943 un sabotage très important détruisant 19 locomotives de la S.N.C.F. au dépôt des machines de la gare de Montauban. Un second sabotage, dans ce même lieu, sera effectué par les-mêmes le 31 janvier 1944, mettant hors d'état de fonctionnement 10 autres locomotives.

Ces sabotages par explosion marquent le début de l'exécution du « plan Vert » en Tarn-et-Garonne et à Montauban à cause de sa position de nœud ferroviaire (Bordeaux - Paris - Toulouse - Montagne Noire).

Au cours de ces actions bien menées techniquement, un accident mortel est à déplorer, celui dont fut victime l'ouvrier Maury Auguste, chargé de la maintenance sous pression des locomotives.

Les maquis

Bir-Hakeim et les événements sanglants du 2 mai 1944 à Montpezat

Le 16 février 1943, le gouvernement de Vichy promulgue la loi n° 106 portant organisation du Service du travail obligatoire (S.T.O.)

C'est une véritable réquisition de la jeunesse française, contrainte à travailler en Allemagne ou dans les pays occupés, afin de fournir de la main-d'œuvre à l'industrie de guerre du Reich. Les réfractaires au S.T.O., dont le nombre grandit sans cesse, au fur et à mesure qu'on avance dans l'année 1943, seront reçus par les cadres organisés de la Résistance pour former les combattants du maquis. Leur patriotisme sera nourri par la présence des troupes d'occupation qui, depuis le 11 novembre 1942, ont envahi la zone libre, en riposte au débarquement allié en Afrique du Nord.

1943 est donc une période intensive d'organisation, de recrutement, de prospection de terrains de parachutage, de recherche de fermes-abris, de « planques » pour les hommes et pour les armes.

Les premiers maquis du Tarn-et-Garonne ont pris position au nord-est de Montauban, sur la partie méridionale du plateau calcaire qui constitue le causse de Limogne, et où la rivière Aveyron, dans la partie moyenne de son cours, occupe une vallée étroite, dominée par des falaises verticales, des roches dénudées, ce qui crée entre le lit sinueux des eaux et les espaces vides du plateau une dénivellation importante. C'est dans la vallée que se trouvent les points d'eau, la prospérité agricole en forme de polyculture, pourvoyeuse de ravitaillement, et aussi les voies de circulation importantes. C'est sur le plateau que vont s'étendre les terrains de parachutage, indispensables compléments de toute organisation qui doit collecter des équipements pour la lutte clandestine et recevoir même des messagers pour apprendre certaines techniques de combat.

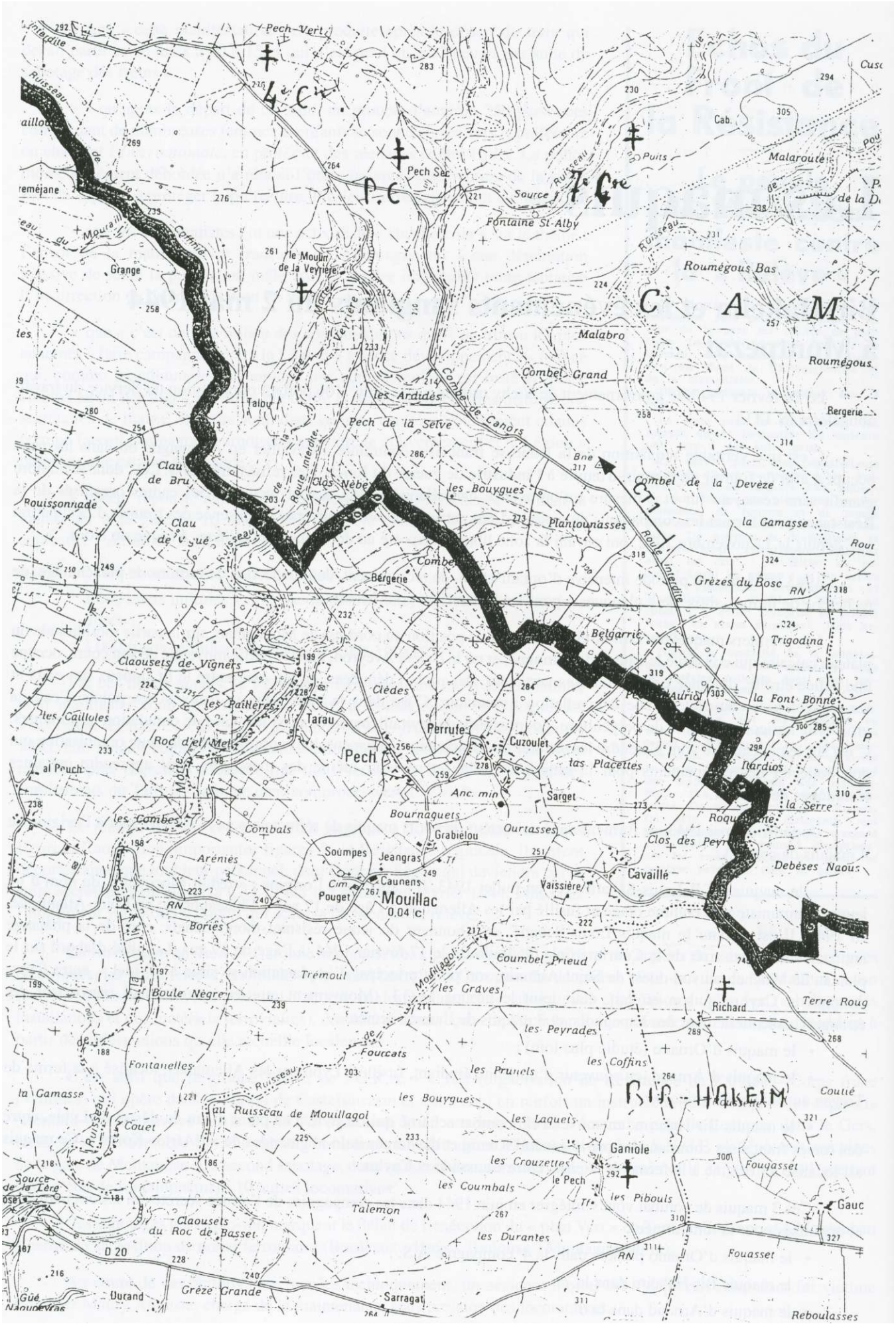
A partir de mai 1943, se forment dans ce secteur de petits maquis de réfractaires au S.T.O. Ils sont à l'origine de 4 maquis de combat :

- le maquis F.T.R Louis-Sabatié créé en juillet 1943. Il s'appelait à l'origine : « réduit Mocquet », du nom d'un jeune communiste pris comme otage et fusillé par les Allemands à l'âge de 17 ans à Châteaubriant en Loire-Atlantique, en 1941. Il est devenu le maquis Louis-Sabatié, en l'honneur du jeune résistant montalbanais, chef de la phalange antinazi, fusillé par arrêt de la Cour martiale de Toulouse le 17 février 1944, à l'âge de 19 ans. Localisé d'abord sur le plateau de Vinchet, au sud-ouest de Saint-Antonin, son point principal d'implantation se situe à « Vidal », entre Saint-Antonin et Caylus. A son effectif, était joint le groupe M.O.I. (Mouvement ouvrier international) regroupant des étrangers, essentiellement des Espagnols, et 3 maquis de l'armée secrète :

- le maquis d'Ornano (étudié plus loin) ;
- le maquis d'Arnaud, en souvenir d'un jeune étudiant, fusillé à Lyon par les Allemands, localisé à la ferme de Trégan au sud de Montricoux ;
- le maquis Bir-Hakeim, en souvenir du combat acharné qui fut livré à ce point d'eau du désert de Lybie, entre des forces françaises commandées par le général Kœnig et des forces italo-allemandes de « l'Africa-Korps ». Ce maquis est localisé à l'origine à la ferme de Vieille, entre Caussade et Caylus.

Ces 3 maquis de combat vont s'intégrer en juin 1944 dans les compagnies de l'armée secrète qui les ont patronnés et organisés pour la lutte armée :

- le maquis d'Ornano passera dans la 4e compagnie A.S. ;
- le maquis Bir-Hakeim dans la 7e;
- le maquis d'Arnaud dans la 6e.


Pech Vert
4e Cie
P.C
Pech Sec
7e Cie
Source
Fontaine St-Alby
Puits
Cab.
Malaroute
Roumégous Bas
C A M
Malabro
Combel Grand
Roumégous
Bergerie
Grange
le Moulin de la Verrière
Talou
les Ardidés
Pech de la Selve
Combe de Canors
Clos Nèbe
les Bouygues
Plantounasses
Combel de la Devèze
la Gamasse
Clau de Bru
Roussonnade
Clau de Vigué
Bergerie
Grèzes du Bosc
RN
Belgarric
Trigodina
Claousets de Vignets
les Pailères
Clèdes
Tarau
Perrufe
Cuzoulet
la Font Bonne
les Cailloles
Roc d'el Mel
Pech
tas Placettes
Itardios
al Pouch
Anc. min
Sarget
la Serre
les Combes
Bournaquets
Combals
Grabielou
Ourtasses
Clos des Peyr
Arénies
Soumpes
Jeangras
Cavaillé
Debèses Naous
Caunens
Pouget
Mouillac
0.04 c
Vaissière
Boriés
Coumbel Prieud
Trémoul
Mouillagol
les Graves
Boule Nègre
Richard
Terre Roug
les Peyrades
Fourcats
Fontanelles
les Cofins
les Prunels
BIR-HAKEIM
la Gamasse
les Bouygues
Coutié
Couet
au Ruisseau de Mouillagol
les Laquets
Ganiole
les Crouzettes
Fougasset
Source de la Lère
le Pech
les Coumbals
les Pibouls
Gauc
Talemon
Claousets du Roc de Basset
les Durantes
D 20
Fouasset
Gué
Durand
Grèze Grande
Sarragat
Reboulasses

Ces unités seront alors localisées :

- dans le secteur nord-est, en lisière du Tarn-et-Garonne et du Lot, à « Pech Sec » et « Pech Vert », pour les 4e et 7e compagnies, avec une section de la 8e ;
- dans le secteur est, à Cabertat, entre Nègrepelisse et Monclar, pour la 6e.

Les Forces françaises de l'intérieur ont été considérées, dans le Tarn-et-Garonne comme ailleurs, et avec la même âpreté « comme des soldats sans uniforme, réputés illégaux, traités de terroristes, exclus en tant que combattants clandestins des conventions de Genève visant à protéger les prisonniers des armées régulières ». L'exécution des prisonniers s'est effectivement accompagnée, ici et là, des pires supplices.

La connivence active ou même passive des populations civiles vivant sur les zones où s'allumaient soudainement des combats, ou se trouvant, sans le vouloir, près des abris des maquisards, connivence simplement supposée ou servie comme prétexte, était traduite par les Allemands, sans exception, par des représailles sanglantes et la terre brûlée.

C'est en avril 1943 que Joseph Delon, expéditeur en fruits à Montpezat, forma le premier groupe opérationnel pour le renseignement et le camouflage des jeunes qui fuyaient le S.T.O. Au début 1944, le maquis Bir-Hakeim détacha une antenne de 17 hommes sous les ordres de Fiquet André (Tataouine). Ils s'installèrent au bois des Garennettes entre Saint-Laurent et La Salvetat.

Origine du maquis Bir-Hakeim (témoignages de Louis Olivet, dit Oscar, André Fiquet, dit Tataouine, Cirio Soccol, dit Cambouis).

Ce maquis s'est constitué en octobre 1943, à partir d'éléments qui refusaient d'aller travailler en Allemagne, au titre du S.T.O. L'un des tout premiers réfractaires fut André Fiquet dont la personnalité était telle qu'on lui a confié tout de suite la responsabilité du maquis. Toulousain d'origine, celui-ci avait fui les Chantiers de jeunesse et s'était retrouvé à Caussade où il fut pris en charge par Duclos (Deville) qui l'amena, après diverses péripéties, à la bergerie de Vieille, lieu-dit « Guillot », sur la commune de Lavaurette-Saint-Georges, tout près de Saint-Symphorien. C'est en ce lieu que se localisa tout d'abord le maquis Bir-Hakeim.

Au début, le maquis est peu important : une dizaine de réfractaires. Puis il s'étoffe peu à peu. Vers décembre 43, janvier 44, 17 hommes sous les ordres de Tataouine se déplacent vers Montpezat aux Bouygues, dans le bois des Garennettes, où ils s'installent. Ils se ravitaillaient dans les fermes voisines et y cachaient parfois du matériel.

Dans la nuit du 29 au 30 avril, ils font sauter la voie ferrée Toulouse-Paris au tunnel de Viandes, à l'est de Montpezat.

Max Hastings qui a eu accès au « journal de marche de la Division Das Reich », lie les événements qui vont suivre à la recherche des « terroristes ».

D'autant que réside à Montpezat un réfugié d'origine sarroise, René Bauer, installé avec sa femme et ses enfants, redouté pour son activité pro-allemande. Dévoilé comme indicateur, il sera plus tard, en juillet, arrêté par Tataouine qui le ramènera à « Pech Sec », dans le camp militaire de Caylus, dernière localisation du maquis Bir-Hakeim. Jugé et condamné à mort, il sera fusillé dans la combe de « Pech Sec ».

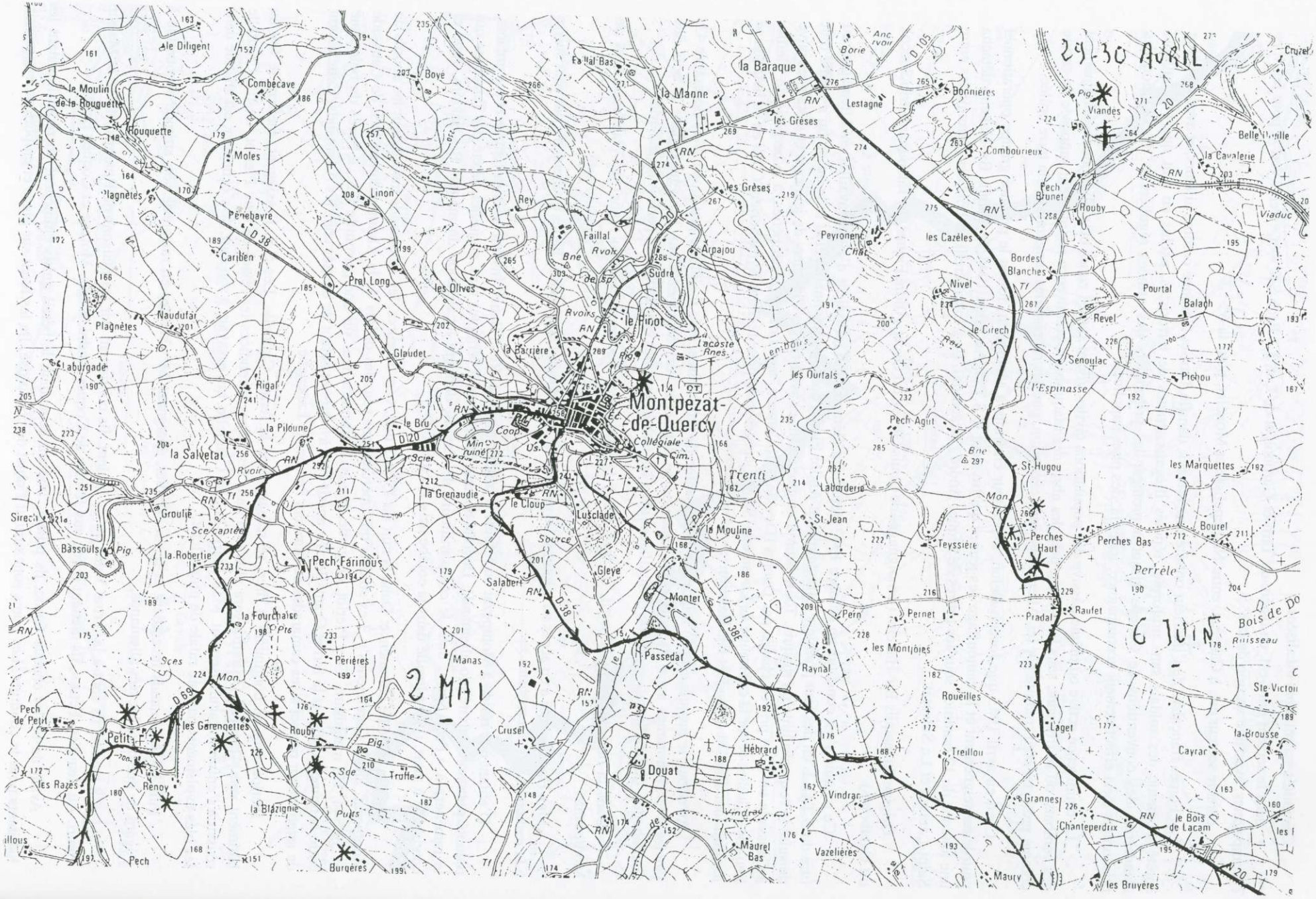
Mais la tragédie commence. Dans la nuit du 1er au 2 mai, vers 3 heures, les Allemands investissent les abords de Montpezat, aux « Garennettes ». Les soldats qui opèrent sont sous les ordres de la Kommandantur S.S. de Caussade n° 59 544. Un maquisard, Guy Pierlot, de garde, tire au fusil-mitrailleur sur une patrouille S.S., à l'orée du bois situé entre la ferme Verdier et la ferme Crantelle. Il y aurait eu 6 à 7 tués et autant de blessés chez les Allemands. Cette action de retardement permet à ses camarades de fuir vers Perches et Lapenche.

Pierlot, tout en continuant à tirer, se réfugie dans la ferme Crantelle. Les S.S. l'assiègent, mettent le feu au bâtiment vers 4 heures. On retrouvera plus tard dans les ruines incendiées les restes de Guy Pierlot. Le fils Crantelle réussit à s'enfuir miraculeusement. Mais Marie-Louise Crantelle, qui essayait, à son tour, de s'échapper, est abattue dans les blés avoisinants par une rafale de mitraillette.

Puis les Allemands incendient la ferme Verdier, épargnant M™ Verdier en raison de son attitude secourable à l'égard de quelques blessés allemands.

A 8 heures, ils sont à la ferme Valès qu'ils brûlent. Ils continuent par les maisons de Ruamps Moïse et Massip Henri. Au lieu-dit « Petit », ils mettent le feu aux fermes de Coquès André, Régis, Morane et Coquès Henri.

Avant de brûler chaque ferme, ils pillent, libérant cependant le bétail qu'ils emmènent en réquisitionnant les habitants pour le conduire. Les porcs sont surtout l'objet de convoitise. Ils les tuent sur place et emportent leur viande.


29-30 AVRIL
2 MAI
6 JUIN
Montpezat-de-Quercy
la Baraque
la Manne
les Grèses
Lestagne
Bonnières
Combourieux
Viandes
Belle Feuille
la Cavalerie
Rouby
Viaduc
Pech Brunet
les Cazèles
Peyronenc
Bordes Blanches
Nivel
Pourtal
Balach
Revel
le Cirech
Senoulac
Pichou
l'Espinasse
Pech Agut
St Hugou
les Marquettes
Laborderie
St Jean
Teyssière
Perches Haut
Perches Bas
Bourel
Perrèle
Raufet
Pradal
Bois de Do
Ruisseau
Ste Victor
les Montjoies
Pernet
Pern
Raynal
Roueilles
Laget
la Brousse
Cayrar
Treillou
Grannes
Chanteperdrix
le Bois de Lacam
les Bruyères
Maury
Vazelières
Vindrac
Hébrard
Douat
Maurel Bas
Crusel
Passedat
Montet
Gleye
Salabert
Pech Farinous
la Robertie
Bassoûls
Groulie
Sirech
la Salvetat
la Piloune
le Bru
la Grenaudie
le Cloup
Lusclade
le Mouline
Collégiale
Cim.
Trenti
Coop
Us.
Min
Scier
Source
Sce captée
Rvoir
Tr
Mon
Sces
Pig
Sde
Truffe
Puits
Pch
Burgères
la Blazignie
les Razès
Renov
Petit
Pech de Petit
les Garenoettes
Rouby
Périères
Manas
la Fourchaise
Pts
Laburgade
Plagnètes
Naudufar
Cariben
Pénehavre
Moles
Linon
Combecave
le Moulin de la Rouquette
Rouquette
le Diligent
Boye
Faillal
Rvoir
Bne
Rey
Arpajou
Sudre
le Pinot
la Barrière
Glaudet
Rigal
Pral Long
les Olives
Lacoste
Rnes
Lembous
les Ourtals
Rad
Chat
Anc. rvoir
Borie
D 105
D 20
D 38
D 38E
D 69
RN
N 20

Non contents d'avoir tout pillé et incendié, les Allemands emmènent les propriétaires et les domestiques comme otages. Certains seront déportés en Allemagne d'où ils ne reviendront pas :

Ruamps Henri, mort à Dachau le 30 janvier 1945 ;

Valès Germain, mort en Allemagne ;

Crantelle Albert, mort à son retour le 31 mai 1945.

Tandis que la terreur se répandait dans la campagne, vers 9 h 30, d'autres groupes de S.S., montés sur chenillettes, prenaient possession du village de Montpezat. Les S.S. procèdent aussitôt à des arrestations qui se combinent avec des exactions et des brutalités d'une extrême violence.

Le maire, M. Cros, est arrêté. Une jeune fdle, Marie-Antoinette Orcival, est arrêtée en qualité de juive. Malgré ses protestations, elle sera déportée en Allemagne où elle mourra d'épuisement à Hambourg le 19 juin 1945, après la libération des camps.

Trois malheureux : Négrier, coiffeur ; Dupuy, mécanicien ; Salvador Benjamin, cultivateur, accusés d'avoir aidé ou ravitaillé les hommes de la Résistance, sont torturés dans la maison Laroque, près de la mairie.

Vers 15 heures, ayant accompli tous ces exploits, les Allemands se retirent enfin. Tous les otages sont embarqués sur un camion et emmenés à Caussade. Certains d'entre eux seront renvoyés chez eux le soir même. Mais plusieurs seront déportés en Allemagne.

La population du village, terrorisée, qui s'était prudemment verrouillée à l'intérieur des maisons, commence à se risquer dehors. La vie reprend peu à peu.

Mais vers 20 heures, survient une nouvelle alerte. Une deuxième occupation du village a lieu, toujours par la même brigade de S.S. Ces derniers, apparemment sous l'influence de boissons alcoolisées, vont faire preuve à nouveau d'un déchaînement de férocité. Les voilà qui courent en tous sens, hurlant comme des forcenés. Ils perquisitionnent de maison en maison, poussant au dehors leurs occupants. Arrêtant toutes les personnes qu'ils rencontrent dans les rues, ils rassemblent les uns et les autres sur la place de la mairie, fusils-mitrailleurs braqués sur eux. Pendant ce temps, la maison Valmary brûle.

Des S.S. arrêtent le chanoine Galabert et l'abbé Schaff, prêtre lorrain, réfugié à Montpezat. Ils sortaient de l'église où était célébré l'office du mois de Marie. Les Allemands font monter le curé sur la place avec les hommes, et collent au mur le prêtre lorrain, mitraillette dans le dos. Pendant l'interrogatoire musclé, et en allemand, de ce dernier, les S.S. mettent le feu à deux maisons voisines appartenant à M. Delpech et M. Bonnet, ainsi qu'au presbytère. Dans la maison Bonnet, une petite fille de 3 ans, Lucette Berthe, sera brûlée vive avec son grand-père Charles Rathberger. Une troisième personne, Jean Costes, âgé de 60 ans, venant de Lapenche à Montpezat voir sa sœur, est arrêté et probablement fusillé et jeté dans les flammes.

Quand toutes ces opérations sont terminées, les S.S. remontent dans leurs camions et s'en retournent définitivement à Caussade. Ils emmènent avec eux un certain nombre d'otages qui seront déportés :

Delpech Félix, mort à Dachau le 22 janvier 1945 ;

Dupuy Eugène et Négrier Clotaire.

A la suite de ces événements épouvantables, Mgr Théas, évêque de Montauban, adresse, le 6 mai, la lettre suivante au commandant Bladlow, chef de la Kommandantur :

« Mardi dernier la commune de Montpezat a été le théâtre d'événements douloureusement tragiques. Défenseur de la justice, gardien du droit naturel, je manquerais gravement à mon devoir si, en face de tels actes de terrorisme et de barbarie, je ne faisais entendre la protestation indignée de la conscience humaine et chrétienne. Le vainqueur a le devoir d'assurer l'ordre, et non de faire du désordre. Si le vainqueur pratique le terrorisme, il est disqualifié pour l'interdire... »

Un mois plus tard, dans cette même commune de Montpezat, un groupe de S.S. de même provenance, portait son action sur le hameau de Perches-Haut.

Le 6 juin 1944, vers 23 heures, un tir de mitraillette se déclenche dans la côte de Perches, sur la R.N. 20 ; puis deux motocyclistes allemands lancent 4 fusées éclairantes. Peu de temps après, une centaine de S.S. environ, sur chenillettes, arrivent de Caussade. Des rafales de mitraillettes sont tirées vers les fermes du hameau, puis le feu est mis aux maisons Duthil, Cappat, Rescoussié, Combel.

Neuf occupants furent retrouvés le lendemain, carbonisés sous les décombres ; deux avaient été tués alors qu'ils cherchaient à fuir.

Vers 2 heures, le moulin à vent qui dominait la colline de Perches avait été détruit par l'explosion d'une bombe.

Quelle raison les Allemands ont-ils donné pour justifier cette épouvantable tuerie de Perches ? Ils ont prétendu que des signaux lumineux partaient de ce hameau. Fallacieuse accusation.

Ainsi les obsèques des victimes eurent lieu à deux reprises en l'église de Montpezat, en présence d'une foule innombrable et consternée.

MONTPEZAT-DE-QUERCY
CROIX DE GUERRE AVEC ETOILE DE BRONZE

LA SALVETAT
2 MAI 1944

PERCHES
NUIT DU 6 AU 7 JUIN 1944

Les troupes d'occupation ont entrepris une dure action de représailles contre le village de Montpezat-de-Quercy et le hameau de Perches en mai 1944.

16 patriotes ont été tués (Guy PIERLOT, homme du marquis de la 7ème compagnie tué chez Crantelle) ;

19 immeubles incendiés.

La Commune a été très éprouvée et l'action de ses habitants en faveur de la Résistance mérite la reconnaissance de la Nation.

Paris le 11.11.1948

Après les événements du 2 mai, à Montpezat, les hommes du maquis Bir-Hakeim étaient revenus dans leur cantonnement de Vieille. Ils y restent peu de temps. Sur injonction de l'état-major départemental F.F.I., ils gagnent des refuges plus sûrs, d'abord en bordure du camp militaire de Caylus, à « Ganiole », « Richard », « la Verrière », puis dans le camp lui-même à « Pech Sec » et « Pech Vert ».

Après le débarquement allié du 6 juin, l'augmentation des effectifs entraîne une réorganisation des maquis. Tataouine commandait jusque-là. Il a continué à être responsable du maquis Bir-Hakeim jusqu'au jour où la T compagnie A.S. est montée, commandée d'abord par Cabarroques (Camille), puis par Duclos (Deville)

Quand on a constitué l'état-major du secteur nord-est, fin juin, Cabarroques est passé responsable du secteur et c'est Duclos qui a pris le commandement de la 7e compagnie. Tataouine était promu chef de section.

Louis Olivet (Oscar) et André Fiquet (Tataouine) devant les ruines de « Pech Sec »

André Fiquet, Cirio Soccol et Louis Olivet devant la gariotte de « Pech Vert »

Il y a donc eu une succession d'apports au maquis de « Pech Sec ». La 7e compagnie de Cabarroques venait de Caussade. C'était la résistance statique qui attendait le mot d'ordre pour prendre les armes. Après les événements de Cabertat le 20 juin 1944, une partie des hommes de la 3e compagnie, localisée à Léojac, rejoint « Pech Sec » sous la direction de Trapp (Théophile). Ce dernier prend alors le commandement de la *4e* compagnie, située à « Pech Vert ».

Cette disposition définitive était réalisée en juillet 44. Ainsi, fin juillet, les effectifs se montent à :

« Pech Sec » (7e compagnie et section de la 8" compagnie) = 144 hommes ;

« Pech Vert » (4l compagnie) = 70 hommes.

Evolution du maquis jusqu'à la Libération

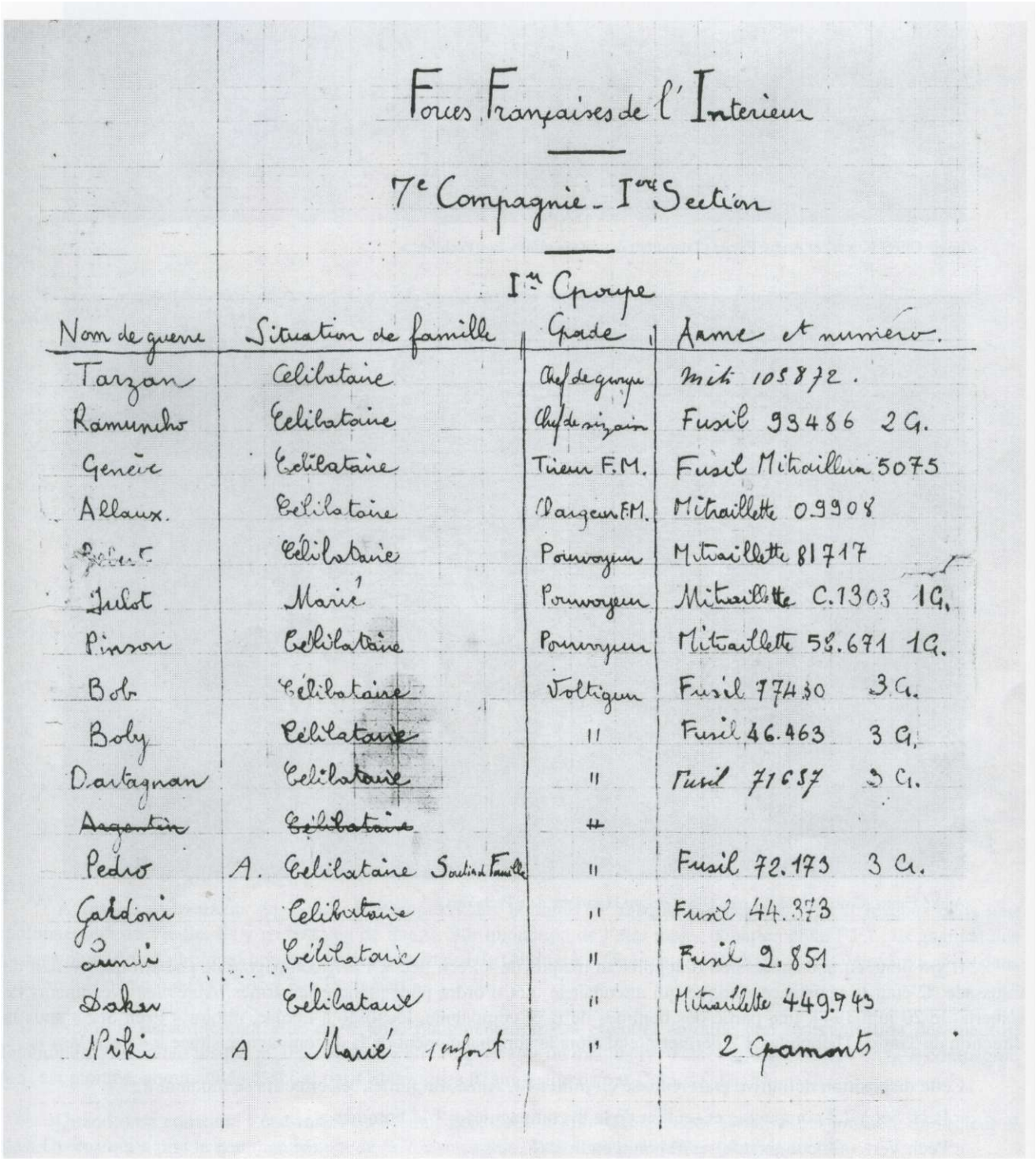
(témoignage de André Ficquet, Louis Olivet, Cirio Soccol)

Avec un effectif de plus de 200 hommes, il faut prendre des mesures de sécurité rigoureuses. Ainsi des postes de guet tournants sont installés aux abords des cantonnements (chemin de Boutiguette - moulin de la Veyrière - combe de Cahors - côte de Saint-Alby).

Le poste de commandement de la 7e compagnie est situé à « Pech-Sec » même, à la ferme Combes. Les hommes sont logés dans les granges du « Toulet », sur le plateau de Cantayrac. La 4e compagnie est localisée aux bergeries de « Pech-Vert », au sud du bois d'Aubrelong.

L'armement fourni (fusils, revolvers, fusils-mitrailleurs, mitraillettes, mortier) vient de deux origines différentes :

- Les armes françaises ont été récupérées dans des grottes et des phosphatières du camp de Caylus (probablement



Forces Françaises de l'Interieur

7e Compagnie - 1re Section

1er Groupe

Nom de guerre	Situation de famille	Grade	Arme et numéro.
Tarzan	Celibataire	Chef de groupe	Mitr 105872.
Ramuncho	Celibataire	Chef de sizain	Fusil 93486 2 G.
Generic	Celibataire	Tireur F.M.	Fusil Mitrailleur 5075
Allaux.	Celibataire	Chargeur F.M.	Mitraillette 09908
[illegible]	Celibataire	Pourvoyeur	Mitraillette 81717
Julot	Marié	Pourvoyeur	Mitraillette C.1303 1 G.
Pinson	Celibataire	Pourvoyeur	Mitraillette 58.671 1 G.
Bob	Celibataire	Voltigeur	Fusil 77430 3 G.
Boly	Celibataire	"	Fusil 46.463 3 G.
D'artagnan	Celibataire	"	Fusil 71657 3 G.
~~Argentin~~	~~Celibataire~~	"	
Pedro	A. Celibataire Soutien de Famille	"	Fusil 72.173 3 G.
Galdoni	Celibataire	"	Fusil 44.373
[illegible]	Celibataire	"	Fusil 9.851
Daker	Celibataire	"	Mitraillette 449.743
Niki	A Marié 1 enfant	"	2 Grenades

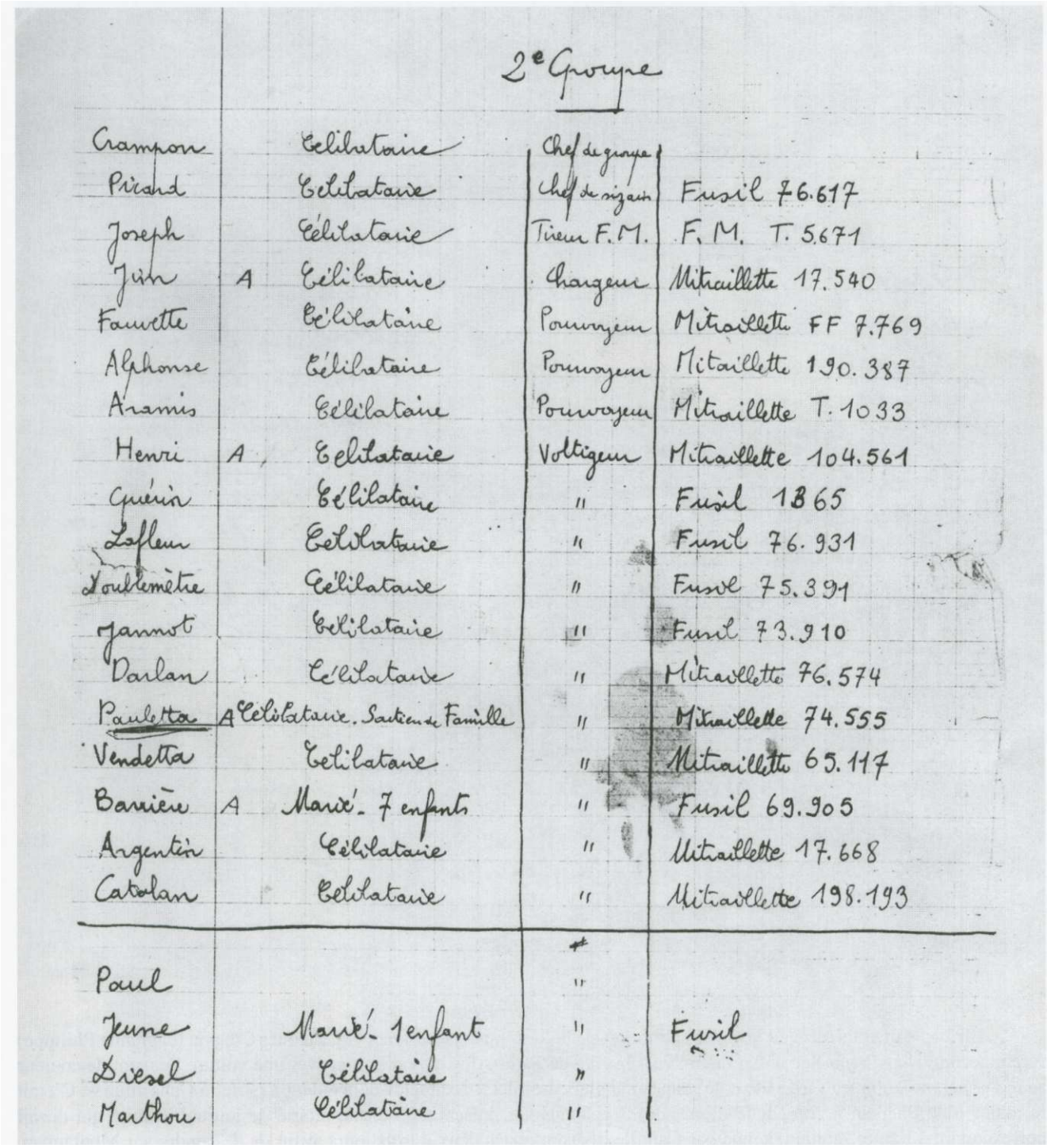
de l'armement caché sous les ordres du commandant Normand en 1943, avant son arrestation), mais également à proximité de la ferme Gandil, près de Lassalle.

- Les armes d'origine anglaise ont été reçues par parachutage :

En novembre 1943, à Cayriech, avec deux équipes de réception dirigées par Duplan et Meauzac, et dans la même période, à Saint-Georges-Lavaurette ;

Plus tard, en juillet 44, le maquis reçoit des armes provenant d'un parachutage qui a lieu à « Pech-Berthier », à l'est de Montaigu-de-Quercy (60 containers).

Avec l'entraînement des recrues, il s'agissait aussi de les vêtir et de les nourrir. Des actions de récupération étaient organisées régulièrement. Lors d'une descente sur une fabrique de vêtements exécutée à Caussade, un camion, avec Soccol comme chauffeur, est chargé de blousons de cuir et de pantalons destinés aux Chantiers de jeunesse. Par ailleurs, des réquisitions de vivres et de tabac sont effectuées. Un bon de réquisition est établi et remis à chacune d'elles.

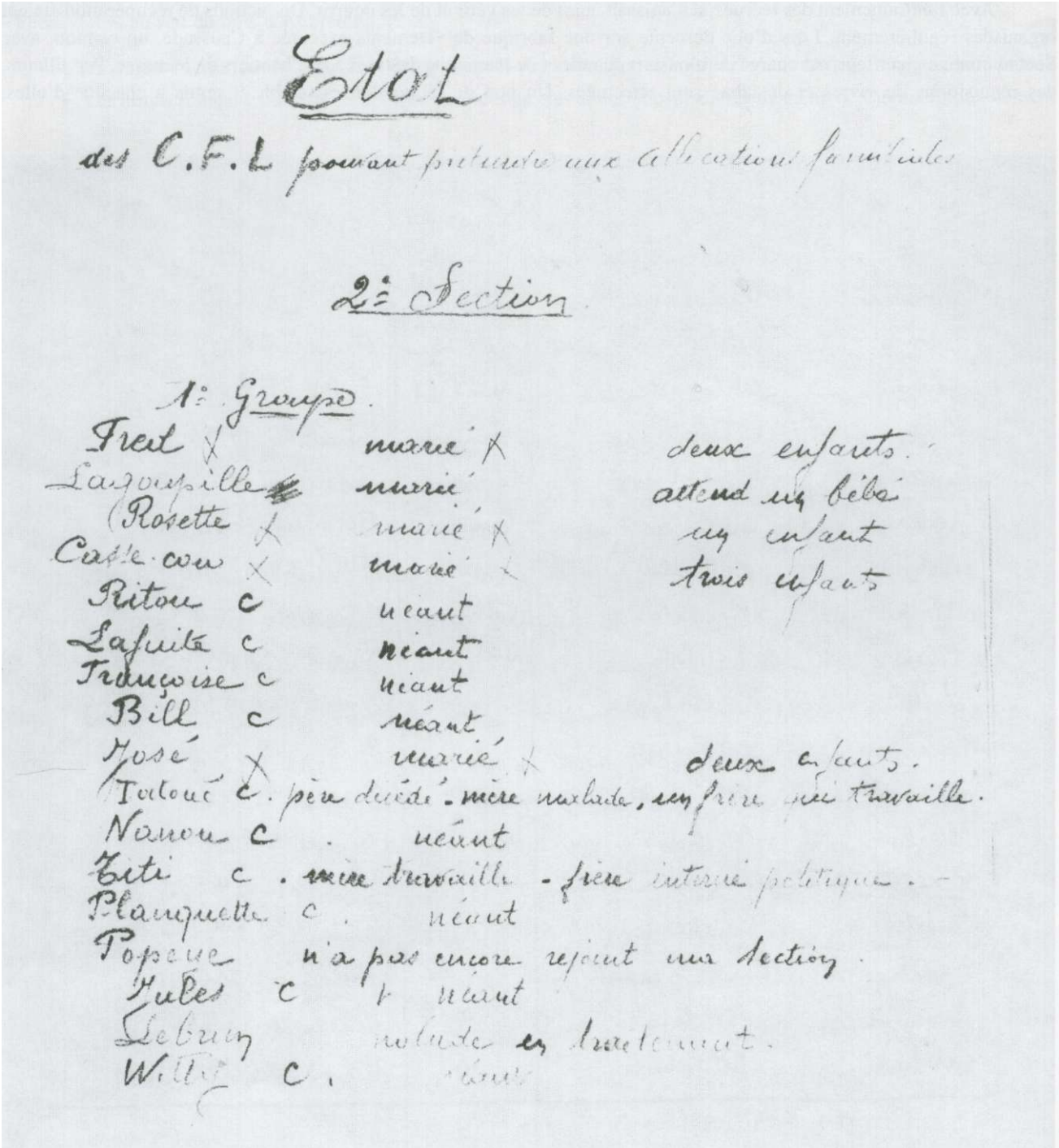


2e Groupe

Crampon		Célibataire	Chef de groupe	
Picard		Célibataire	Chef de sizain	Fusil 76.617
Joseph		Célibataire	Tireur F.M.	F.M. T. 5.671
Jun	A	Célibataire	Chargeur	Mitraillette 17.540
Fauvette		Célibataire	Pourvoyeur	Mitraillette FF 7.769
Alphonse		Célibataire	Pourvoyeur	Mitraillette 190.387
Aramis		Célibataire	Pourvoyeur	Mitraillette T. 1033
Henri	A	Célibataire	Voltigeur	Mitraillette 104.561
Guérin		Célibataire	"	Fusil 1865
Lafleur		Célibataire	"	Fusil 76.931
Doublemètre		Célibataire	"	Fusil 75.391
Jannot		Célibataire	"	Fusil 73.910
Darlan		Célibataire	"	Mitraillette 76.574
Paulette	A	Célibataire. Soutien de Famille	"	Mitraillette 74.555
Vendetta		Célibataire	"	Mitraillette 65.117
Barrière	A	Marié. 7 enfants	"	Fusil 69.905
Argentin		Célibataire	"	Mitraillette 17.668
Catalan		Célibataire	"	Mitraillette 198.193
Paul			"	
Jeune		Marié. 1 enfant	"	Fusil
Diesel		Célibataire	"	
Marthou		Célibataire	"	

Des coups de mains dans les bureaux de poste et les perceptions sont également exécutés pour se procurer de l'argent qui servira soit à payer directement des réquisitions exceptionnelles, réglées de la main à la main, soit à distribuer aux hommes en charge de famille. Le fonctionnaire recevait également un bon de réquisition.

Dans le courant de juillet 44, les services du ravitaillement général de Vichy effectuent une réquisition de bœufs, moutons et porcs, sur le marché de Puylagarde. Avant que le bétail ne soit emmené, le maquis récupère les bêtes et les transporte à « Pech-Sec ». Les animaux abattus, les quartiers de viande sont entreposés dans la grotte-tunnel de la fontaine de Saint-Alby qui jouait le rôle de chambre froide naturelle.



Etat

des C.F.L pouvant prétendre aux allocations familiales

2e Section

1e Groupe.

Fret	X	marié X	deux enfants.
Lagoupille		marié	attend un bébé
Rosette	X	marié X	un enfant
Cassecou	X	marié X	trois enfants
Ritou	C	néant	
Lafuite	C	néant	
Françoise	C	néant	
Bill	C	néant	
José	X	marié X	deux enfants.
Tatoué	C.	père décédé - mère malade, un frère qui travaille.	
Nanou	C	néant	
Titi	C	mère travaille - frère interné politique.	
Planquette	C	néant	
Popeye		n'a pas encore rejoint une section.	
Jules	C	+ néant	
Lebrun		malade en traitement.	
Willy	C.	néant	

Parfois le maquis recevait la visite d'autorités de la Résistance, le colonel Nil, Jacques Chapou (capitaine Philippe) furent accueillis à « Pech-Sec ». Un matin, vers la côte de Saint-Alby, Oscar voit arriver une voiture Peugeot de couleur rouge, arborant le drapeau français et le drapeau anglais. Les deux occupants demandent à parler à Cabarroques. C'était le major Mac Pherson accompagné d'un radio. Reconnus sur présentation d'une moitié de journal déchiré qui devait correspondre à l'autre moitié détenue par Camille, ils sont restés deux à trois jours avant de descendre sur Montauban.

Copie à Beaussade le 13 novembre 1944 Capitaine Dépont

N° 3350

C. F. L. du Tarn-et-Garonne

BON DE RÉQUISITION

7e Compagnie (A) C. F. L. du Tarn-et-Garonne

(B)

Nom et fonction du signataire qui délivre le bon (C)

Deville Cne la 7e Cie C.F.L. Belgique

Mme Labesque demeurant à Réalville

est requis de fournir (D) 2 appeaux pour

25 et 34 le (E) 24 août 1944

Le présent bon tient lieu d'ordre et de reçu de réquisition, il est remis en échange de la fourniture.

L'intéressé sera indemnisé après la guerre par le Gouvernement de la République.

Le 25 Août 1944 (F) Le 25 Août 1944 (G)

Deville

Copie à Beaussade le 13 novembre 1944 Capitaine Dépont

N° 3356

C. F. L. du Tarn-et-Garonne

BON DE RÉQUISITION

7e compagnie (A) C. F. L. du Tarn-et-Garonne

(B)

Nom et fonction du signataire qui délivre le bon (C)

Commandant Deville P.C. Comsoc.

M De France demeurant à Lastours

est requis de fournir (D) un bovin

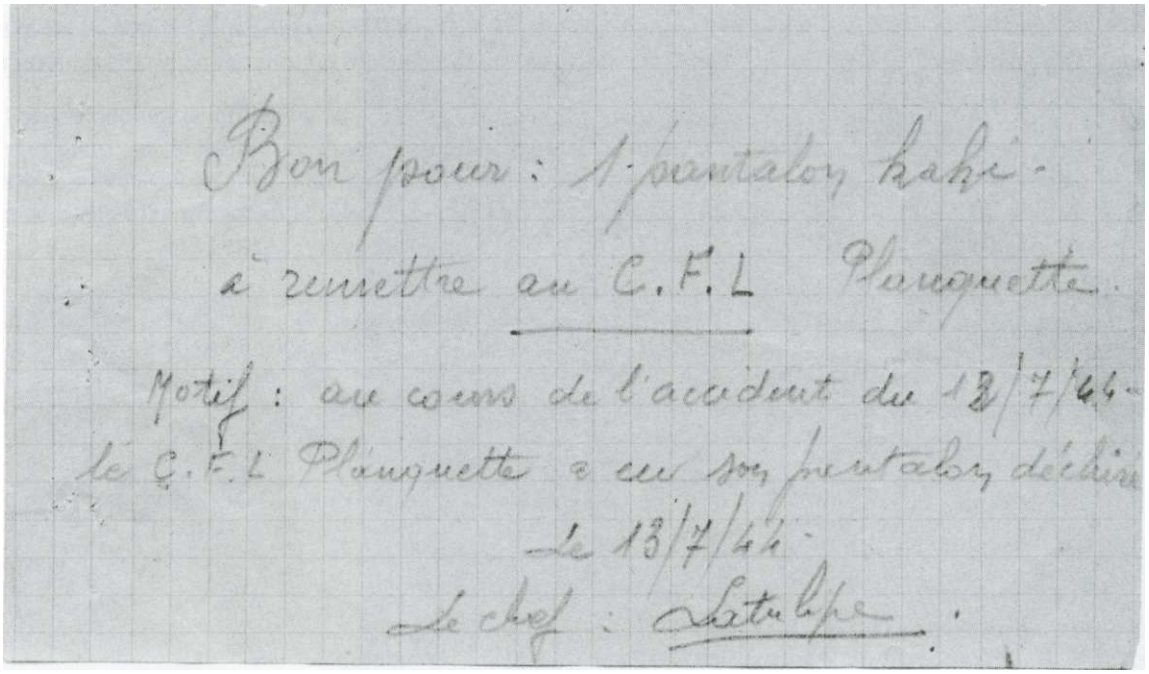
de 470 K le (E) Réalville le 22 1944

Le présent bon tient lieu d'ordre et de reçu de réquisition, il est remis en échange de la fourniture.

L'intéressé sera indemnisé après la guerre par le Gouvernement de la République.

Le 26 août 1944 (F) Le 19 (G)

Deville 1re qualité Prix 13+



Bon pour : 1 pantalon kaki.

à remettre au C.F.L Planquette.

Motif : au cours de l'accident du 13/7/44 le C.F.L Planquette a eu son pantalon déchiré le 13/7/44.

Le chef : Latulipe.

Ils faisaient partie des équipes Jetburg, organisation militaire qui s'occupait des parachutages et de la mise en œuvre de certaines actions. D'ailleurs un poste émetteur, destiné à prévenir des parachutages éventuels, avait été installé à « Pech-Sec », dans la grange derrière le pigeonnier.

A partir de juillet, les actions de résistance se multiplient. Le maquis réalise plusieurs sabotages sur la voie ferrée Caussade - Cahors, du côté de Borredon. Les voies étaient gardées tous les 300 ou 400 mètres par des requis auxquels on ne voulait pas faire supporter de représailles, aussi, agissait-on généralement la nuit.

Le dernier sabotage auquel a participé Oscar se situe le 12 juillet. *Dans la même opération, nous avions prévu de réquisitionner chez Arnal, à Puylaroque, des boîtes de conserve pour pouvoir fêter le 14 Juillet, en améliorant l'ordinaire. Nous circulions, à l'époque, tous feux éteints. La camionnette qui était partie dans la journée sur Puylaroque et qui revenait à la nuit, sans éclairage naturellement, nous est rentrée dedans, à la sortie d'un virage, près de Belmont-Sainte-Foy, au lieu dit « Entraygues ». Il y a eu des accidentés. Le feu s'est mis au véhicule. Je suis parti à pied jusqu'à*

De gauche à droite : Major anglais Marc Pherson. Pierre Cabarroque, le représentant de l'État au monument de Montricoux

« Pech-Sec » pour prévenir et obtenir du renfort pour pouvoir dégager la route afin que tout passe inaperçu. Nous avons amené les blessés d'abord au château de Belmont, puis à l'école de Mouillac dont l'institutrice était Lucienne Baudet (Sim), qui les a recueillis.

Le 14 juillet 1944, la 7e compagnie, après avoir pris les dispositions d'usage et de sécurité, défila néanmoins à Caylus, drapeau en tête, avec ses hommes valides et ses éclopés. Elle déposa une gerbe au monument aux morts, fit observer une minute de silence à la population et en quittant Caylus, au carrefour formé par les routes de Villefranche-de-Rouergue et de Saint-Pierre-Livron, brisa, avec une masse, le buste du maréchal Pétain qui s'y trouvait ostensiblement érigé.

A partir du mois d'août, nous recevons, par les agents de liaison, des ordres plus ou moins contradictoires. Ces ordres nous enjoignent notamment de quitter « Pech-Sec » et de nous transporter en bas de Puylaroque, du côté du moulin de Brozes, vers « Ganiole ». Le 13 août, le déplacement est effectué, tout en gardant une antenne à « Pech-Sec ». Les

La 7e compagnie réunie à Caussade après la Libération

allemands circulaient sur les axes routiers et le commandement nous avait demandé de nous rapprocher le plus possible de la route nationale qui va de Caussade à Cahors.

Effectivement nous avons harcelé une colonne de Mongols qui descendait vers Caussade, à Perches et Saint-Julien le 16 août. Cette colonne subira de grandes pertes le lendemain 17 août, lors de l'engagement de la Tanguine par le Corps franc Dumas.

Le 19 août une nouvelle colonne allemande se déplace de Caussade vers Montauban. Les ordres suivants sont donnés :

- La 7e compagnie, commandé par Deville, doit harceler les arrières de l'ennemi ;
- Une section des Corps francs se postera vers Albias pour attaquer le flanc de l'ennemi et le retarder dans sa marche ;
- Le reste de l'effectif se postera aux entrées de Montauban pour lui en interdire l'accès.

A Montauban, les événements se déroulent dans l'après-midi et prennent fin vers 21 h 15. La 7e compagnie arrive vers 23 heures. Les Allemands n'ont pas traversé Montauban, ils sont partis par la route de Nègrepelisse. Au jour, l'ennemi est poursuivi vers La Salvetat jusqu'aux confins du Tarn dans la direction Gaillac - Albi.

A partir du 20 août, la 7e compagnie cantonne à l'école libre de Caussade, à côté de la gare ; l'état-major du secteur nord-est F.F.I. s'installe dans l'immeuble « Maleville », au carrefour des allées. La 4e compagnie bivouaque dans la région de Montauban, avant de rejoindre le quartier Doumerc.

La période de la Libération qui prend fin le 25 août 1944 ne termine pas la guerre.

Les Forces françaises de l'intérieur continuent la lutte au-delà des frontières strictes de leur département.

Il est évident qu'à la fin août, un bon nombre de résistants rentrent dans leurs foyers.

Mais d'autres deviennent des engagés volontaires pour les opérations à poursuivre jusqu'à la défaite définitive du Reich.

Cabertat : 20 juin 1944

Ce nom éclate comme un coup de tonnerre, au frontispice des drames vécus en Tarn-et-Garonne. Le site de Cabertat, au milieu des bois dominant le village de Vaïssac, servait de RC. en 1944 à la 6e compagnie A.S., à laquelle appartenaient nombre de maquisards originaires de Montricoux.

Montricoux, vieille cité médiévale. Le bourg s'appuie sur la rive droite de l'Aveyron, dans un paysage de rochers calcaires, au point de jonction de la plaine mollassique de Nègrepelisse et des gorges escarpées de Bruniquel. Enserré par les restes de vieux murs d'enceinte, il se tasse sur un tertre rocheux, offrant plein sud les toits patinés de ses maisons, parfois plusieurs fois centenaires, dominés par la masse carrée du lourd donjon bâti par les templiers qui rivalise avec la flèche élancée de son clocher de briques roses.

En septembre 1939, à la déclaration de guerre, chacun à Montricoux fit son devoir, très simplement. Y eut-il quelque exception ? Peut-être, mais qu'importe. La défaite de mai 1940 surprit douloureusement. L'exode lamentable des réfugiés, la déroute désordonnée des soldats vaincus, souvent sans avoir pu combattre, augmentèrent la tristesse et l'angoisse, frappèrent de stupeur toute la population.

Les soldats démobilisés revinrent, ajoutant leurs récits à ceux des prisonniers évadés qui avaient préféré les risques de l'évasion aux longues heures passées dans les camps. Ils furent suivis de rapatriés qui avaient connu la captivité en Allemagne. Les uns et les autres ne pouvaient collaborer avec l'envahisseur.

Cependant une section de la « Légion française des combattants » fut constituée à Montricoux. Elle regroupait au début bon nombre d'anciens poilus de Verdun. Mais dès la fin 1941, il ne restait qu'un petit noyau de militants, fort actif par ailleurs, appliquant avec zèle les consignes de délation venues de Vichy. Ainsi le 11 janvier 1942, une lettre est adressée au commissaire spécial en résidence à Montauban, rendant compte de menées communistes observées sur la commune de Montricoux, et dont M. Bergougnoux, instituteur en retraite, serait à l'origine.

« Cet homme inscrit aux loges maçonniques a de fréquentes rencontres avec le nommé Bosc, profitant de la nuit et du moment où la circulation est presque nulle, pour rencontrer furtivement ce dernier qui était, avant la guerre, un militant socialiste acharné et déployait le drapeau rouge sur sa maison.

De plus, il est à présumer que Bergougnoux fait passer des tracts ou des mots d'ordre du parti communiste aux autres adhérents, parmi lesquels : Piquepé Hervé, mécanicien ; Amand ; Biau Jean et Roques, gérant de l'Epargne.

M. Roux, entrepreneur du bâtiment au « Bugarel », par Montricoux, serait, lui aussi, propagandiste et meneur communiste auprès de son personnel.

D'après les renseignements recueillis, une perquisition de la police spéciale s'imposerait ».

Malgré la surveillance sournoise et constante des agents de l'ennemi, la Résistance s'organisa secrètement, ardemment, farouchement à partir d'avril 1943, dans le canton de Nègrepelisse.

Sous la direction de Noël Duplan (Nil), le capitaine Delplanque (Dumas) va former la 6L' compagnie.

Lorrain d'origine, Gaston Delplanque, prisonnier évadé, s'était réfugié avec sa famille à Nègrepelisse. Pour assurer aux siens le pain quotidien, il travaillait à la briqueterie du Bugarel. Autour de lui, se groupèrent des hommes au cœur solide et au caractère décidé.

Le premier d'entre eux fut Wilfrid Ricard (Rivière), assisté de son frère Germain et de sa femme Maria.

Rouergats authentiques, rudes, généreux, vaillants, les Ricard s'étaient installés en 1936 aux « Ombrails », centre

de gravité du triangle Nègrepelisse - Vaïssac - Montricoux, pour remettre en valeur un domaine à l'abandon. Patriotes comme des paysans attachés à la glèbe, ils se lient à la Résistance, et les « Ombrails » deviennent vite le lieu de rendez-vous où se rencontrent les résistants de la région. Le jour comme la nuit, cette demeure hospitalière reste ouverte à tous ceux qui luttent. Mieux, l'action clandestine s'y organise et dans la nuit du 19 au 20 août 1943 a lieu le premier parachutage effectué en Tarn-et-Garonne, larguant 7 containers d'armes.

Auprès de Delplanque, un groupe de patriotes allait, au cours des mois qui suivirent, effectuer un travail titanesque (liaisons, boîte aux lettres, transport de réfractaires au S.T.O., camouflage de juifs). Il faut citer : Caperan Georges (Saint-Biaise), Taché Jean (Brisefer), Rey Henri (Raymond), Aujaleu Pierre (Gervais), Niedercorn Roger (Zanzibar), Frapperie Claude (Flambeur), Balthazard Émile (Boum), Jacquot Raoul (Raoul), Puygauthier Gilbert (Fracasse), Daugé Maurice (Rigoulot).

Le Corps franc Dumas : groupes Fantôme. Fracasse. Pet Sec. Bolchevick et Boum.

Le P.C. du chef Dumas est d'abord établi à la ferme Ricard. Le recrutement des réfractaires au S.T.O. s'intensifie. Le premier de ces réfractaires est Lasbareilles Louis, dit Pet Sec. Ces jeunes gens sont dirigés sur les fermes avoisinantes où ils se camouflent. Ils travailleront à l'aménagement du camp et à l'instruction militaire.

Cette activité est menée sans la moindre interruption jusqu'en avril 1944.

A ce moment, à la suite d'un parachutage, le maquis Ornano est attaqué par les forces allemandes dans la forêt de la Garrigue, près de Penne. Ce maquis est dispersé et le regroupement s'opère dans la région de Puygaillard sous la direction du chef Camille.

La méfiance de l'occupant est éveillée et les maquis sont l'objet d'une surveillance accrue.

Le 18 avril 1944, Maurice Daugé (Rigoulot) récupère Jacquot Georges (Marsouin), Henri Verdier (Banane), Lucien Lejeune (Tutu), qui venaient des maquis du Lot. Par la suite, les rejoignirent avant le 6 juin : Robert Saintignan (Tarzan), André Bauer (Pépé), Pierre Giusti (Gim), Angélo Fofano (Mistinguet), André Jouanny (Lagoupille). Plus tard : Vrobel (Bob), Marcel Loupiac (Cuistot), Jean Marchand (Lafouine), Maurice Gomez (Lafleur), Dominique Ferrero (Miquet).

Le 8 mai 1944, le commandant Nil, chef départemental des F.F.I., donne ordre de rassembler les hommes et de former les Corps francs. Le chef Dumas nommé chef des Corps francs passe le commandement de la 6e compagnie à Jean Taché.

Convocation est adressée immédiatement à tous les membres et l'unité est formée, composée de groupes de 6 à 8 hommes, dispersés dans le maquis. Ordre est donné de ne plus loger chez l'habitant qui est vite dépisté par les sbires de la Gestapo.

Le groupe Fantôme (Daugé, Jacquot) est le fer de lance du Corps Franc Dumas, le joyau du maquis de Cabertat. Il est secondé par le groupe Bolchevick, le groupe Fracasse, le groupe Boum, le groupe Pet Sec.

Fin mai, le débarquement est proche. Ordre est donné aux groupes de rejoindre la forêt de Vaïssac où des abris rudimentaires ont été construits. Le camp est tout d'abord fortifié puissamment, aménagé pour permettre de vivre par tous les temps en cet endroit. L'instruction militaire s'y poursuit également : il est nécessaire que les hommes soient prêts pour le combat. C'est le village des maquisards : personne ne peut entrer sans le mot de passe.

Le 6 juin 1944, débarquement des forces alliées sur le sol français. La radio de Londres prescrit de passer à l'action.

Le commandant Nil qui a son P.C. chez Ricard, donne l'ordre de procéder à l'exécution du plan vert (destruction des voies ferrées et entretien des coupures). Ce même soir, le capitaine Dumas, noblesse oblige, veut avoir l'honneur de commencer cette mission, accompagné de Balthazard Émile et de Puygauthier. Ce sont les lignes vers Paris et vers Bordeaux, ainsi que vers Lexos, qui, sans arrêt, vont subir des coupures, entravant ainsi la marche des convois ennemis. Les lignes haute tension sont détruites. Tout est mis en œuvre pour affaiblir la puissance de l'ennemi. Les parachutages apportent les armes nécessaires.

Le 9 juin, le groupe Fantôme procédait sur Montricoux à la réquisition des véhicules en état de rouler. Trois jours plus tard, la Gestapo arrivait avec la mission de capturer un réfractaire du S.T.O. et un patriote belge, M. Denis, agent actif de la Résistance, qui lui avait été signalé comme un dangereux terroriste. Tous deux réussirent à s'échapper.

Vers le 15 juin, le chef régional de la milice Dartenset et le chef départemental Renard sont interceptés lors d'un trajet d'inspection dans le département, après indication de leur chauffeur. Tous deux sont amenés à Cabertat où ils sont immédiatement jugés en la ferme de Panégro par un tribunal présidé par Nil, avec Delplanque comme assesseur. Condamnés à mort, ils sont exécutés le soir même, leurs corps enterrés sur place. Renard a donné auparavant la liste de tous les membres de la milice.

Monument de Cabertat

Corps franc libération Dumas, une partie du groupe Pet Sec fin avril 1944, Verlhac-Tescou.
De gauche à droite : Mistinguet, Patience, Pet Sec (Lasbareilles), Caméra (Faure), Mosquito. Assis : Bienvenue (Marcus).

Mais le camp ne tarda pas à être repéré. La présence permanente de nombreux véhicules et d'une troupe nombreuse (environ 300 hommes) attisa les commentaires. La délation fit le reste. Tous les soirs, en fin d'après-midi, un appareil léger de l'aviation allemande passait à basse altitude au-dessus du campement.

Le 20 juin 1944, à 8 h 15, M. Terrassier, secrétaire de la mairie de Vaïssac, qui vient d'être légèrement blessé à la tête, arrive essoufflé au camp. Il avise aussitôt Delplanque qu'une formation allemande venait de faire irruption dans sa commune.

Delplanque prend immédiatement les dispositions pour permettre aux milices patriotiques, non armées, de se retirer (250 hommes environ).

Pendant ce temps les nazis pénètrent dans l'église où l'abbé Cruzel, curé de Vaïssac, (Pierrou, aumônier du maquis), célébrait un office des morts. Ils l'arrêtent, dès la fin de l'office, ainsi que les fidèles présents.

A 9 h 30, l'attaque se produit sur le poste de garde de l'entrée du camp, défendue par le groupe Bolchevick.

Plusieurs tentatives infructueuses de l'ennemi portent leurs efforts sur les bois en direction NW.

Le groupe Fracasse (Puygauthier et Frapperie) est détaché vers la ferme Bussière pour freiner l'action de l'ennemi.

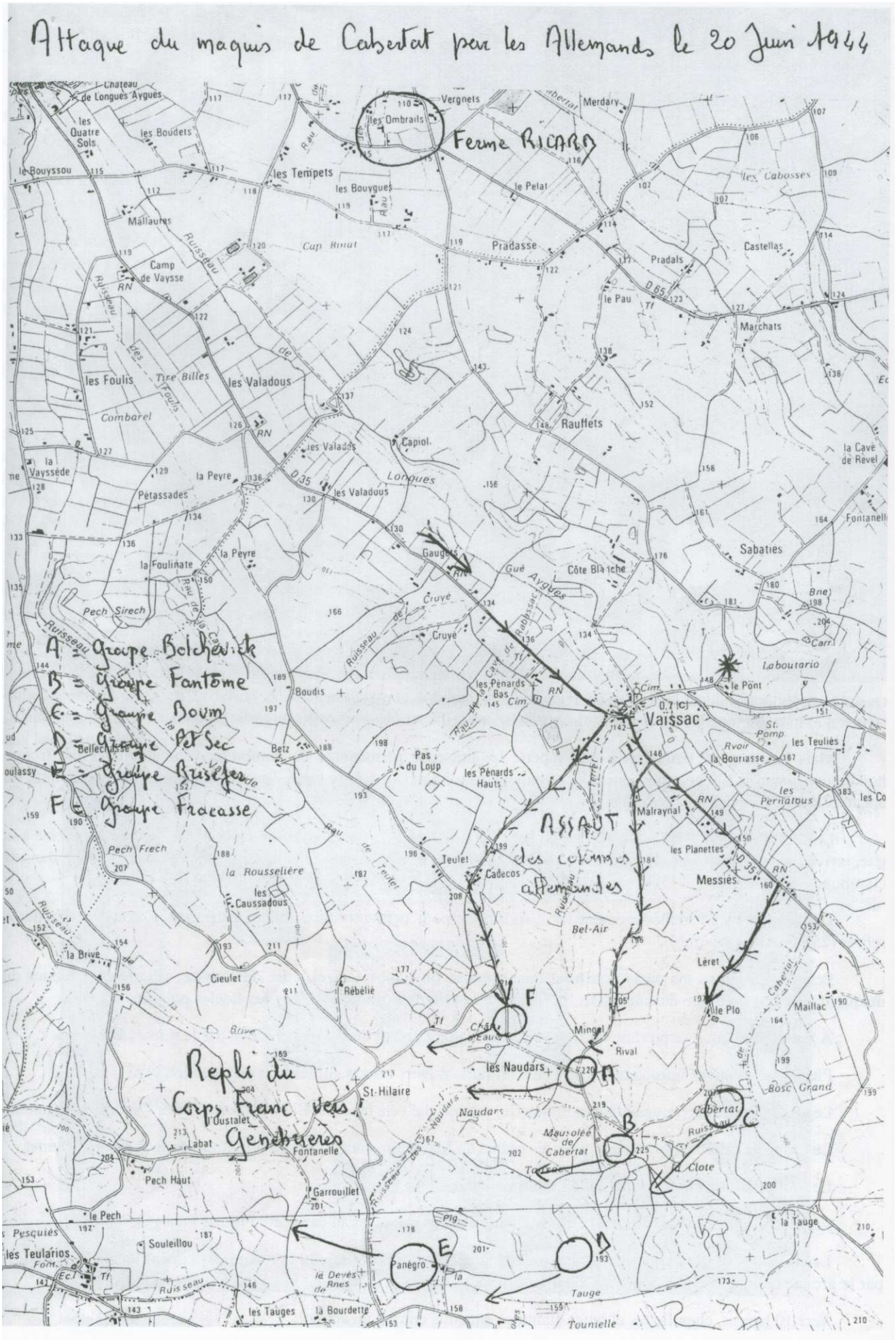
Le groupe Fantôme, plus à l'est, sous les ordres de Marsouin (Jacquot) est à proximité de la ferme Penchenat.

Le groupe Boum (Balthazard) est à Cabertat même.

Le groupe Pet Sec (Lasbareilles) est posté entre l'accès principal au camp et la ferme Panégro.

Les brigades de gendarmerie du canton de Nègrepelisse, qui ont rejoint le maquis, occupent Panégro, flanquées par le groupe de mitrailleuses commandé par Roger Taché.

Vers 10 heures, chenillettes et lance-flammes ennemis entrent en action.


Attaque du maquis de Cabertat par les Allemands le 20 Juin 1944
Ferme RICARD
A = Groupe Bolchevik
B = Groupe Fantôme
C = Groupe Boum
D = Groupe Pet Sec
E = Groupe Ruisefer
F = Groupe Fracasse
ASSAUT des colonnes allemandes
Repli du Corps Franc vers Genebrières
Vaissac
les Ombrails
les Tempets
les Bouygues
le Pelat
Pradasse
Pradals
Castellas
Marchats
Rauffets
Capiol
Gauges
Côte Blanche
Sabaties
Laboutario
le Pont
les Pénards Bas
les Pénards Hauts
Pas du Loup
Malraynal
les Planettes
Messiès
les Teuliès
les Pernatous
Teulet
Cadecos
Bel-Air
Leret
Maillac
Mingal
Rival
les Naudars
Mausolée de Cabertat
la Clote
Bosc Grand
la Tauge
Panégro
Tounielle
St-Hilaire
Fontanelle
Garrouillet
Pech Haut
Souleillou
les Teulariès
les Tauges
la Bourdette
Rébélie
Cieulet
la Brive
la Rousselière
les Caussadous
Pech Frech
Pech Sirech
Boudis
Betz
Bellechasse
Cruye
Gué
Longues
Cap Binat
Camp de Vayssé
Mallaures
le Bouyssou
les Quatre Sols
les Boudets
Château de Longues Aygues
Merdary
Vergnets
les Cabosses
Tire Billes
Combarel
les Foulis
la Foulinate
la Peyre
Pétassades
la Vayssède
les Valadous
Capiol
la Cave de Revel
Fontanelle
Carr
Bne
Cim
St. Pomp
Rvoir
la Bouriasse
Ruisseau
Rau de Teulet
Rau de la Cave
Rau de Radassac
Rau de Naudars
Cabertat
Tf
Pig
Ec.
Font.
D 35
D 65
RN

La position est tenue jusqu'à 10 h 45, malgré la supériorité de l'ennemi, en hommes et en matériel. Celui-ci attaque alors au mortier et commence à incendier les fermes environnantes. Son effectif grossit de nombreux renforts : il est d'environ de 5 à 600 hommes.

Les groupes se replient, sur ordre, par les bois de Genebrières, y entraînant l'ennemi.

Le contact est rompu vers 15 heures, et l'ordre de dislocation est donné.

L'ennemi s'acharne alors sur les fermes et les bois. A 17 h 25, Panégro est en flamme et la famille Penchenat (le père : Adrien, la mère et leur fille Léa) périt dans l'incendie de sa demeure. Les fermes : Cassagnan, Penchenat, Segure, Panégro, Cabosse, Tounielle, sont détruites par le feu.

Le même soir, les groupes du Corps franc, reformés, étaient à nouveau prêts à reprendre le combat.

Les pertes allemandes étaient de 13 morts et plusieurs dizaines de blessés.

Malheureusement, dans la matinée, 2 véhicules chargés du ravitaillement du maquis tombaient dans une embuscade, à proximité de Vaïssac, au lieu-dit « Le Pont », sur la route de Revel. 6 hommes dont deux seulement avaient une arme, y avaient pris place : Eloi Teulières, Pierre Nonorgues, Jean Biau, Léon Poux, Louis Puech, Camille Basselier. Malgré leur infériorité, ils se défendirent bravement, mais le nombre devait l'emporter. Ils furent faits prisonniers. Torturés par les Allemands et les miliciens, après un martyre de plusieurs heures, ils sont emmenés avec 21 otages, dans les bois de Cabertat. L'abbé Cruzel ne cessa durant le trajet, d'encourager ses compagnons sous les rires et les sarcasmes de l'agresseur. Il avait vainement essayé de leur apporter le secours de son ministère.

A midi, les 6 maquisards sont séparés du groupe et abattus par des rafales de mitraillette à la lisière des bois de Cabertat. Mettant ensuite le feu aux bruyères, l'ennemi essaya de détruire les cadavres horriblement mutilés.

Les 21 rescapés sont relâchés en fin de soirée.

Les dépouilles mortelles furent ramenées le soir à Montricoux. Une foule en larmes attendait les cercueils et s'apprêtait à rendre les honneurs funéraires. Mais la Gestapo avait interdit toute manifestation. Le cœur gros de colère et de douleur, la population vit passer le convoi se dirigeant de l'église vers le cimetière, presque en cachette, comme la nuit tombait.

Le mercredi 28 juin 1944, le chef Dumas, accompagné de quelques maquisards, devait se rendre au service de neuvaine célébré à Puygaillard, à la mémoire des hommes tués à Cabertat. Renseignés, les Allemands organisaient une expédition pour faire le groupe prisonnier. Ainsi une formation allemande et milicienne, d'environ 200 hommes, se rendait à Puygaillard vers 17 heures. En vain. Pénétrant alors dans la mairie, ces derniers s'emparaient du buste de Marianne, puis, sur la place du village, s'entraînaient au tir sur le symbole de la République.

Lavit

Octobre 1942 : naissance de la 10e compagnie de l'A.S. F.F.I.

Le terrain de parachutage : « Viaduc ».

Les messages :

L'occasion se présente : parachutage ;

Messieurs faites vos jeux : constitution du maquis ;

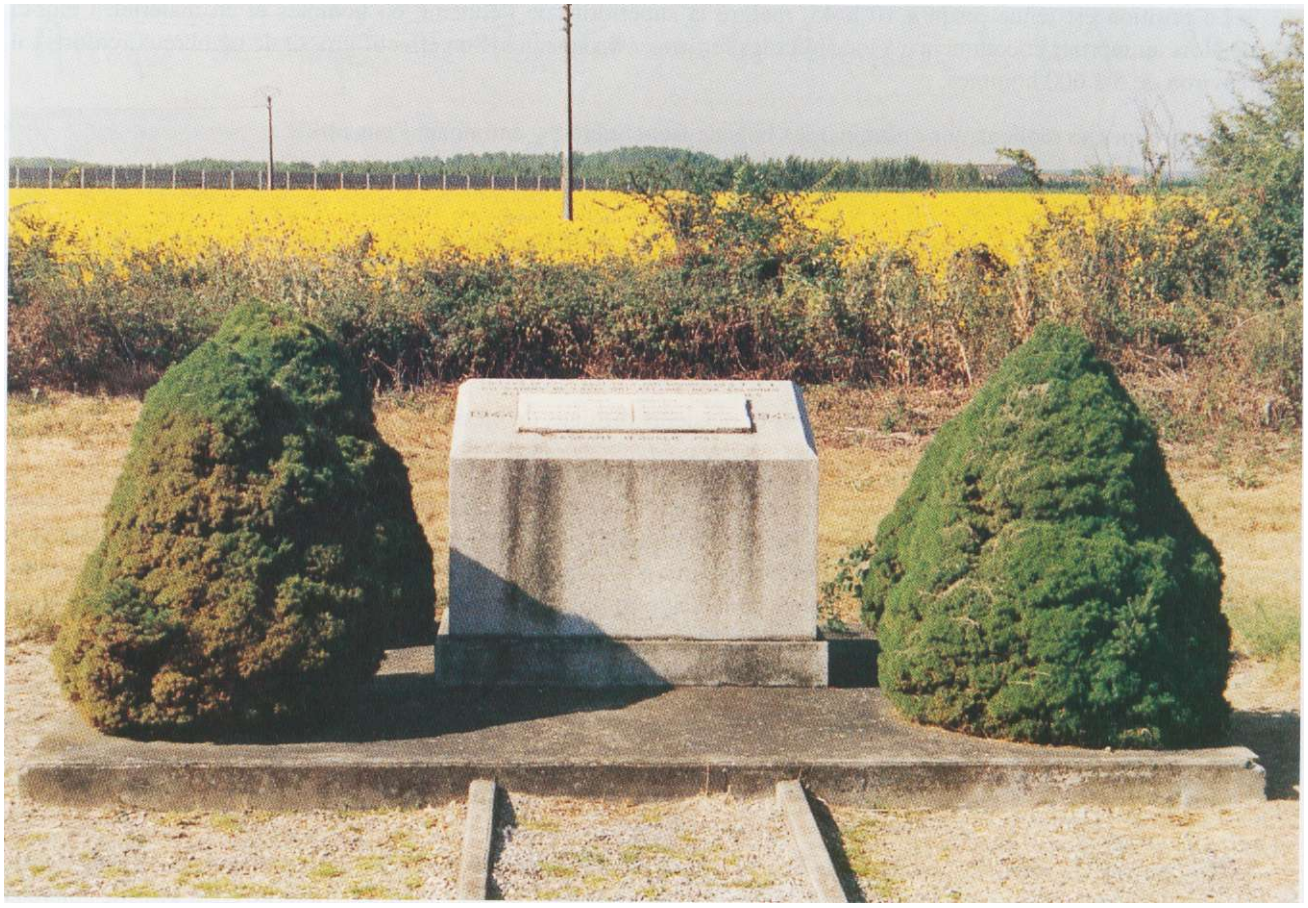
Le père la cerise est verni : ordre de guérilla, débarquement.

Le 1er juin 1944, à 13 h 30, fut lancée sur les ondes de Londres la phrase : *Messieurs faites vos jeux* qui donnait l'ordre de constituer le maquis. Dans la nuit, c'est le premier contact pour beaucoup qui s'ignoraient par nécessité de sécurité, et le départ du P.C. de la ferme Bosc.

Le 3 juin, dans la nuit, un groupe d'une trentaine d'hommes campe aux « Berteilles » à proximité du terrain de parachutages « Viaduc ».

Le 6 juin à 5 heures, *«Le père la cerise est verni* » : ordre de guérilla, c'est l'annonce du débarquement tant attendu.

Le 7 juin, devant l'attaque imminente des troupes allemandes cantonnées à Castelsarrasin, c'est le premier décrochage pour rejoindre comme prévu les bois d'Hartech : « Carottes ».



Monument rappelant les combats des 19 et 20 août à « La Vitarelle », commune de Montech, au croisement des nationale 113 et départementale 928.

Stèle érigée sur les ruines de la ferme « des Carottes » abritant les maquisards de la 10e compagnie A.S.

Ce même jour, la brigade de gendarmerie de Lavit a reçu l'ordre de rejoindre Castelsarrasin. Ils doivent partir le vendredi 9 juin. Ils ont décidé de ne pas obéir et de rejoindre le maquis, mais ils ne voudraient pas que leur famille ait à en souffrir.

Le 9 juin, exécution du plan décidé avec les gendarmes : simulacre d'attaque du camion qui les transportait. Afin d'éviter des représailles contre leur famille, ils ont été faits prisonniers à la gare d'Asques, vers 18 heures ; occupation de Lavit à 20 heures malgré la présence des Allemands à Beaumont, Larrazet, Castelsarrasin et Auvillar. Ce geste audacieux, amplifié par les bouches amies et ennemies assure à l'occupant la réalité du maquis et cette hantise s'insinuera chaque jour davantage dans leur tête.

Juillet voit l'arrivée d'un groupe de l'U.N.E. (Union nationale espagnole) rattaché à la 10e compagnie.

Le 6 août : occupation de Beaumont.

Le 17 août : ordre de l'E.M. EF.I. de quitter définitivement le maquis et de se porter sur la rive gauche de la Garonne pour y interdire l'accès de quatre ponts : Saint-Aignan, Belleperche, Bourret et Verdun.

Le 19 août : à « La Vitarelle », en début d'après-midi, attaque d'un convoi allemand par le groupe « Bâtard ».

Une rafale de mitrailleuse et deux grenades arrêtent net le premier camion qui prend feu, bloque la route et oblige les suivants à stopper. Les occupants survivants qui cherchent à s'enfuir sont faits prisonniers.

Le 20 août, tous les groupes ont rejoint « La Vitarelle ». Attaque d'une colonne forte de 2 500 hommes. Il est 11 heures quand les EM. ouvrent le feu. Les Allemands ripostent à coups de mortier, de mitrailleuses lourdes et de canons antichar. La situation devient vite intenable et le repli général est alors ordonné vers Bourret, sous le feu des armes automatiques.

Jean Lacaze est tombé, mortellement blessé en vue de son clocher, non loin du village qui l'avait vu naître.

Le 25 août, période de la Libération. Les états-majors procèdent à la refonte des unités. De nombreux volontaires s'enrôlent, les anciens et nouveaux signent leur engagement volontaire pour la durée des hostilités et participent à la formation du bataillon de marche de Tarn-et-Garonne. Lancé dans la mêlée sur le front du Médoc, il rejoint le 12 décembre la demi-brigade Carnot et mène de décisifs combats à la pointe de Grave.

« Boursier » André Brunei, le préfet Diemer, Jean-Michel Baylet. « Colomb » François Marsol devant le monument de « La Vitarelle ».

Montbartier

Le dimanche 25 juin 1944, à 9 heures, la défense passive urbaine de Montauban fait retentir par des sons modulés d'une durée de quatre minutes le début de l'alerte aérienne prévenant la population d'un possible bombardement par l'aviation alliée et l'invitant à se rendre dans les abris : caves, tranchées, abris de fortune, replis de terrain, talus, fossés, etc., choisis à l'avance ou désignés. Montauban, entre le lundi 17 mai 1943 et le samedi 12 août 1944 connut 34 alertes, dont celle du 25 juin. Elle concernait le passage des avions alliés se rendant sur Montbartier pour pilonner les citernes contenant l'essence entreposées ou enterrées dans et sur un terrain militaire situé à proximité du passage à niveau de la ligne Montauban-Toulouse et de la gare de ce petit village tarn-et-garonnais.

Entre 9h 10 et 9 h 31, 64 avions bombardiers (boeing B17 « Fiying » forteresse) de la 8e force aérienne des Etats-Unis, lâcheront, par petites vagues, à 2 500 pieds (7 600 mètres), 147 tonnes de bombes sur les installations de ce dépôt d'essence. Les bombardiers étaient escortés de 83 P51 « Mustang » des 361% 78e et 55e groupes de chasseurs. L'opération est qualifiée par « excellent résultat » et enregistre deux pertes : une Forteresse et un Mustang.

A la même heure, Francazal et Blagnac recevaient respectivement 230,5 tonnes et 143,5 tonnes de bombes lâchées par 104 et 72 forteresses accompagnées par 107 chasseurs F47 « Thunderbolt » et 101 chasseurs P38 « Lighting ». Soit au total : 531 avions et 521 tonnes de bombes qui survolèrent Montauban.

Ornano

23 août 1943 - 21 mars 1944

Les maquis en Tarn-et-Garonne se sont surtout organisés en 1943 pour regrouper les jeunes gens qui voulaient éviter d'aller travailler en Allemagne dans le cadre du Service du travail obligatoire.

C'est à la ferme de Garrhan, vieille gentilhommière du 18e siècle, située dans un vallon du causse, sur la rive droite de l'Aveyron, entre Penne et Cazals, que le premier réfractaire au S.T.O. arrive le 23 août 1943.

Au cours des semaines suivantes, il est rejoint par d'autres jeunes, réfractaires comme lui. venus de toutes les régions de France, mais plus particulièrement du Sud-Ouest.

Le 10 octobre 1943, ce groupe devient la 4e section des corps francs de la libération de Tarn-et-Garonne, est homologué sous le nom de « maquis Ornano M.PI ». Ce nom est choisi en l'honneur du colonel d'Ornano, des Forces françaises libres, qui, parti du Tchad sous les ordres du général Leclerc, fut tué face à l'ennemi à l'attaque de Morzouk, dans le désert Lybien, le 8 janvier 1941, dans la conquête des oasis du Fezzan.

D'autres appellations ont été également utilisées : maquis de Penne, maquis de Cazals.

Après un bref séjour, du 24 au 28 octobre, dans les bergeries de la ferme Albert, le groupe, renforcé d'autres éléments, s'installe plus au nord, sur le plateau qui surplombe l'Aveyron, en aval de Cazals, près de la forêt de la Garrigue. Il occupe alors des abris divers (fermes, granges, bergeries) : La Bouriette, Lautanel, La Revelle, Caminade. Le causse se présente là sous forme d'un plateau calcaire, recouvert d'une maigre végétation de genévriers et de chênes rabougris, d'où l'on peut descendre dans la vallée de l'Aveyron par le « chemin des Loups » qui donne accès sur la rive gauche de la rivière au causse de Roy.

Dès octobre 1943, le maquis d'Ornano devient donc maquis militaire avec, à sa tête, Roger Rigaud (René), mécanicien à la S.N.C.F. à Montauban, ex-armurier du « Courbet ». Agé de 29 ans quand il prend le commandement de son groupe, d'abord comme chef direct, puis comme adjoint, Roger Rigaud fut l'une des grandes figures de la Résistance en Tarn-et-Garonne. Son destin a voulu qu'après avoir donné tout son courage, tant dans la période d'attente que dans le combat d'extermination du maquis, il fut pris par la Gestapo, quelques mois plus tard, torturé et sans doute fusillé dans la forêt de Buzet en Haute-Garonne, le 17 août 1944, avec d'autres patriotes.

Dans le même temps, Jacques Rabit (Jacques), de Toulouse, succède à Roger Rigaud à la tête du maquis d'Ornano. Venant du Vercors, il avait rejoint les premiers maquisards cantonnés encore à Garrhan.

Dans ce cadre sauvage du causse, la vie de camps est celle d'un maquis classique. Fort d'une quarantaine d'hommes, le groupe subit la rigueur de l'hiver 1943. Le ravitaillement est difficile, malgré la compréhension des habitants des fermes voisines. L'installation est précaire. Mais le maquisard n'a guère besoin de confort, ayant tout quitté pour reconquérir sa liberté et celle de la patrie. Après avoir dormi à même le sol ou sur des branchages, quelle chance de coucher sur la paille fournie par un paysan des environs. La cuisine est rustique : quelques marmites suffisent pour cuire le ragoût de pommes de terre ou la potée de haricots. Et si, d'aventure, on a sacrifié une brebis, on débite la viande en

petits morceaux, afin que tous soient servis équitablement. Son unique assiette d'aluminium garnie, le maquisard se restaure dans un coin, assis à même la terre, jambes repliées à la façon des tailleurs. Le couteau individuel tient lieu de fourchette... Nul besoin de râtelier d'armes : elles sont rares et l'on dort avec elles, en prévision d'une alerte nocturne.

Les jours s'écoulent. L'entraînement des recrues se poursuit journellement. Le matin, par petits groupes, on pratique l'instruction et le maniement d'armes. Une partie de l'après-midi est consacrée aux soins du cantonnement. Une équipe est désignée chaque jour pour assurer le ravitaillement dans les fermes sûres. La nuit tombe rapidement à cette saison, et, à la lueur d'un feu de bois, commence la veillée où l'on évoque des souvenirs et l'on se dit les espoirs. Puis un sommeil réparateur fait oublier le risque d'une attaque en pleine nuit. On n'y pense pas, car l'impression de sécurité est grande dans ce coin perdu du causse. On se fie aux sentinelles qui, remplacées toutes les deux heures, montent une garde vigilante.

A la libération de Montauban, avant de monter au front avec le 3e hussards.

Dans l'attente des messages radio annonçant l'imminence des parachutages, on écoute Radio Londres, malgré un brouillage intensif.

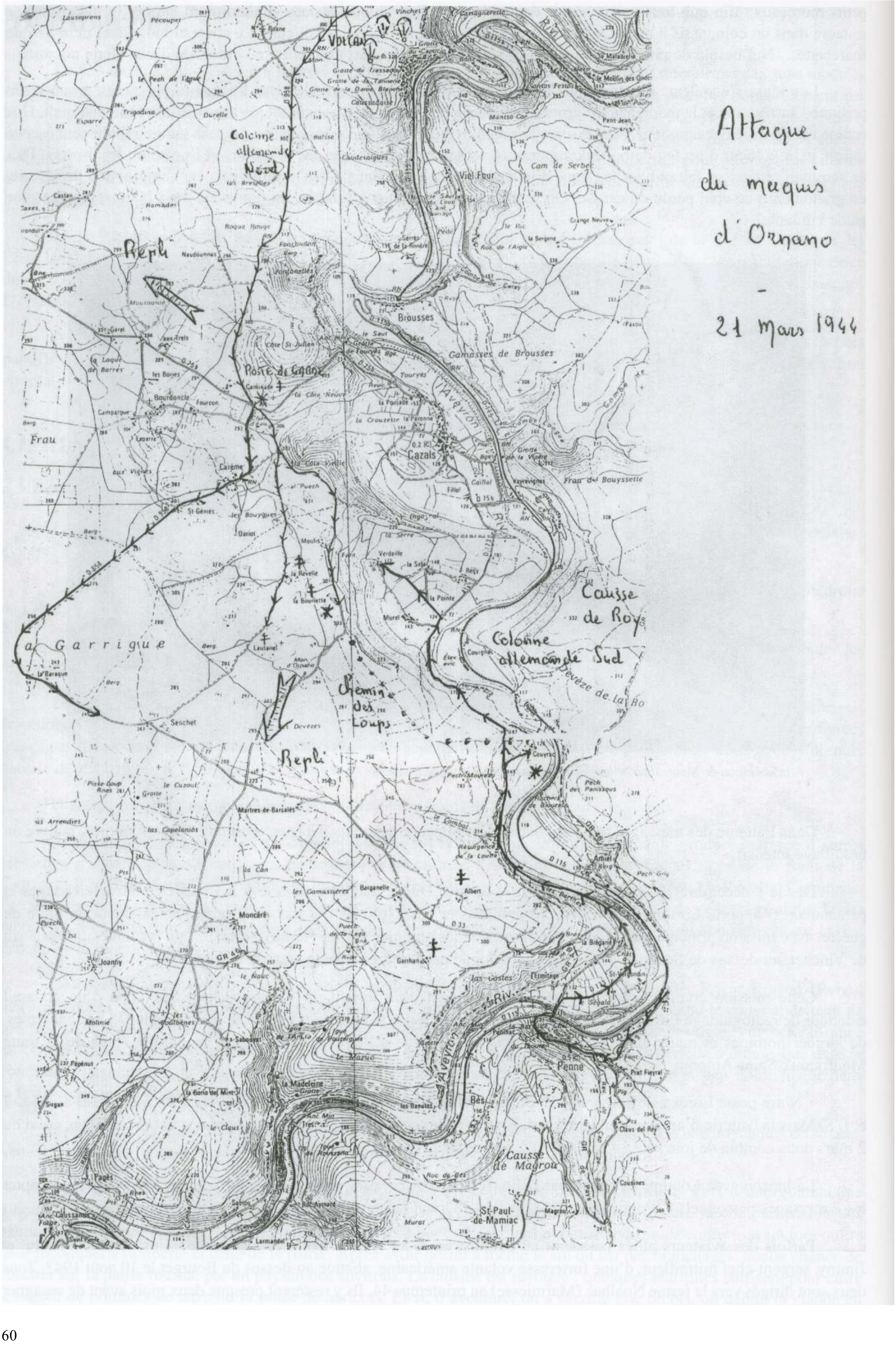
Dès le 8 décembre 1943, l'équipe régionale de la C.D.P.A., qui deviendra le S.A.P. (service des atterrissages et parachutages) apporte 6 mitraillettes Sten, 30 grenades et des explosifs. Le maquis s'organise lentement en unité de guerre, avec mission principale de recevoir des armes et des hommes (Arma-Homo) sur un terrain reconnu sur le plateau de Vinchet, au-dessus de Serres-la-Rivière, et homologué par Londres sous le nom de « Volcan ».

Cette mission comprend aussi le service permanent d'un terrain dit « de repêchage », équipé d'un appareil émetteur de radioguidage Eurêka qui permet aux avions alliés, déroutés de leur but par la chasse ou la D.C.A. ennemies, de larguer hommes et matériel sur un point précis qui se situe à l'emplacement actuel de la stèle, près de la route Montricoux-Saint-Antonin.

« Notre poste Eurêka, se souvient Mlle Baudet (alias Sim), était très simple et très efficace : indicatif d'appel L 7 et L 8. Mais la batterie d'accès pesait très lourd. Si le parachutage du 29 février ne put se réaliser comme prévu, celui du 2 mars nous combla de joie ».

La liaison avec Londres se faisait par radio. Aux heures prévues, quelqu'un était toujours à l'écoute pour capter les « messages personnels ». Pour indicatif, le maquis d'Ornano avait : « il pleurait comme une fontaine ».

Parfois des aviateurs alliés passaient au maquis, en route vers la frontière espagnole : ainsi Charlie, pilote, et Jimmy, sergent-chef mitrailleur, d'une forteresse volante américaine, abattue au-dessus du Bourget le 10 août 1943. Tous deux sont dirigés vers la ferme Noalhac (Marmiesse) au printemps 44. Ils y restèrent presque deux mois avant de regagner


Attaque du maquis d'Ornano
-
21 Mars 1944
Volcan
Colonne allemande Nord
Repli
Poste de Garde
Causse de Roy
Colonne allemande Sud
Chemin des Loups
Repli
Brousses
Cazals
Aveyron
Penne
Causse de Magrou
St-Paul-de-Mamiac
a Garrigue

les îles britanniques, en passant par l'Espagne. En juin, Radio Londres émettait le message : « Jimmy et Charlie, les deux poulets sont bien arrivés », confirmant la réussite de leur évasion.

Le 7 mars 1944, message radio : « De Brigitte à Michel-Ange, 6 amis pleurèrent ce soir comme une fontaine ». 6 hommes sont donc attendus. A 23 h 45, après avoir effectué plusieurs passages au-dessus du terrain, un appareil Halifax, spécialisé dans le parachutage, largue d'abord les containers d'armes, puis prend de l'altitude et 3 corolles grises glissent bientôt vers le sol. Un deuxième Halifax qui amenait les trois autres parachutistes, attaqué sur les côtes de la Manche, avait dû rebrousser chemin.

Du 10 au 13 mars 1944, de nombreux messages sont captés pour la région :

« Le peuplier perd ses feuilles » ;

« Britannicus est mort » ;

« Le bourgeois n'est plus gentilhomme » ;

« Les bougies sont éteintes » ;

« Figaro chante » ;

« Donnez-moi la main, madame ».

Plusieurs alertes rendent le séjour à La Bouriette dangereux. C'est pourquoi une grotte est explorée, en bordure du plateau de Roy, pour y cacher les armes reçues et préparer un éventuel cantonnement.

Le 13 mars, le danger se précise. Les hommes sont regroupés à la ferme de Lautanel. Des renforts sont demandés aux maquis voisins Bir-Hakeim et Arnaud, qui prennent position au cours de la nuit. Ils passeront la journée du 14 à Ornano, avant de se retirer.

Les 16 et 17 mars, le maquis reçoit d'étranges messages qui ne correspondent pas exactement aux termes prévus : nouvelles inquiétudes.

Le lundi 20 mars, à midi, la B.B.C. transmet un message : « Il pleurait comme une fontaine. Un ami viendra ce soir». A 23 h 15, l'avion annoncé est là, fait ses 2 tours de reconnaissance, largue ses parachutes et s'éloigne. Le parachutiste, un officier français, est aussitôt amené au camp, tandis que les maquisards s'occupent activement à récupérer les lourds containers. Au fur et à mesure, les armes sont chargées sur le camion Delpech qui devait les transporter dans les fours à chaux de Saint-Antonin.

Mais, vers 3 h 30, ce mardi 21 mars 1944, alors que les maquisards continuent à récupérer les armes descendues du ciel, on entend des bruits de moteur insolites sur la route qui va de Saint-Antonin vers Montricoux.

Albert Tristchler (Bébert), un jeune Alsacien de vingt ans, originaire de Malsheim, de garde à La Caminade, a bien entendu des bruits de camion. D'abord il ne s'en étonne pas, croyant à des gazogènes transportant du bois. Puis, il perçoit des ordres en allemand. Il réalise immédiatement la situation : le maquis est attaqué. Aussitôt, il s'avance courageusement et tire une rafale de mitraillette sur les phares du premier camion, rafale qui résonne sur le causse et qui donne l'alerte sur le terrain de parachutage.

Les Allemands ripostent : Bébert, blessé, s'écroule. Fait prisonnier, il sera exécuté quelques heures plus tard.

Les agents du S.A.P. donnent alors l'ordre d'évacuer le terrain, tandis qu'il est impossible de faire démarrer le camion chargé d'armes. Le repli est vital face à un ennemi tellement plus nombreux et tellement mieux armé. Venues de Gaillac, les forces allemandes avaient formé deux colonnes, l'une passant par Saint-Antonin, l'autre descendant par Vaour et Penne, pour opérer une manœuvre d'encerclement des fermes occupées par le maquis d'Ornano. L'unité ennemie était surtout constituée d'éléments mongols avec un encadrement allemand.

Le regroupement des maquisards s'effectue à La Bouriette. En l'absence de Jacques, son second, Georges (Elie Molinier), prend le commandement.

L'officier français parachuté est dirigé sur le maquis Bir-Hakeim : il passera d'ailleurs de justesse à travers les mailles du filet de l'agresseur.

Mais tous ne croient pas encore à l'attaque et il faut les presser de jeter leurs sacs pour rejoindre rapidement, d'abord la ferme de Lautanel, avant de se disperser par groupes selon les consignes prévues.

Bernard Martel (Bertrand) se porte alors volontaire pour descendre le plateau par le chemin des Loups, camoufler les documents du maquis « au gouffre » et avertir le passeur de Couyrac, sur l'Aveyron, de se tenir prêt pour des passages rapides de la rivière.

Mais, entre temps, la maison du passeur avait été cernée par les Allemands, et le père, menottes aux mains, avait dû guider la colonne allemande par le chemin rocailleux qui grimpe vers le plateau, pour achever l'encerclement des maquisards. Le passeur fut ensuite mystérieusement libéré par ordre de l'officier allemand.

Bertrand dévalait la garrigue à grandes enjambées, se frayant un passage à travers les « garouilles ». les houx et les genévriers. Les pierrailles du causse dégringolaient sous ses pas en bruyants ricochets. Éternel volontaire aux rendez-vous de l'aventure, il revivait, en ce premier jour du printemps de ses 20 ans, la joie de ses camarades, hier, lorsque le message de Radio Londres avait été déchiffré.

Coïncidence ? Trahison ? Les Allemands avaient alors attaqué de tous côtés.

Les balles crépitaient, là-haut, du côté de La Bouriette, et il fallait se hâter. Il s'engagea dans le sentier bordé de buis qui conduisait à la maison du passeur aux tuiles rouges. Il frappe. Il appelle : « Monsieur Gaffié ! Gaffié ! ». Pas de réponse. Il ouvre la porte. Un uniforme S.S. Une rafale de mitraillette. Et Bébert de s'écrouler jusqu'au bas des marches, corps meurtri, ensanglanté, déchiré, « couché dessus le sol à la face de Dieu ».

Son corps, traîné dans les buis, y resta plusieurs jours, mutilé par les chiens. Découvert, enroulé dans un drap, il fut provisoirement enseveli au cimetière de Saint-Vergondin, près de Penne, avant d'être rendu à sa famille et définitivement inhumé à Montauban après la Libération.

Cependant, les 2 colonnes allemandes font jonction autour des cantonnements : lutte farouche, inégale, de plusieurs heures. La Bouriette fut probablement cernée avant Lautanel. A La Bouriette, 3 maquisards résistèrent héroïquement. Mais comment résister longtemps avec quelques mitraillettes à une attaque au mortier ? L'on retrouvera les trous du combat : les branches cassées par les projectiles, les éclats de grenade, les débris de tuile, les ruines incendiées, le sang et les corps : trois achèvent de se consumer dans le brasier : Henri Granier (Henri), Elie Labrousse (André), René Lartigue (Marius). Deux autres : André Rigobert (Olive), fait prisonnier sur la falaise, et Albert Tristchler (Bébert) blessé à La Caminade, seront fusillés contre le mur de la ferme, puis leurs corps jetés dans la citerne que les barbares feront ensuite sauter.

Les anciens combattants volontaires de la Résistance et ceux du maquis d'Ornano rassemblés à l'occasion de la commémoration de l'attaque du 21 mars 1943 au pied du monument érigé sur l'emplacement occupé par le maquis.

Commencé vers trois heures du matin à proximité du terrain de parachutage, le combat se poursuit sur le causse pour se terminer vers midi.

35 hommes environ purent fuir selon les plans prévus, et suivant un itinéraire établi, rejoindre divers points du département :

- la région de Mouillac, où une base de repos les attendait chez l'institutrice Lucienne Baudet (Sim) ;
- Saint-Amand, près de l'Honor-de-Cos, où s'installe le P.C. avec un groupe de combat ;
- les autres groupes étant dispersés sur Montaigu-de-Quercy et Lauzerte.

Quant au parachuté de cette première nuit de printemps, il avait suivi un des hommes à Montauban : c'était l'adjoint à l'officier d'opérations de la région R5 (ouest du Massif Central).

Cet épisode sanglant marque la fin dramatique du maquis d'Ornano.

Les maquisards avaient-ils été imprudents dans leurs propos ? Les habitants de la région connaissaient leurs abris et leurs cantonnements. Avaient-ils été dénoncés ? Des soupçons se portèrent sur certains, qui quittèrent le pays pour toujours.

La maison du passeur et ses biens furent achetés par des Suisses. Le silence se fit lentement.

On reste aujourd'hui encore étonné du déploiement de forces aussi considérables, résolument engagées dans cette opération, du côté ennemi, comme si les renseignements reçus avaient persuadé le commandement allemand qu'il s'agissait là d'une position hautement redoutable à enlever et à anéantir.

Cinquante ans après, à proximité de La Bouriette et de Lautanel, se dresse toujours le monument du souvenir. Il rappelle les événements tragiques de 1944 et sollicite le recueillement pour les morts qui reposent là, combattants de l'ombre, combattants pour la liberté.

Saint-Antonin, le maquis F.T.P.F.

C'est en juillet 1943 que va se constituer le noyau du futur maquis. La direction interrégionale des Francs tireurs et partisans Français (F.T.P.F.), sur proposition d'André Delacourtie dit « Arthur » a pris cette décision pour étendre le champ d'action de l'organisation. Les premiers éléments en seront d'une part des résistants du Lot-et-Garonne dont Lucien Naulet et, d'autre part, des membres de la Phalange antinazie (P.A.N.) organisée à Montauban par Louis Sabatié.

Le choix du lieu est dicté par les conditions favorables à la clandestinité du groupe ; de surcroît à Saint-Antonin se trouve une organisation clandestine du P.C.F. qui est en mesure d'apporter son aide au ravitaillement.

Les premiers mois sont difficiles. Deux problèmes : d'abord la pénurie alimentaire malgré l'aide apportée par les militants locaux, ensuite l'insuffisance d'armement et de matériel, réduisant le groupe à une relative inactivité.

Devant cette situation sera décidée fin septembre 1943 une dispersion provisoire. Début 1944, le retour se fera dans le cadre d'un maquis F.T.P.-M.O.I (M.O.l : main-d'œuvre immigrée). Dès lors, les progrès sont rapides : 200 kg d'explosifs sont récupérés à la cimenterie de Lexos ; des aides extérieures dont celle de l'abbé Glasberg permettent d'obtenir des mitraillettes, des munitions et du plastic. Des mousquetons et des cartouches sont récupérés à la suite de coups de mains sur la gendarmerie.

A la fin du premier trimestre 1944, les effectifs s'accroissent. Le maquis d'abord appelé « Guy-Moquet » prend en février 1944 le nom de Louis-Sabatié (fusillé le 17 de ce mois par la milice à Toulouse). Une discipline stricte, des changements de lieux d'implantation assez fréquents (six en une année) lui assurent une sécurité relative en même temps que s'améliorent ses moyens de déplacement grâce à un camion et des voitures récupérés dans le secteur.

Après le débarquement du 6 juin, il occupe au lieu-dit « Vidal » un hameau en ruine et à la fin du mois de juillet, il s'installe sur l'autre rive de l'Aveyron dans une ferme abandonnée du roc d'Anglars jusqu'à la libération.

Ses premières actions sont essentiellement des sabotages répétés à l'explosif notamment d'une ligne à haute tension dans la région de Caylus puis, à partir de juin 1944, c'est le tour des voies ferrées, en particulier la ligne Toulouse-Paris sur plusieurs kilomètres entre Albias et Réalville, rendue inutilisable dès la fin juillet.

Dans la nuit du 12 au 13 juin, un détachement du maquis participe à l'attaque de la prison de Gaillac (Tarn) pour libérer une quarantaine de résistants menacés de déportation et du 14 au 18 juillet un de ses groupes est engagé à Carmaux pour appuyer la grève insurrectionnelle des mineurs.

Le 18 août, un détachement commandé par Lucien Naulet et Georges Estival, informé par des cheminots, attaque à la gare de La Ville-Dieu un train de l'organisation Todt et s'empare d'armes et de matériel, faisant 21 prisonniers. Au retour, surpris par une colonne allemande à Réalville, il devra se replier sous le feu nourri, perdant deux des siens : Jacques Rodriguez (17 ans) et Jacques Virazel (18 ans).

Le 20 août, chargé par l'état-major F.F.I. de harceler une colonne allemande en retraite, il l'attaque successivement à Chouastrac puis à La Salvetat-Belmontet.

Après la libération du Tarn-et-Garonne, le maquis sera le noyau constitutif du bataillon Louis-Sabatié sous les ordres du commandant Sylvère. Il participera aux combats pour la libération de la pointe de Grave.

Verdun-sur-Garonne, le maquis F.T.P.F. Emile-Igon

Origine :

Dès 1940, un groupe d'étudiants fait partie du P.A.N. de Louis Sabatié à Montauban et forment le groupe Franc à Verdun avec d'autres résistants. Ce groupe s'intégrera par la suite à « Libérer-Fédérer ». Deux responsables B.P. et G.D. vont tenter de rejoindre l'Angleterre en mars 1943. Belloc Cyrille prend la responsabilité du groupe et décide d'adhérer aux F.T.P. en prenant contact avec J. Clamens, responsable interrégional de « Défense paysanne ».

Implantation :

La reconnaissance des lieux permettant l'implantation future du maquis se fait en été 1943 avec un responsable régional et Belloc C. Au début 1944, un noyau de résistants verdunois est contraint de prendre le maquis ; c'est la naissance du maquis de Verdun, à Beaupuy, dans une ferme appartenant à M. Alexandre Clamens. Celle-ci, occupée par des réfugiés espagnols, s'avère peu sûre et le groupe se transporte au lieu-dit « Bourthoumeirous » à Bouillac dans une ferme en ruine. Ce groupe est bientôt rejoint par de nouveaux résistants et par des membres des Jeunesses communistes. Il prend dès lors le nom de Emile-Igon, jeune communiste verdunois mort en 1941 après avoir été torturé à Saint-Michel, au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe. Les 14 maquisards, sous la responsabilité de Belloc Cyrille (militaire), Jean Faure (technique) et Jean Laveron (effectifs), vont multiplier les coups de main contre l'occupant allemand et les collaborateurs : sabotages des voies et des moyens de communication, attaque d'un poste de guet de Vichy à Saint-Jean de Coquessac, de la gendarmerie de Beaumont avec récupération d'armes et d'uniformes, etc.

Libération :

Le 13 août 1944, après un accrochage entre Belloc, Laveron et les miliciens, le groupe est hébergé par la 10e compagnie A.S. de Beaumont. Le 15 août 1944, il se reforme à Beaupuy à « Peyro-Blanco ». Renforcé par d'autres maquisards, après avoir accueilli des évadés d'un train à Montbartier les maquisards vont libérer Verdun occupé par une compagnie allemande dans la nuit du 17 au 18 août 1944. Robert Vitoux sera abattu par les Allemands au cours de la nuit. Le 18 août les Allemands sont partis et les résistants aidés par la population de Verdun élèvent des barricades aux entrées de la ville. Les 19 et 20 août, un groupe de Verdunois prend part aux combats de « La Vitarelle ».

Dissolution :

Après la libération de Verdun, le maquis Emile-Igon occupe « Frescaty » et continue l'épuration et la remise en place des maires du canton révoqués par Vichy. Le maquis Émile-Igon rejoint le bataillon Louis-Sabatié au lycée Michelet à Montauban après le 24 août 1944. Les résistants, presque en totalité, s'engageront pour la durée des hostilités contre l'Allemagne en octobre 1944 et participeront aux combats de la pointe de Grave en avril 1945 (plusieurs blessés graves).

Verdunois à la pointe de Grave, 1944-1945

La répression

Les résistants et les otages arrêtés étaient jetés en prison où les conditions d'existence étaient très dures.

Les otages, choisis parmi les notables, les personnes arrêtées au hasard ou « ramassées » dans les rafles, fournissaient les victimes que les Allemands exécutaient par représailles, lorsque des sabotages avaient détruit leur matériel ou gêné leurs communications, lorsque leurs soldats avaient été blessés ou tués dans une embuscade.

Les résistants, eux, étaient souvent condamnés à mort, la plupart du temps sans même un simulacre de jugement. Après quelques jours ou quelques semaines de détention, certains étaient passés par les armes.

Les autres étaient déportés.

Jean Moulin, qui a gagné Londres en juillet 1941 après avoir déjoué la surveillance dont il était l'objet de toutes les polices, reçoit du général de Gaulle le mandat de réunir les différents mouvements de résistance sous l'autorité du comité de Londres pour remplir sa mission, et revient en France le 1er janvier 1942. Il cherche alors à s'adjoindre un chef militaire en vue de la direction de la future armée secrète. Henri Frenay, fondateur du mouvement « Combat » au cours de l'été 42, lui suggère le nom du général de réserve Charles-Antoine Delestraint. Le 4 août 1942, le général de Gaulle donne son accord dans un message haut de signification : « Charles à Charles d'accord », message confirmé par une lettre personnelle en date du 22 octobre. Moulin le présenta le 27 novembre 1942 à la première réunion du comité de coordination des mouvements de résistance aux responsables de ces organisations, dont le but était de faciliter le regroupement, au sein de l'A.S., des cadres et des militants de leurs formations paramilitaires et les amener à reconnaître l'ascendant de Londres qui cherche à s'imposer aux Alliés.

C'est à Paris, le 27 mai 1943, au 48 de la rue du Four, qu'il réunira le Conseil national de la Résistance (C.N.R.), organe consultatif symbolisant l'unification d'une résistance qui adopte des objectifs communs. Tous les mouvements intérieurs sont représentés, ainsi que les tendances politiques et les syndicats.

Il sera arrêté à Caluire (Rhône) le 21 juin 1943 par Klaus Barbie, dans la villa du Docteur Dugoujon, où se tenait une réunion des formations militaires, au cours de laquelle devait être trouvé un successeur au général Delestraint, chef de l'armée secrète, arrêté le

9 juin, à la station de métro Muette à Paris. Jean Moulin mourra après avoir été cruellement torturé, vraisemblablement dans le train qui l'emmenait en Allemagne, à Metz ? (registre des décès de la mairie) le 8 juillet 1943, seul indice qui renseigne sur la fin de Jean Moulin.

La déportation

Pour le régime nazi, la déportation ne consistait pas seulement à transporter des populations d'un pays dans un autre. C'était aussi le moyen d'avoir continuellement « sous la main », enfermés dans des camps, des hommes, des femmes et même des enfants, pour les surveiller, les faire travailler ou les exterminer. Les camps furent créés en Allemagne dès l'avènement du régime nazi. La chronologie est éloquente. Hitler prit le pouvoir en 1933 ; Dachau fut ouvert en 1934. L'Anschluss (annexion de l'Autriche) eut lieu en 1936 ; Buchenwald fut créé en 1937... Puis ce furent Mauthausen en 1938, Ravensbriick en 1939, le Struthof, Auschwitz en 1940... et combien d'autres !

Les nouveaux maîtres de l'Allemagne voulaient ainsi éliminer tous ceux qui les gênaient, soit parce qu'ils s'opposaient à leur politique ou à leur idéologie (communistes, sociaux-démocrates, chrétiens protestants ou catholiques), soit parce qu'ils appartenaient à des races considérées comme inférieures. Le racisme (et plus particulièrement l'antisémitisme) était, en effet, bien qu'il n'en fût pas l'inventeur, une des théories fondamentales du nazisme ; tous ceux qui n'étaient pas « aryens » devaient être éliminés systématiquement.

Les condamnés de droit commun étaient aussi envoyés dans des camps de concentration.

La répartition des camps

Les camps, qu'il serait trop long d'énumérer, sont dispersés dans toute l'Europe. Les emplacements ont été choisis de préférence dans les régions au climat très rude et aux conditions de vie difficile (le Struthof au sommet des Vosges, Birkenau au milieu des marais, Buchenwald sur un plateau exposé à tous les vents, Dora dans la montagne du Harz).

Il y a des camps ou des commandos d'extermination (le Struthof, Maïdanek. Birkenau, le château d'Harheim) ; le camp d'Auschwitz-Birkenau est « réservé » aux israélites ; celui de Ravensbruck aux femmes. Les prêtres furent rassemblés à Dachau à partir de 1944.

L'acheminement vers les camps

Les déportés transportés dans des wagons à bestiaux du modèle « Hommes 40 » étaient entassés à 100 ou à 120. Les trains étaient étroitement gardés. Alors commençait un infernal voyage, qui durait souvent plusieurs jours : sans manger, sans boire, debout ou couchés dans les ordures, attendant parfois des heures en plein soleil, sur les voies de garage, le passage des convois de troupes ou de matériel, retardés par les bombardements.

Quand ils arrivaient à destination, accueillis par des cris et des coups, ils s'écroulaient sur les quais. Mais beaucoup étaient déjà morts ou avaient perdu la raison. Certains camps possédaient leur gare. Pour parvenir à d'autres, il fallait marcher sous le soleil, dans la poussière, dans la boue ou dans la neige glacée. Les S.S. frappaient et les chiens mordaient... Les arrivées nocturnes étaient particulièrement spectaculaires, car les nazis aimaient la mise en scène.

Un camp comprenait un ensemble de baraques ou « bloks ». Certains étaient de dimensions relativement réduites ; d'autres formaient d'immenses cités qui pouvaient contenir jusqu'à 40 000 détenus. Sur la place d'appel ou « Appelplatz » avaient lieu les rassemblements, les punitions et les exécutions publiques. Un ou plusieurs réseaux de barbelés électrifiés faisaient une barrière infranchissable. De place en place des « miradors » sur lesquels veillaient des sentinelles qui tiraient sans sommation, souvent par simple jeu. A côté du camp, la villa du commandant, son jardin, sa piscine, les habitations des gardiens. Parfois, dans le camp ou à côté, des bâtiments aux destinations particulières : la prison, la chambre à gaz, le four crématoire.

L'organisation

L'organisation était méticuleuse. A son arrivée, le déporté était enregistré, immatriculé (à Auschwitz, le numéro-matricule était tatoué sur l'avant-bras), douché, rasé, habillé de cet étrange vêtement aux rayures bleues, semblable à un pyjama, et envoyé au blok de quarantaine qui allait l'initier à la vie du camp.

Il faisait connaissance avec le monde de la déportation, dont la population était répartie en catégories que distinguait un triangle de couleur, cousu sur la poitrine : rouge pour les « politiques » (déportés de la résistance, otages, raflés), vert pour les criminels de droit commun, violet pour les objecteurs de conscience, etc. Une lettre indiquait la nationalité.

Les déportés français portant le triangle rouge des politiques marqués d'un F, étaient d'origines diverses : résistants actifs, arrêtés pour « crime » de résistance (gaullistes, communistes, etc.), suspects, arrêtés sur simple présomption, otages, raflés au hasard ou populations de villages entiers arrêtées en représailles d'attentats ; israélites de nationalité française, apatrides, ou ressortissants d'Allemagne ou de pays d'Europe centrale, réfugiés en France depuis le début de la guerre et systématiquement pourchassés.

Les S.S. étaient les maîtres, mais déléguaient une partie de leur pouvoir et de leur travail à des déportés presque toujours de droit commun, appelés « kapos », qui faisaient régner la discipline et la terreur. Les « politiques » arrivèrent parfois à supplanter les « verts » et à obtenir certaines responsabilités, à la satisfaction de leurs camarades.

La journée commençait de bonne heure. En pleine nuit, le réveil chassait brutalement les déportés d'un sommeil toujours trop court et souvent impossible, car ils dormaient à deux ou trois dans des lits étroits. Ils se lavaient où ils pouvaient ; ils absorbaient le breuvage baptisé « café » et ils allaient à l'appel qui durait parfois des heures.

Puis c'était le départ pour le travail : extraction et charroi de pierres, extraction de sel, construction de routes ou de voies ferrées, aménagement d'usines (usine souterraine de Dora), travail dans les usines d'armement ou de produits chimiques. Les femmes étaient astreintes aux mêmes travaux que les hommes.

Malgré la sévère surveillance, les tentatives de sabotage étaient fréquentes. Combien de machines s'arrêtèrent subitement de manière... inexplicable ; combien de pièces d'armement furent livrées avec des « malfaçons ». C'était encore entre les mains des ennemis, et sous leurs yeux, des actes de résistance, immédiatement punis de mort, s'ils étaient découverts.

Toujours la mort. Il n'y avait pas que la mort brutale pour éliminer tous ces « indésirables ». Beaucoup tombaient au travail : combien de déportés sont morts en construisant la route qui mène au Struthof et que suivent maintenant les touristes insouciants ; combien dans le tunnel de Dora (où certains sont restés plus de six mois sans revoir la lumière du jour) ; combien dans les mines de sel de Neu-Strassfurt ou dans l'escalier de la carrière de Mauthausen ?

La sous-alimentation, la soif, le froid, les maladies, tuaient de nombreux déportés. Les longs appels dans les matins glacials ont été fatals à beaucoup. Souvent, ils se réveillaient auprès de cadavres de camarades qui s'étaient éteints pendant la nuit. En 1945, la surpopulation des camps provoqua de terribles épidémies de typhus.

Certains, découragés, se laissaient tout à coup aller, car, pour « tenir », il fallait un effort continuel de volonté... Alors, ils tombaient et ne se relevaient plus. D'autres allaient délibérément au-devant du suicide : ils se précipitaient vers les fils électrifiés qui les électrocutaient si les sentinelles ne les avaient pas arrêtés auparavant d'une rafale.

Les déportés ne servaient pas seulement le Grand Reich par leur travail : les habits et les chaussures étaient soigneusement « récupérés ». Les cheveux des femmes, tondues à ras comme les hommes, servaient à faire des tissus. Après la mort, des « dentistes » arrachaient les dents en or et les appareils de prothèse. A Buchenwald, on transformait les peaux tatouées en abat-jour ou en reliures. On employait les cendres comme engrais.

A 20 ans, mourir pour la liberté

Louis Sabatié
24 août 1924 -17février 1944

17 février 1944, 17 heures. Des pas dans le couloir. Le lourd portail de la cellule qui s'ouvre. Une voix : « Sabatié Louis, suis-nous ! » Le jeune homme, chancelant, se lève. Deux hommes l'entraînent. Un escalier, trois marches. On tourne à gauche. Une galerie. Une porte qu'on pousse : le bureau du directeur de la prison Saint-Michel à Toulouse. La Cour martiale, présidée par le procureur général Berthier, assisté de deux assesseurs en civil, statue. Le directeur de la prison assiste à la séance, muet. A l'extrémité du bureau, un homme inscrit les débats : probablement un greffier.

Qui sont et comment fonctionnent ces cours martiales ?

Au début de janvier 1944, Laval confie la police à Darnand et institue, le 20, les cours martiales.

La loi du 20 janvier 1944 prévoit que ces juridictions seront créées par le « secrétaire général au maintien de l'ordre ». Darnand désigne librement les trois membres qui les composent.

Au terme de l'article 2 de cette loi : « Sont déférés aux cours martiales, les individus arrêtés en flagrant délit d'assassinat ou de meurtre, de tentative d'assassinat ou de meurtre... commis pour favoriser une activité terroriste. » L'article 5 ajoute : « Si la Cour martiale constate que les conditions prévues par l'article 2 de la présente loi sont réalisées, et que la culpabilité est nettement établie, les coupables sont immédiatement passés par les armes. »

Sans doute la sinistre besogne de ces juridictions d'exception était-elle facile à prévoir. Mais, du moins, imaginait-on qu'elle s'accomplirait avec un minimum de discrimination, que, conformément à la loi, seuls lui seraient déférés les patriotes qui seraient capturés les armes à la main, que les accusés seraient, sinon défendus, du moins entendus, qu'enfin, ses membres seraient des magistrats ou des fonctionnaires qui, bien que choisis pour leur cruauté ou leur servilité, observeraient les apparences de la légalité.

En fait, les cours martiales sont composées d'hommes de la milice. Ils sont porteurs d'ordres de mission, laissant leur nom en blanc. Les préfets sont requis de les introduire auprès des directeurs de prisons, qui doivent leur remettre la liste des détenus. Les tueurs anonymes choisissent alors leurs victimes au hasard des dossiers ou de leur humeur.

Ayant constitué leur charrette, ils font procéder immédiatement à l'exécution. Parfois, celle-ci est précédée d'un simulacre d'audience dans une salle de prison. Il n'est évidemment pas question d'instruction, ni de défense, ni de respect d'une quelconque forme légale.

C'est ainsi que, le 9 février, à Toulouse, trois individus composant la Cour martiale, descendirent à l'hôtel Fagès. Le lendemain, ils se présentèrent chez le nouveau préfet, Sedon, qui, au vu de leur ordre de mission, les introduisit à la prison Saint-Michel.

L'interrogatoire de la Cour est tout à fait rapide : « Tu t'appelles bien Sabatié Louis ? Tu es bien né le 24 août 1924 à Moissac ? Tu habites bien à Montauban-Villebourbon ? Tu reconnais avoir assassiné un agent en service. »

Soixante-dix secondes, moins de deux minutes entre ciel et terre. Rupture : jugement bref et définitif, verdict impitoyable. Condamné à mort.

Louis Sabatié est ramené en cellule. Il lui reste peu de temps. Le temps cependant d'écrire deux lettres exceptionnelles, lettres des derniers instants, adressées à sa fiancée Yvette et à ses parents.

Il faut lire ces lettres, empreintes de l'idéal qu'on a à 20 ans.

A Yvette : « *Dis à tous les amis que je suis mort fier et heureux pour la victoire et pour la libération de l'humanité.* »

Yvette adorée,

La fatalité n'a pas voulu que nous soyons heureux ensemble.

En effet, dans un quart d'heure environ, je serai mort : je viens d'entendre la sentence.

Pauvre chérie, te souviens-tu de tous nos projets, de nos élans, de nos ravissants instants de bonheur seul à seul ?

Enfin ! Il faut savoir mourir dignement pour son idéal. Dis à tous les amis que je suis mort fier et heureux pour la victoire et pour la libération de l'humanité.

Sois courageuse dans ton malheur, unis tes souffrances à celles de mes parents. Pleurez-moi tous ensemble.

Il ne me reste plus que quelques secondes. Adieu à Mlle Yvette, à ta tante, à Mme Élise, à ce cher « moustic » et à tous les autres.

Je meurs la tête haute mais je veux que tu vives.

Adieu.

LOULOU

Maman adorée, très cher papa, très chère Linette,

Dans une demi-heure, je serai mort. On vient de me lire la sentence.

Sachez que je meurs fièrement, sans trembler. Je regrette d'avoir tué ce pauvre agent mais c'est la fatalité. Chère maman, sache que, à quelques instants de la mort, je suis ton digne fils qui t'adore et qui te supplie de lui pardonner toutes les souffrances qu'il t'a fait endurer dans sa courte vie. Pardonne-moi, je t'en supplie.

Cher papa, au nom de ton héroïsme lors de la dernière guerre, j'implore aussi ton pardon.

J'ai cru et je crois encore avoir fait mon devoir. Il est bien pénible, chère Linette, excuse-moi si je te procure des ennuis. Un jour prochain, ils te seront excusés.

Cher papa, chère Linette, je compte sur vous pour réconforter maman. Aimez-la toujours davantage car elle a toutes les vertus et que ma mort va, j'en suis sûr, lui être presque fatale : surveillez-la bien et aimez-la toujours autant que je l'aime quelques instants avant ma mort.

Pensez tous souvent à moi car j'ai su mourir dignement, fier de mon idéal. La grande révolution chrétienne a eu ses martyrs, la grande révolution actuelle a aussi besoin des siens. Qu'est-ce que la vie d'un homme en comparaison du bonheur de l'humanité ?
Adieu parents adorés, je meurs content et fier, sans pleurer, sans gémir, car je vais retrouver les héros innombrables de la Libération.

Chère maman, comme je te le demande sur ma lettre écrite de Montauban, adopte Yvette comme ta fille et vivez ensemble en me pleurant. Mais je t'en supplie, vis, je le veux.

Adieu, nous nous retrouverons un jour heureux.

Je t'adore et je meurs la tête haute, comme un humble artisan de la Libération.

LOUIS

A ses parents : « *Qu'est-ce que la vie d'un homme en comparaison du bonheur de l'humanité ?.... Je meurs la tête haute comme un humble artisan de la Libération.* »

Le lieu de l'exécution était le chemin de ronde. Des piquets fichés en terre, une sorte de palissade dressée derrière. A 17 h 22, ce 17 février 1944, Louis Sabatié tombe devant un peloton d'exécution français, en présence du procureur général Berthier. A-t-il crié « Vive la France ! », comme d'autres avant et après lui ? Nul ne sait. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il est mort en héros.

Héros il fut, dont témoigne la plaque commémorative érigée sur la grille de la cour du collège Jean-Jaurès à Villebourbon :

« Ici, vécut le capitaine F.F.I. Louis Sabatié,
Chevalier de la Légion d'honneur.
Fusillé par la milice le 17 février 1944.
1924- 1944»

A l'origine, cette plaque était apposée sur la façade d'un bâtiment de briques, aujourd'hui démoli, du groupe scolaire Ferdinand-Buisson, regroupant une école primaire de garçons et une autre de filles, celle-ci dirigée par Mme Sabatié, la mère de Louis, qui occupait, au premier étage, un logement de fonction.

A 19 ans, Louis Sabatié, « à la silhouette svelte et sportive, telle que la restitue une photo de cette période, manifeste un caractère audacieux, courageux, téméraire même. D'excellente éducation et nanti d'une solide instruction, c'est un jeune homme épris de justice et de liberté, nourri de l'idéal laïque et républicain de ses parents. »

Entré en classe de sixième en octobre 1935 au lycée Ingres, lycée de garçons à cette époque, Louis Sabatié suit une scolarité normale consacrée à l'étude, au sport (il était un bon joueur de rugby dans l'équipe junior de l'U.S.M.), aux loisirs. Brutalement, fin 1940, tout change : l'occupation, les restrictions, l'ordre nouveau. La cour du lycée devient vite un centre de réflexions, de discussions. A 16 ans, avec plusieurs camarades de classe : Bernard Piquemal, Charles Couchet, Maurice Oustrières, Jean-Pierre Delort, Pierre Blanc, Robert Cassagneau, René Coural, Jean Fonvieille, Jean Lacaze, Ernest Bonnet..., Louis Sabatié devient le cœur d'un noyau d'action décidé à lutter contre le pouvoir de la collaboration.

Bernard Piquemal se souvient : « Ah ! Ces manifestations à la gloire de Pétain que nous étions obligés de subir dans la cour dite d'honneur, du lycée. Des professeurs nous paraissaient plus respectables et peu enclins à nous entraîner dans les voies de la collaboration. Notre maître à penser, c'était M. Planet, professeur de philosophie. Quel géant celui-là ! Il était notre modèle : sa dignité, sa grande classe et ses attitudes silencieuses, tout respirait en lui le réfractaire. Dès son arrivée, il catalyse un noyau de lycéens résistants. Malgré la note de service nous enjoignant d'être, à l'heure indiquée, dans la cour d'honneur pour entendre le discours de Pétain, la classe de philosophie ne s'y rendait pas. Alors, le proviseur de l'époque ouvrait la porte et nous expédiait dans la cour, pendant que M. Planet, à son bureau, l'air détaché, allumait la cigarette de la détente. »

Louis Sabatié passe en 1942 le baccalauréat Math-Elem. avec mention, puis, inscrit au lycée Pierre-de-Fermat, à Toulouse, il y suit les cours de la classe préparatoire au concours des Hautes Etudes commerciales. Pendant cette période, il est surveillant au lycée Ingres, ce qui lui permet de continuer son action de résistance à Montauban.

Faisant preuve d'esprit d'initiative et d'organisation, il crée la P.A.N. (Phalange anti-nazi) avec quelques camarades. Si le noyau de la P.A.N. est constitué par les élèves du lycée, il est grossi par des jeunes gens de professions diverses et de toutes opinions. Et ce furent éditions et distributions de tracts clandestins, dont une feuille baptisée *L'Etincelle,* que Maurice Raynal, en liaison avec de jeunes étudiants, imprime sur la ronéo de la préfecture. Dans le numéro 1, daté de septembre 1943, on peut lire : « Son seul rôle est de servir de trait d'union entre tous les jeunes Français, sans distinction d'opinion ni de croyance... en les appelant à s'unir en vue du grand combat pour la libération de la patrie ». Mais aussi, fabrication de fausses cartes d'identité pour ceux qui, pour une raison sociale ou politique, sont recherchés par la police.

Les tracts anti-nazis et anti-vichystes fleurissent sur les portes des classes, sur les panneaux d'affichage du lycée Ingres, pour déborder bientôt dans la ville. Tel ce tract trouvé dans le parc du lycée le 23 décembre 1943.

> *Monsieur Pétain est-il donc si vieux qu'il ait oublié les articles du règlement militaire ?*
>
> *Nous lui rappelons que ce règlement prescrit :*
>
> *Toute tentative de la part de l'ennemi pour engager des conversations doit être accueillie à coups de fusil.*
>
> *Tout militaire qui aura entretenu des relations avec l'ennemi sera considéré comme traître et exécuté.*
>
> *Les Allemands ont supprimé V armée française, ils n' ont pas supprimé son règlement.*
>
> *Allons ! Le grand soldat, soyez discipliné. Faites appliquer le règlement !*

Le 11 novembre 1942, c'est l'occupation de la zone libre : Les Allemands entrent à Montauban. Alors, Louis Sabatié et ses camarades comprennent qu'il faut se battre. L'armée secrète s'organise. Il en fait partie comme agent de liaison. Mais après un contact infructueux avec Léo Hamon de *Combat,* qu'il a rencontré chez Raymond Tournou en janvier 1943, Louis Sabatié s'engage dans les rangs des F.T.P.F. avec ses camarades de la P.A.N.

Au début de l'été, Louis part trois mois en Corrèze, rejoindre son père, responsable d'un maquis de la région de Tulle. Tous deux participent à plusieurs actions.

A l'automne 1943, avec la rentrée scolaire, Louis Sabatié est de retour à Montauban. Il y continuera le combat. En décembre, attentat contre l'office de placement allemand : tout est prévu pour 18 heures. Mais il y a encore des promeneurs et un agent est de garde devant l'immeuble, au coin de la rue de la République. Il faut attendre pour ne pas faire de victimes innocentes. Puis à 18 h 30, Louis Sabatié et Maurice Oustrières s'approchent. L'un accroche solidement une bombe à la poignée de la porte, l'autre frotte la mèche. Tous deux s'enfuient sur leur bicyclette, par la rue du Greffe, la rue Michelet, la rue Saint-Louis. Alors qu'ils arrivent rue Bessières, la bombe éclate.

Le 2 février 1944, il fait sauter en début de soirée la vitrine d'un pharmacien, chef de la milice, puis se dirige à bicyclette vers la place Lalaque. Ce mercredi, la soldatenheim (le foyer du soldat), à l'angle de la rue Ferdinand-Buisson, est truffée d'officiers supérieurs de la Wehrmacht. Depuis longtemps, il en médite l'attaque. Or, l'agent de police François Bouyssou est de garde, ce soir-là, dans le quartier. Il juge ce cycliste suspect et le coince au coin du cinéma Rex, à l'angle de la rue Jean-Jaurès. Louis porte des grenades anglaises quadrillées et un pistolet. Sachant ce qui l'attendait en cas d'arrestation, il n'hésite pas à tirer en visant aux jambes. Mais l'agent Bouyssou est mortellement blessé au bas-ventre. Avant de mourir, ce dernier peut donner l'identité de Louis Sabatié. Faisant partie d'une même association sportive, ce policier aurait désigné du doigt, sur une photographie d'équipe, le visage de celui qui avait tiré.

Le lendemain 3 février, Louis accompagne les élèves aux obsèques de M. Dulaut, ancien professeur du lycée. Au retour, il assure la surveillance de l'étude. Déjà des policiers sont venus le demander, mais personne ne s'est avisé de l'avertir. En fin de matinée, il est arrêté dans la salle d'étude, alors qu'il tente de sauter par une fenêtre. Conduit au commissariat de police, puis à la prison de Beausoleil, il y est sauvagement frappé.

Sa mère et sa sœur sont plusieurs fois interrogées durement. On perquisitionne à l'école de Villebourbon, où l'on aurait retrouvé le revolver de Louis caché dans un cabinet désaffecté.

Pour sauver Louis, on tente de faire passer l'affaire en Cour d'assises, comme un délit de droit commun. Mais la loi du 20 janvier 1944 dessaisit les juges des affaires relatives à la Résistance pour les confier à des cours martiales.

Tout est dit. Louis Sabatié, héros et martyr, aura donné ses 20 ans, pour que d'autres jeunes de 20 ans puissent vivre dans un pays épris de justice et de liberté.

Joueur de l'U.S.M. Cette photo a été prise à Toulouse, aux Ponts-Jumeaux, en janvier 1942, à l'entrée des vestiaires sous les tribunes, avant un match honorable contre le Stade Toulousain. On reconnaît sur le cliché, debout, de gauche à droite : Guy Busquet, Lambert, Maurice Mességué, dont on connaît l'extraordinaire carrière à Fleurance ; Aimé Etienne, Jacques Méric, Georges Bénard, Louis Sabatié, Claude Raglia, et, assis de gauche à droite : Roger Debayle, Adrien Andrieux, André Denat, Pierre Dutilleux, Raymond Fourniols, Pierre Blanc, Pierre Coulonges, Maurice Augé, Jean Étienne.

Le poids abject de la délation

23 juin 1944 (Saint-Sixte, Caudecoste, Dunes)

Entre les 15 et 20 juin 1944, un cahier dénonciateur est déposé à la kommandantur allemande S.S. division « Das Reich » de Valence-d'Agen. Ce cahier va servir de base à l'atroce expédition des S.S. cantonnés à Valence-d'Agen, sur trois communes : Saint-Sixte, Caudecoste et Dunes.

Que lit-on sur ce cahier de 15 pages ?

Maison par maison, les habitants des villages de Dunes et de Sistels sont dénoncés, pour la plupart, comme terroristes et communistes. Us sont classés en « terroristes ville » et « terroristes campagne » : 46 dénonciations à Dunes, 13 à Sistels. Le cahier se termine par la « liste de ceux qui sont pour les Allemands » : 5 noms seulement, et ces mots :

«… Les autres, je ne les connais pas, mais je sais qu'il n'y en a pas beaucoup à Dunes... »

« Liste de ceux qui sont pour les allemands

M. ...fils prisonnier en Allemagne, beau-frère de mon mari

C..., Maire

B..., le curé

B..., cultivateur

S..., cultivateur

et les autres, je ne les connais pas, mais je sais qu'il n'y en a pas beaucoup à Dunes, ont préféré écouter radio Londres ou Washington, ces bons amis anglais qui leur bourrent le crâne pour faire des bandits au lieu de rester calmes

et disciplinés comme recommande notre miséricorde. Ils préfèrent dire « On les aura tous ces sales boches » et aller avec les anglais qu'ils leur portent le bien-être qu'ils espèrent tant.

Mais je ne vois pas beaucoup cela. Plutôt la misère, la ruine et la mort.

Les gens de Dunes et Sistels vous font bonne mine par devant et par derrière, ils vous feraient pendre. Il leur faudrait les allemands pour les calmer, s'est dans ses petits pays qu'il y a la panique parce qu'ils ont personnes pour les garder. C'est pour cela que nous sommes mal vu les italiens, et surtout parce que mon mari n'est pas partit à la guerre. Ils sont jaloux qu'il soit a la maison et d'accord avec les officiers allemands qui sont partis maintenir l'ordre. C' est pour ça qu' ils vont faire des misères Dimanche.

Il faut que vous alliez arrêter ce peuple autrement c' est toujours a recommencer, mais pas un mot à personne de moi parce que je crois qu'il m'en voudrait, mais je compte sur vous.

En dernière minute, apprendre que Flamarens, Miradoux, Lectoure, Mansonville, se préparent terroristes aussi, pas un instant a perdre parce que ceux qui sont partis de Sistels (des bois) et qui sont a la maison, vont sans doute reprendre aussi. Avoir appris aussi que mon mari, reste caché encore parce qu'ils le prendrait vu ce qui se présente.

J'espère bien qu'on pourra les calmer parce qu'ils ne sont pas bien armés. »

Il y a donc eu dénonciation. Un rapport de gendarmerie d'ailleurs en atteste : « Le bourg de Dunes était fréquenté depuis le 8 juin par des individus communistes constitués en maquis, ayant leur refuge dans les bois environnants. Certains de ceux-ci étaient des habitants de Dunes. Une distribution d'armes automatiques avait été faite le 10 juin dans le bourg même. »

En effet un double parachutage d'armes avait été effectué début juin : 2 Halifax avaient largué leur précieuse cargaison sur les pentes caillouteuses en bordure de PArrats, terrain homologué de Sistels. Prévenus par le message « C'est un aboyeur enragé », les différents groupes de réception venus de Dunes, Sistels, Lamagistère et Valence-d'Agen, avaient recueilli une bonne vingtaine de containers destinés à la 13° compagnie A.S., sous la direction d'Antonin Ver (Nito), André Merle (l'Oiseau), Pierre Demathieu, Robert Gayral...

Le 23 juin 1944, au lever du jour, une unité d'environ 200 S.S. de la division « Das Reich », cantonnée à Valence-d'Agen, franchit la Garonne à Lamagistère et se dirige vers Saint-Sixte. Cette unité est la compagnie S.S. n° 29955 commandée par le capitaine Hermann et le lieutenant Eric Dwuret. Elle arrive à Saint-Sixte, bourg voisin de Saint-Nicolas-de-la-Balerme, vers 5 heures. L'aurore se précise à peine. Rien ne trouble la quiétude de ce pays riche, fertile, aux laborieux habitants. Dès leur arrivée dans le village, les Allemands sectionnent la ligne téléphonique desservant la localité. Ils progressent prudemment dans le bourg endormi. A l'entrée d'un chemin de terre, près du village, dorment dans leurs roulottes, deux tribus de forains. Les chevaux et les mulets paissent en liberté. Le feu de campement, allumé la veille, fume encore.

Soudain, dans le vacarme des injonctions « Raus ! raus ! », 17 personnes, hommes, femmes, enfants sont jetés dehors de leurs voitures. Puis c'est la fouille des véhicules dans le désordre et la brutalité. Ces forains ont un stand de tir utilisant des carabines à bouchon et à air comprimé, qu'ils installent de foire en foire. Mais malheur à eux ! Les S.S. feignent de voir dans ces carabines, des armes, un arsenal !

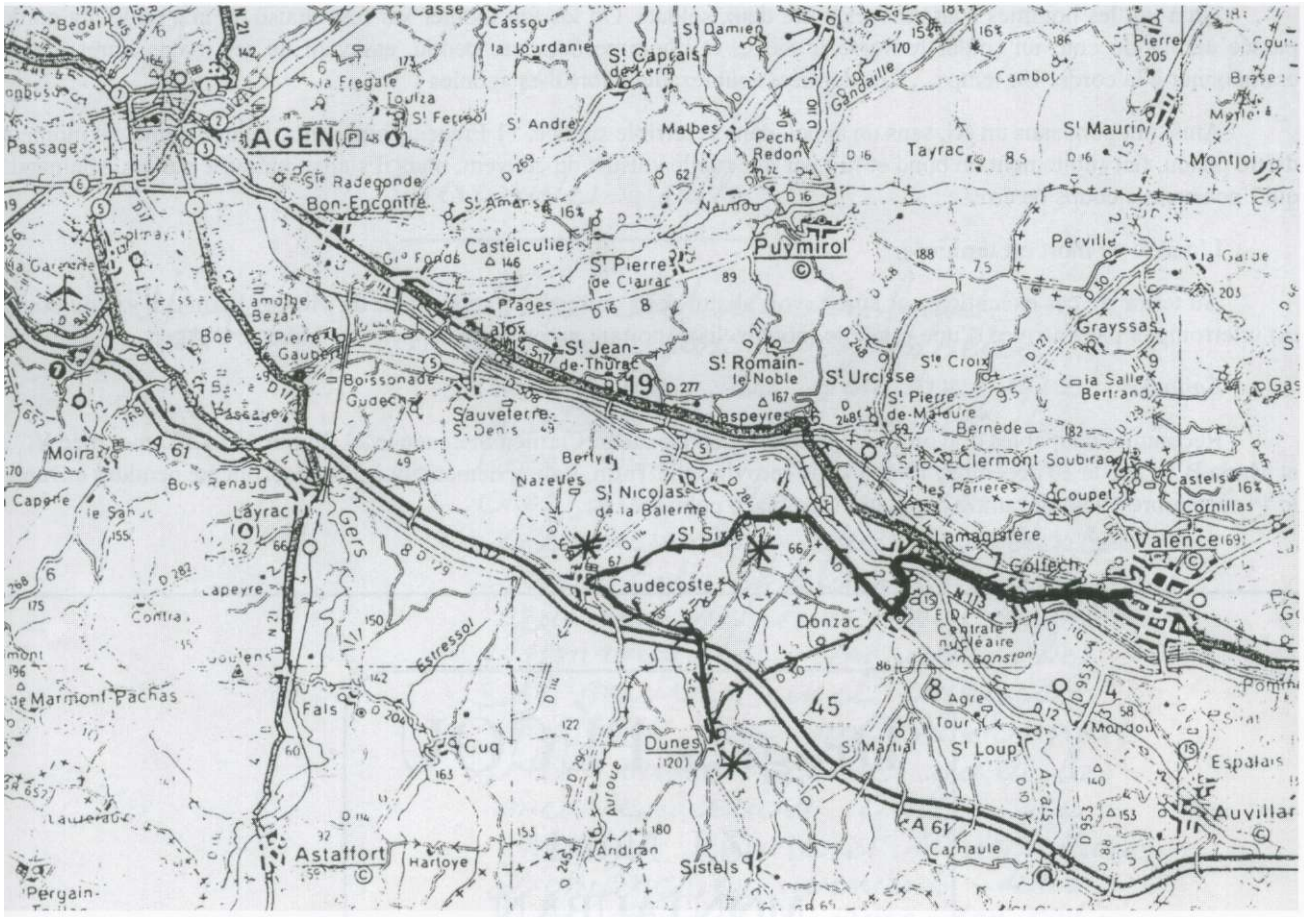
« Terroristes ! Terroristes ! » hurlent-ils. Aussitôt, les hommes, frappés à coup de crosse, sont placés en file, bras levés. Les femmes suivent, portant les enfants en bas âge. Lamentable cortège. Bousculés par les Allemands, tous sont amenés dans la prairie voisine, placés en demi-cercle, sommés à se coucher.

Et l'horrible carnage commence. Avec une rage folle, les Allemands s'acharnent à la mitraillette sur leurs victimes, broyant les chairs, déchiquetant les corps. 2 hommes, 6 femmes, 6 enfants sont abattus en quelques secondes. 3 blessés n'ont dû leur salut qu'en simulant la mort.

Puis les S.S. regagnent leurs camions et s'éloignent vers Caudecoste.

Caudecoste est un petit village de quelques centaines d'habitants, situé sur la rive gauche de la Garonne. Pays agricole, riche, dans une plaine fertile, où l'existence est facile et aisée.

Ce 23 juin, dès 6 heures, les Allemands cernent le village dans le brouillard du petit matin. Un habitant, pris de peur, qui s'enfuyait à travers champs, est abattu. Puis, les S.S. perquisitionnent maison par maison, et commencent arrestations et pillage. Un ouvrier agricole, homme simple, auquel la peur enlève tous ses moyens, est arrêté et interpellé par un sous-officier : « Terroristes ! » - « Terroristes ? », « Oui, je travaille la terre. » répond-il. Effroyable confusion. Le malheureux venait de signer sa propre condamnation à mort. Dès sa réponse, les soldats le placent devant le mur d'une maison, bras levés. Ils apportent une corde qu'ils attachent à une treille de chasselas. Pour passer la corde autour de la tête de l'infortuné, un soldat lui assène, sous le menton, un formidable coup de poing pour lui remonter la mâchoire.



Trajet de la colonne allemande le 23 juin 1944. Saint-Sixte - Caudecoste - Dunes.

Une chaise renversée ! Un corps qui se balance ! Des bras qui s'agitent !...

Jusqu'à leur départ de Caudecoste. tous les groupes d'Allemands qui passaient dans la rue, frappaient à grands coups de crosse le corps du supplicié, que le vent faisait tourner au bout de sa corde, en criant : « Exemple ! exemple ! ».

Ce n'est que le soir venu, très longtemps après le départ des soldats, que l'on osa descendre le cadavre.

Avant de quitter Caudecoste, les S.S. avaient mangé copieusement et bu force bouteilles. Aussi, c'est une troupe surexcitée qui prit la direction de Dunes, qu'elle atteignit en fin de matinée. Avec elle, elle emmenait deux otages : Le curé de Caudecoste et un réfugié.

Au flanc des premiers coteaux, bordant la vallée de la Garonne, large de 5 kilomètres en cet endroit, à proximité de Valence-d'Agen, le village de Dunes accroche ses maisons à la terre fertile, toute en champs cultivés et vergers. Les habitations sont groupées au bord de la route, rue principale de l'agglomération avec, au centre, la place du Marché. Pays agricole par excellence, calme, heureux et riche. Là, dans ce village, le 23 juin 1944, 300 habitants vivaient en paix, chacun, en cette matinée, vaquait à ses occupations.

Vers 11 heures, alors que le soleil est déjà haut dans le ciel, une colonne allemande de 200 hommes environ, arrive à pied, l'arme à la main, à travers champs, venant de Saint-Sixte et Caudecoste. Ces hommes traînent avec eux une pièce d'artillerie légère. Ils sont surexcités, crient fort et certains en français.

Parvenu sur la place centrale, l'officier qui commande l'unité, convoque M. Demanchy, secrétaire de mairie, et sous la menace de son revolver, lui ordonne de faire rassembler dans les dix minutes, tous les hommes de la commune, sous les arcades. Le garde champêtre, à grands roulements de tambour, parcourt les rues et donne avis à la population.

L'officier possède une liste dactylographiée de 42 noms. Les soldats font alors monter 70 hommes environ sous les arcades de la mairie. Ils les dépouillent de tout ce qu'ils ont sur eux. Pendant ce temps, d'autres pénètrent dans les maisons bordant la place et s'emparent de tous les accessoires nécessaires en prévision des exécutions par pendaison qu'ils ont décidées. Tables et chaises sont portées devant l'entrée de la poste, sous le balcon. Un vieux câble est découpé en plusieurs morceaux.

12 hommes sont appelés et mis à part, puis, le lugubre défilé commence.

Un à un, les hommes sont amenés entre deux soldats. On les fait monter sur une chaise ou une table. La corde passée autour du cou, un soldat renverse le siège, et l'homme demeure pendu, essayant de ses mains libres, de se cramponner à la corde. Un temps... Les derniers soubresauts : horribles agonies !

Ainsi ont péri, sans un cri, sans un appel, dans le terrible silence, 11 Français innocents. Le douzième, au moment d'être pendu, fait subitement un bond et fuit par une ruelle voisine du couvent, mais il s'abat, mitraillé par les Allemands qui l'achèvent à coups de crosse.

L'œuvre de mort est terminée.

Au terme de ces exécutions, et après avoir abattu deux autres habitants autour du village, la mise à sac du bourg est interrompue par l'arrivée d'une estafette motocycliste, portant un ordre de rappel vers Valence-d'Agen.

Epilogue

Reconnues coupables d'avoir établi le cahier dénonciateur, Carmen S…, née le 21 février 1914 à Dunes, née V..., et Maria B…, née le 20 décembre 1905 à Cirie (province de Turin, Italie), demeurant à Malause, ont été pendues à Dunes le 1er septembre 1944, devant la population, en place publique.

1

Dures

Terroristes ville

Mouquié

Elie chef de la bande ancien garde champêtre ainsi que sa femme qui participait au combat de son mari, dépot d'armes chez lui, contre les allemands, qui voulait avant'il pendant la guerre 40 tuer mon mari Communiste est allé chez le maire Canet avec son pistolet en main donnait des ordres ainsi qu'à la mairie aussi contre le maire encore et le secrétaire Demonchie venant sous la mairie avec son copain Laugenté de Candecoste.

2

mais le secrétaire n'a pas eu peur et a continuer son travail tout le temps. Il est allé aussi chez le curé Bozouls. A fait arrêter et fouillé par une jeune fille.

B

Jean garde champêtre Communiste ainsi que toute la famille contre les allemands.

Poujade Daniel,

parti avec sa femme et son petit destination inconnue, demander a Gaurand boucher chez qui la famille était installée

boucher dépot d'armes chez lui Communiste anglo saxon, qui ne trouvait pas de l'essence pour aller chercher la viande a Valence mais qu'il en trouvait pour se promener et faire le bandit avec sa compagnie ainsi que sa femme qui le lundi 7 juin

	faisait les signeuse dans
	dans la rue aux fameuse
	terroristes qui gardait la
	ville, pour arreter tous
Marcon	les hommes qui passaient.
	Louis Camionneur (Camion
té a la maison	rouge citerne transformable
	participait pareil avec
maison Dufour	ses Copains.
maison. Heurse	Louis forgeron .....
	Gaston forgeron Communiste
... Dubure	Contre les Allemands.
maison. Cassagne	Yron, maçon .....
	André Agriculteur Communiste
maison. Tomelé	ainsi que son père
	idem Communiste contre les
.... Tourné	Allemands qui gardaient
	André Agriculteur contre les
maison. Tourné	Allemands.
	Clovis Agriculteur contre les
maison. Pélerin	Allemands.
	André Agriculteur contre les
	Allemands.
4 Soubie	Alphonse mecanicien Communiste
	acharné toute la famille
15 ans) fils Soubie.	Contre les Allemands.
..... Youssoron	André coiffeur, anglo
	saxon contre les Allemand
	ainsi que sa femme qui
	se disputait avec moi
	au cinema quand elle
	voyait laval avec les
	Allemands.
..... Dousoul.	Emile Communiste contre
	les Allemands.
a la maison. Martin.	Gaston .... pris par
	les terroristes par force
	mal traité (.....
	brave type) Copain de
	mon mari.
a la maison. Couagon	Marcel caché pour ne
~~Coudern~~	pas partir avec ces
	bandits.
a la maison. Tourés	Valmi caché pour ne
	pas partir avec ces
	bandits.
a la maison. Balère	Jean. bistrot café .....

Terroriste Campagne

Belpech. Pierre · Communiste anglo-saxon un bandit de première catégorie, qui faisait que siffler au cinéma quand il voyait les Allemands le Maréchal Pétain. Laval et applaudir au bombardement des Anglais contre Berlin. voulait du mal a mon mari.

Amisse Louis (père) Communiste chef. Maquisard (beau frère du bandit Poujade) que son fils imitait ma fille de boche et de mercenaire.

Amisse Georges (fils) comme son père ainsi que sa mère.

Ouvrier) Amisse Communiste qui m'a arrêtée le dimanche 11. Juin

5/ Dubliés

Denise ..... Communiste contre les Allemands.

Lebail Yves ayant un frère dans la milice, pris par force par les bandits.

Roubelet François Camioneur de transport partit par force autrement.

Sirben Clovis chauffeur chez Roubelet partit par force contre son patron.

Tuffal Léo. Camioneur caché

A. Martin Franck Communiste acharné contre les Allemands.

Alary (Père) chef communiste emmené revenu contre les Allemands

Alary (fils) pareil que le père

Gonzalo Mario - - - - - - - contre les Allemands.

Bach . . . . Communiste contre les Allemands.

Doumergue Henri le copain du bandit Delpech qui lui aidait et siffles au cinéma contre les Allemands.

Dupouy André communiste acharné contre les Allemands notre voisin qui a été fort en colère quand il voyait arriver les Allemands chez nous.

ion. Dupouy Elie son frere pas comme lui

Seret Clerrs Communiste contre les Allemands.

8/ Bouges André le bandit de premier ordre celui qui m'a arrelée le dimanche 11 juin m'a demandé comme un policier d'ou sait que je venait qu'il avait ordre de m'arreter que je ne m'echappe pas parce qu'il me montrait son fusil un voleur de premiere.

Bouges Georges son frere pareil comme lui.

vaison Moreau Italien contre les Allemands courait qu'il n'y est plus de police dans les environs.

Martin Gérard . . . . . contre les Allemands.

Vidalot Fernand. contre les Allemands

2° Terroristes Sistels

Merle André Communiste chef de la bande arrêté tout le monde qui passait sur les routes.

Courtade Henri ..... qu'on est allé chercher chez M. Maynard ou il travaille maintenant a savoir tout le reste a interroger.

Capéran Lucien Communiste anglo. saxon.

Dastros Jean Communiste de premier ordre

Lacroix ..... Communiste contre les Allemands.

Daubas père et fils contre les Allemands.

Brunet ..... communiste contre les Allemands

Cosky Alain volontaire Italien

Cosky Marius volontaire Italien.

9 Oublié

Soullac ..... volontaire

Martin ..... volontaire

Aurensan libéraliste resté a son poste par leur commandement

Quercy Oval pris par force

11 Chambert. Albin maire de Sistels
un bandit de première
voulor et meme faire
la maison du mal aux Italiens et
mon mari surtout, pas
partit dans les bois mais
complice quand. meme.
Bezombe Gérard pris par les bandits
emmené dans les bois.
Bayrou Camille pris par les bandits
emmené dans les bois.
Beteille egalement et d'autres
personnes inconnues se
renseigner
Salignon. pris par les terroristes.

12

Ne pas oublier les sept gendarmes
de Valence d'Agen qui ne se sont
pas rendu à Castelsarrasin pour
se desarmer, et qui sont dans
les bois de Sistels avec d'autres
que je ne connais pas.

Syndicalisme chrétien et résistance

André Etcheverlepo
30 juin 1912 - 2 juin 1944

De la déclaration de guerre à l'armistice, la région Midi-Pyrénées ne fut touchée par les événements qu'à travers la mobilisation et l'afflux des réfugiés. La vie politique était en sommeil. Le parti communiste entrait dans la clandestinité. Au parti socialiste, les éléments les plus dynamiques étaient aux années. Les notables soutenaient le gouvernement Daladier.

La défaite de l'armée française stupéfia tout le monde. Le partage de la France en deux zones, la mise en sommeil de la IIIe République et de bon nombre de libertés, ne soulevèrent aucune opposition dans l'immédiat. Seuls, 80 parlementaires s'y opposèrent. 1,5 million de soldats étaient prisonniers, ce qui touchait de nombreuses familles qui mirent d'ailleurs un certain temps à être renseignées sur leur sort. Ceux qui avaient échappé à la captivité attendaient leur démobilisation. Les réfugiés cherchaient d'abord à s'installer. La vie sociale se trouva donc bouleversée comme au lendemain d'un cataclysme. La propagande officielle se voulait à la fois rassurante et culpabilisante. Et il est bien connu que l'appel du 18 juin passa inaperçu. Ce n'est qu'au bout de quelques semaines qu'un semblant de vie politique commença à renaître dans les milieux antifascistes. Les réfugiés cherchaient à contacter des gens qui, avant la débâcle, avaient les mêmes idées ou militaient dans les mêmes organisations qu'eux. Cela autant dans un but d'entraide que d'échanges d'opinions. Les démobilisés cherchaient à contacter leurs anciens camarades. Pour ces premiers contacts, il y avait des lieux de rencontre privilégiés. Outre les cafés de la place du Capitole et la Bourse du travail à Toulouse, la librairie de l'exilé italien Sylvio Trentin, rue du Languedoc, était un de ces lieux privilégiés.

Sylvio Trentin était venu en France, fuyant le fascisme, en 1926. Professeur de droit, il avait refusé de prêter le serment que le régime de Mussolini exigeait des membres de l'enseignement supérieur. De plus, il était député du parti socialiste au Parlement de Venise. A son arrivée en France, il avait ouvert une librairie à Toulouse. Déjà, avant-guerre, son activité antifasciste avait été importante. La librairie était devenue un des lieux de réunion de tous les antifascistes qui venaient chercher conseil auprès de lui. Son prestige, ses hautes qualités morales et intellectuelles en faisaient un conseiller très écouté. On respectait son courage. Son attitude et sa renommée en faisaient un suspect aux yeux du nouveau régime. De plus, il était une cible toute désignée pour ceux qu'il avait combattus et qui maintenant tenaient le haut du pavé.

Nombre de ceux qui l'avaient connu avant la guerre venait auprès de lui chercher conseil pour savoir ce qu'il fallait faire. De nombreux réfugiés, attirés par sa renommée, venaient aussi le consulter. Ainsi, tout naturellement, la librairie de Sylvio Trentin devint un des tout premiers foyers de la Résistance à Toulouse.

Dans les premiers temps, il ne s'agissait que de discussions ayant pour but d'analyser la situation. Contrairement à la zone nord, où la présence effective des troupes allemandes rendait évident ce qu'il y avait à faire, en zone libre la situation était moins claire et nécessitait quelques analyses. Le régime de Vichy se montrait rassurant et la nécessité d'une action clandestine ne semblait pas aussi évidente.

Mais la véritable nature du nouveau régime ne tarda pas à apparaître à ces militants déjà expérimentés. C'est au tout début de l'année 1941 que l'un des nouveaux et assidus visiteurs de la librairie de Sylvio Trentin, Léo Hamon, amena un représentant d'une des toutes premières organisations de résistance de la zone nord « Le groupe du Musée de l'Homme ». Il s'agissait de Boris Vild qui allait bientôt être arrêté et exécuté. Des contacts furent prévus afin d'assurer la diffusion du journal clandestin que le groupe s'apprêtait à publier. Ainsi se constitua à Toulouse une succursale de ce que l'on peut considérer comme ayant été le tout premier mouvement de résistance français. On y trouvait des intellectuels parisiens réfugiés, comme Jean Cassou et Georges Friedman, mais aussi de jeunes socialistes toulousains, très liés à Sylvio Trentin, comme Achille Auban et Paul Descours.

A la même époque (janvier 1941), Pierre Bertaux, le futur commissaire de la République, est de retour à Toulouse. Il vient reprendre son poste de professeur d'allemand à la faculté des lettres. Absent de Toulouse pendant le Front populaire, il connaît lui aussi la librairie de Sylvio Trentin, qu'il a déjà eu l'occasion de fréquenter. Son opinion est faite au sujet du régime de Vichy qui vient d'emprisonner Jean Zay et Pierre Viénot, qui, tous les deux, étaient partisans de la continuation de la lutte en Afrique du Nord. Il est décidé à agir. Chez Sylvio Trentin, il va trouver des gens qui partagent ses convictions. C'est avec eux qu'il va former ce que l'on appellera « Le Réseau Bertaux ».

Les effectifs de ce réseau ne furent jamais importants. Cela n'empêche pas ce groupe d'avoir une place particulière dans l'histoire de la Résistance dans le Sud-Ouest. En effet, ce fut le premier groupe de résistants de la région à entrer en contact avec des agents de la France libre et à organiser des parachutages. Cela lui permit de s'orienter davantage vers l'action que vers la propagande. Ce sont les rescapés de cette organisation qui, après son démantèlement, formeront le mouvement « Libérer et Fédérer ».

Outre Sylvio Trentin et Pierre Bertaux, parmi les autres membres du réseau, on trouvait :

• Jean Cassou, conservateur de musée, en retraite, très actif militant antifasciste (chargé de la propagande) ;

• Francesco Nitti, réfugié italien, qui avait combattu en Espagne dans les brigades internationales (chargé de l'action directe et des sabotages) ;

• Jean-Maurice Hermann, reporter au *Populaire,* spécialisé dans les enquêtes sur les ligues fascistes (chargé du recrutement et de l'organisation) ;

• Gaston Van Hove, syndicaliste chrétien, bientôt représentant du mouvement « Témoignage Chrétien » (chargé des renseignements). Il appartiendra plus tard à « Libérer et Fédérer » où il sera un chef de file de la composante chrétienne ;

• Joseph Marchetti et Pierre Rychesbusch, militants chrétiens ;

• Louis Vaquer, éditeur, officier de réserve (chargé de la formation militaire) ;

• Achille Auban et Clément Laurent, tous deux socialistes et amis de Sylvio Trentin.

Le réseau Bertaux ne compte qu'une quinzaine de membres au moment de sa création en mars 1941.

En juillet 1941, le réseau entre, de façon fortuite, en contact avec un agent de la France libre : Henri Labit (alias Leroy), parachuté près de Caen, en Normandie, dans la nuit du 8 au 9 juillet et qui allait rejoindre Londres en passant par l'Espagne.

La liaison avec Londres était établie. Henri Labit sera de nouveau parachuté en France dans la nuit du 10 au 11 septembre 1941 en compagnie d'un opérateur radio. Il rejoindra aussitôt Toulouse. Le groupe Bertaux, qui dispose maintenant d'une liaison régulière, va pouvoir réceptionner ses premiers parachutages.

Le premier a lieu dans la nuit du 13 au 14 octobre 1941. sur un terrain situé près de Fonsorbes, au lieu-dit « Lamartinette ». Il permet de recueillir 2 agents de la France libre et plusieurs containers renfermant des explosifs, du matériel de sabotage et des armes. Ce premier parachutage causera une grande émotion parmi les membres du réseau Bertaux.

Le second parachutage a lieu toujours au même endroit dans la nuit du 6 au 7 novembre 1941. Il permet d'accueillir Yvan Morandat, chargé d'une mission de contact avec les mouvements de la zone sud, et de recevoir du matériel et de l'argent.

Cependant, le réseau Bertaux ne pourra poursuivre bien longtemps son activité. Les parachutages ne sont pas passés inaperçus. C'est dans les derniers jours du mois de novembre 1941 qu'interviennent les premières arrestations de membres du réseau. Pierre Bertaux est arrêté le 11 décembre. Jean Cassou, Jean-Maurice Hermann, Francesco Nitti seront arrêtés à leur tour. Clément Laurent, lui aussi arrêté, sera relâché. Mais, avant d'être interpellé, il avait eu le temps de déménager, avec l'aide de Pierre Castaing et de Gaston Van Hove, les armes que Pierre Bertaux avait entreposées chez lui. Ces armes seront cachées dans un caveau du cimetière de Terre-Cabade. Elles seront plus tard utilisées par « Libérer et Fédérer ».

Le réseau Bertaux est démantelé. Les membres du réseau qui ont été arrêtés seront jugés le 24 juillet 1942 par une juridiction française et condamnés à des peines relativement légères. Libérés dans le courant 1943, tous reprendront du service dans la Résistance.

Pour les rescapés du réseau Bertaux, une nouvelle période de contacts et de discussions allait commencer. Pendant toute l'année 1941, la Résistance s'était développée en zone sud. Les deux mouvements qui allaient fonder *Combat ;* « Vérités » et « Libertés » publiaient déjà chacun un journal. La fusion aura lieu au début de 1942. Des contacts s'étaient établis entre le mouvement « Vérités » et le réseau Bertaux. Mais le démantèlement de ce dernier mettra fin aux rapports de celui-ci avec le mouvement « Vérités ».

Le mouvement « Libertés » avait été créé à Toulouse par le docteur Parent et par Léo Hamon. Le réseau Bertaux était en relation avec ce mouvement par l'intermédiaire de Gaston Van Hove.

C'est aussi fin 1941 qu'apparaissent à Toulouse le mouvement « Libération » et le mouvement « Franc-Tireur ».

Le début de l'année 1942 est une période de regroupement pour la Résistance. Pour les amis de Sylvio Trentin se pose alors le problème de savoir s'ils vont rejoindre une de ces grandes organisations nationales en cours de formation, ou s'ils vont tenter de s'organiser de façon autonome.

L'attitude de certains élus du parti socialiste, qui se sont ralliés sans problème au nouveau régime, fait qu'il n'y a plus rien de commun entre ces militants, pour qui la Résistance n'est que la continuation du combat engagé déjà avant-guerre, et ces élus, pour qui le seul souci est la conservation de leur place, même au prix des pires reniements. A leurs

yeux, des hommes placés à des postes de responsabilité et capables de tels reniements n'avaient plus rien de socialistes.

Au moment où les amis de Sylvio Trentin ont à se déterminer, il n'est pas encore question de reconstituer le parti socialiste. Sylvio Trentin encourage leur volonté de renouveau, qu'il souhaite voir aussi devenir une volonté de renouveau idéologique.

Mais si leur volonté de rénovation politique est l'une des causes de la fondation d'un mouvement autonome, elle n'est pas la seule. La tutelle de Londres était pour les futurs fondateurs de « Libérer et Fédérer » une condition inacceptable.

Toutes ces raisons rendaient difficile l'intégration des amis de Sylvio Trentin dans l'un des grands mouvements. Cela les confirma dans leurs intentions de se lancer dans l'aventure de la création d'un mouvement de résistance autonome. De plus, différents contacts leur avaient montré que de nombreuses personnes partageaient leurs opinions. En particulier parmi les anciens militants des Jeunesses socialistes, mais aussi parmi les militants chrétiens.

Parmi les anciens des Jeunesses socialistes, on trouve : Adolphe Coll, Maurice Fonvielle, Jean Monier, Pierre Castaing, des personnalités socialistes comme le professeur Camille Soula.

Parmi les militants chrétiens : Gaston Van Hove, le docteur Parent (avec l'accord du cardinal Saliège), Bornier.

Le programme du nouveau mouvement, élaboré par Sylvio Trentin. Gilbert Zacksas et Paul Descours sera diffusé sous forme de tracts, pour la première fois, le 14 juillet 1942, date symbolique. La dénomination de l'organisation « Libérer et Fédérer » est un résumé de ce programme.

C'est dans ce contexte qu'André Etcheverlepo, responsable du syndicat chrétien C.F.T.C. de la métallurgie, entra en contact avec le groupe Sylvio Trentin.

André Etcheverlepo, le type même du militant engagé, actif, dynamique, est né à Bayonne le 30 juin 1912. Marié, père de deux enfants, il est ouvrier ajusteur chez Latécoère à Toulouse. D'origine basque, il présente un physique de sportif, très brun, caractéristique. La droiture de son caractère lui faisait éliminer toute compromission. Ayant vécu les conquêtes sociales du Front populaire en 1936, il reste fidèle à son engagement syndical. Dès 1940, il souhaite « libérer le pays du régime nazi de Vichy pour que la classe ouvrière retrouve la liberté indispensable à sa montée vers plus de bien-être ». Ainsi, dès le début, il lutte contre la charte du travail imposée par Vichy, qui s'attaque aux syndicats et met en péril les libertés ouvrières.

Dans la Résistance, il est devenu « Rollin », un nom de la région qui sécurise. Il fait partie du premier groupe d'action directe de zone sud dans le réseau Bertaux. A partir de l'automne 1941, il adhère à « Libérer et Fédérer ».

En Tarn-et-Garonne, c'est fin septembre 1941 que Louis Cruvillier, cofondateur du *Témoignage Chrétien* clandestin, et le père Chaillet, pressentent Marie-Rose Gineste et M. Colombani pour assumer la fonction de responsables départementaux. Tous deux collaborent avec enthousiasme à la diffusion du *Témoignage Chrétien* jusqu'au 7 juillet 1942, date à laquelle ils subissent une perquisition domiciliaire. Par la suite, et jusqu'à la libération, seule Marie-Rose Gineste assurera la diffusion des Cahiers du *T.C.* et du Courrier du *T.C.* Le tout était déposé à son domicile par un agent de liaison envoyé par le responsable de Toulouse. Puis la distribution était réalisée le plus rapidement possible auprès des diffuseurs départementaux.

Peu de temps après avoir été contactée pour *Témoignage Chrétien,* Marie-Rose Gineste l'est à nouveau pour le mouvement «Libertés» par le docteur Parent de Toulouse. Fin 1941, les mouvements «Libertés» et «Vérités» fusionnent et le mouvement « Combat » naît de cette fusion. Marie-Rose Gineste devient alors responsable départemental de ce mouvement jusqu'à la création des M.U.R. (Mouvements unis de la Résistance) le 26 janvier 1943.

Comme pour *Témoignage Chrétien* et « Libertés », le but essentiel est la diffusion des journaux clandestins de «Combat». La première boîte aux lettres où étaient déposées les publications fut à la pharmacie Costes, grand'rue Villenouvelle à Montauban. A Toulouse, le point de contact était le bar des Glaces, rue Bayard.

Les réunions des responsables départementaux du mouvement « Combat » se tenaient généralement à Toulouse en des lieux différents : soit au numéro 1, place Saintes-Scarbes, soit dans la clinique du docteur Parent, soit chez le professeur Hauriou. rue Sainte-Anne. A ces réunions, assistaient parfois des responsables nationaux comme Léo Hamon et Henri Frenay.

Cependant, une rencontre des responsables départementaux se tint, en dehors de Toulouse, du 9 au 11 mai 1942, à Cathervielle, à 9 km de Luchon, dans une maison appartenant au docteur Parent. Marie-Rose Gineste et Jules Allamelle, secrétaire de l'Union départementale de la C.G.T., y participaient. Il y avait aussi Pierre Dumas, Gaston Van Hove et Charles d'Aragon.

Le 15 août 1942, une session de militants C.F.T.C. de la zone sud se tint dans la proche banlieue de Lyon, à La Rivette. Marie-Rose Gineste, André Etcheverlepo et Emmanuel Schirmer y représentaient la région Midi-Pyrénées. Il y eut une trentaine de participants dont François de Menthon, Georges Bidault, Marcel Poimbœuf. Tous, unanimes, en repartirent encore plus convaincus qu'ils devaient être présents dans la lutte pour libérer la France et recouvrer la liberté.

Fin 1943 - début 1944, plusieurs réunions des équipes chrétiennes engagées dans la Résistance se tinrent à Montauban avec Jacques Vanlaer (alias Michel), responsable à la J.E.C. de Toulouse. Ces réunions avaient pour but de voir et de déterminer quel était, en toutes choses, le devenir des chrétiens résistants. Dans l'équipe de Montauban, on trouvait Jean Labouisse, Berthe Delmas, Henri Cambon, Joseph Schaub, l'abbé Labordère...

Jacques Vanlaer avait des contacts fréquents avec les jeunes résistants. A Toulouse, dans une maison louée de La Roseraie, il réunissait des jeunes, la plupart jécistes ou jocistes, afin de les préparer à la guerre clandestine. Il leur apprenait aussi le maniement des armes. Début juin 1944, les Allemands, renseignés, firent irruption dans cette maison et arrêtèrent tous les occupants. Jacques Vanlaer, horriblement torturé, fut exécuté le 17 août, probablement à Buzet.

Après la réunion des militants C.F.T.C. à La Rivette, en août 1942, André Etcheverlepo avait accepté la responsabilité des parachutages en Tarn-et-Garonne, à cause de la présence amie que représentait Marie-Rose Gineste en ce département et de son engagement dans la Résistance. Ainsi venait-il souvent au secrétariat social de l'évêché où il demandait à Marie-Rose Gineste et Berthe Delmas l'écoute des messages radio pour les parachutages en Tarn-et-Garonne.

A la même époque se développait, parmi les cheminots, le mouvement « Résistance-Fer », dont le but essentiel était le sabotage des communications allemandes. « Libérer et Fédérer » et « Résistance-Fer » travaillèrent toujours en contacts étroits : Louis Dutilleux et Roland pour « Libérer et Fédérer », Louis Lassali et Louis Guicharnaud pour « Résistance-Fer ». André Etcheverlepo apportait les explosifs et les armes des parachutages.

A la fin mai 1944, il loge au premier étage d'une maison, place du théâtre, tout au début de la rue de la Comédie. Le 31 mai, alors qu'il est porteur de messages radio, il s'aperçoit qu'il est filé. Après un détour par la gare pour échapper à la surveillance, il arrive au secrétariat social, faubourg du Moustier ; Marie-Rose Gineste lui propose refuge chez elle. Mais il refuse, de peur de la compromettre.

Dans la nuit du 1er au 2 juin, il passe vers 23 heures par la ferme Noalhac, route de Nègrepelisse, chez la famille Marmiesse, et rentre chez lui, rue de la Comédie.

Dans un rapport de police du 2 juin, signé Sicard, on lit :

« Le 1er juin, des miliciens font irruption dans la chambre d'un individu dont l'identité est pour nous restée inconnue. Arrêté, celui-ci s'enfuit et, désarmé, pieds nus, vêtu seulement d'un pyjama, s'accroche les deux mains à un barreau du pont des Consuls, à plus de 15 mètres au-dessus du sol. Alors que les miliciens qui l'entouraient étaient au nombre d'une dizaine et que sa capture s'avérait certaine, l'un d'eux l'abat de plusieurs balles de revolver. Je sais qu'il a été découvert dans la chambre du mort un parachute de la R.A.F. qui indique d'une manière certaine qu'il s'agissait bien d'un militant actif de la Résistance. Mais outre l'intérêt qu'il y avait à le capturer vivant, il saute aux yeux que son exécution, si elle devait être ultérieurement jugée, ne devait pas révéler cette forme. Le brigadier Lebrun, de mon service, se rend sur les lieux avec quelques gendarmes. Il lui est ordonné, sous la menace des armes, de ne pas s'occuper de cette affaire. Par contre, les feld-gendarmes sont invités à se joindre aux miliciens. »

Atteint par 11 coups de revolver, le corps d'André Etcheverlepo gisait dans le passage de La Mandoune. La milice avait téléphoné à la police de venir récupérer un corps : « Il y a un macchabée sous le pont des Consuls. »

Marie-Rose Gineste fut avertie le 3 juin par M. Mallet, secrétaire du commissariat de police de Montauban, de la mort tragique d'André Etcheverlepo.

Le corps, criblé de balles, fut déposé à la morgue et photographié par un ami de l'Institut géographique de l'armée. Le 3 juin, il aboutit au cimetière, à la section HI, avec un numéro sur un piquet. Le concierge avait osé inscrire sur le registre d'entrée : « Abattu par la milice. ». Marie-Rose Gineste, conduite devant la tombe, fera au gardien la remarque : « Mais c'était un chrétien ! » ; alors celui-ci, saisissant une croix de fer abandonnée, la plantera sur la sépulture. Un prêtre résistant, l'abbé Labordère, bénira la tombe d'André Etcheverlepo. Le dimanche suivant, en revenant de Canals, Marie-Rose Gineste cueillera dans les champs des bleuets, des marguerites et des coquelicots, bouquet tricolore, qu'elle déposera sur la tombe.

Le samedi 4 novembre 1944, le corps d'André Etcheverlepo fut exhumé et transporté sur une prolonge d'artillerie dans la chapelle du grand séminaire pour une veillée funèbre solennelle où se relayèrent tout au long de la nuit les survivants des réseaux et les représentants des mouvements ouvriers.

A Toulouse, la cérémonie officielle à la cathédrale Saint-Etienne fut présidée par le cardinal Saliège, qui exalta l'esprit de sacrifice au service de la liberté.

Emmanuel Schirmer, de « Libérer et Fédérer », s'exprima au titre de l'amitié syndicale et résistante : « Le 2 juin 1944, la Résistance perdit un chef; le syndicalisme chrétien, un de ses plus ardents propagandistes... Son âme se révoltait, se cabrait sous le joug des consciences imposé par la servitude nazie... L'action menée par lui avait un but très précis : libérer le pays du régime nazi de Vichy, afin que la classe ouvrière ait accès à plus de progrès. Car André est, avant tout, un militant ouvrier. Président du syndicat chrétien de la métallurgie, il est le chef aimé de ses camarades et l'apôtre infatigable de la cause syndicale... Il propose et obtient une entente avec ses camarades de la C.G.T. pour lutter en commun contre la loi du 4 octobre 1941 qui institue le syndicat unique et obligatoire préconisé par la charte du travail... Mais cette résistance ouvrière serait vaine si elle ne s'accompagnait de l'action armée contre l'ennemi.

A 32 ans, André Etcheverlepo a donné sa vie pour la France et la liberté. Jamais, le sang des martyrs n'a coulé en vain. Son sacrifice n'a pas été inutile. Les vrais, les seuls vainqueurs, ce sont les affamés et assoiffés de justice et d'amour. C'est grâce à leur lutte implacable, menée dans l'épaisseur des ténèbres de la dictature nazie, que nous pouvons aujourd'hui contempler la splendide aurore du monde nouveau qu'ensemble nous avions juré de bâtir. »

Une plaque scellée à l'entrée du pont des Consuls porte ces simples mots :

Ici
André Etcheverlepo
militant de « Libérer et Fédérer »
a été lâchement assassiné par la milice
le 2 juin 1944

Les Brunis

17 juillet 1944

Pour le 14 juillet 1944, l'état-major F.F.I. a prescrit d'organiser défilé et dépôt de gerbe dans les différents cantons du département.

A Nègrepelisse, le rassemblement du C.F.L. et des M.P. est réalisé à 10 h 15 devant l'usine Bourdarios.

Le cortège est formé, avec en tête, le drapeau à croix de Lorraine porté par Saint-Biaise (Georges Caperan). La colonne s'ébranle en entonnant le *Chant du départ.*

Tous les habitants ont pavoisé et sont massés sur les trottoirs. En haut du clocher flotte le drapeau tricolore, placé au cours de la nuit par le Capitaine Dumas.

Les applaudissements saluent le cortège. Des hommes, des femmes pleurent de joie. L'heure est poignante.

Le cercle est formé autour du monument aux morts.

La garde d'honneur présente les armes et une gerbe est déposée par Brisefer (Jean Taché). Une minute de silence est observée par la foule à la mémoire de tous ceux qui sont tombés pour la liberté, pour la France. Le premier couplet de *la Marseillaise* est chanté en chœur par toute l'assistance.

La cérémonie est terminée. La compagnie se retire au pas cadencé. Beaucoup laissent paraître une grande émotion.

Cela ne fut pas du goût de certains. Les jours qui suivirent furent douloureux.

Le 16 juillet, bon nombre de maquisards étaient venus en permission dans les localités du canton de Nègrepelisse (Bioule, Montricoux en particulier). Leur présence fut signalée à la Gestapo et à la milice. Un rapport de la Feldgendarmerie en date du 18 juillet 1944 signale que le S.D., en l'espèce l'Aussendienststelle de Montauban a été informé, d'une manière confidentielle, qu'un détachement de terroristes se tenait au sud de Bioule. Le 17 juillet 1944, vers 5 heures, une action fut entreprise contre ce groupe avec les S.D.. la Feldgendarmerie trupp 994, l'Einsatz-kommando n° 7 et la milice, en utilisant 3 camions et une auto-touriste. Cette action demeura sans succès.

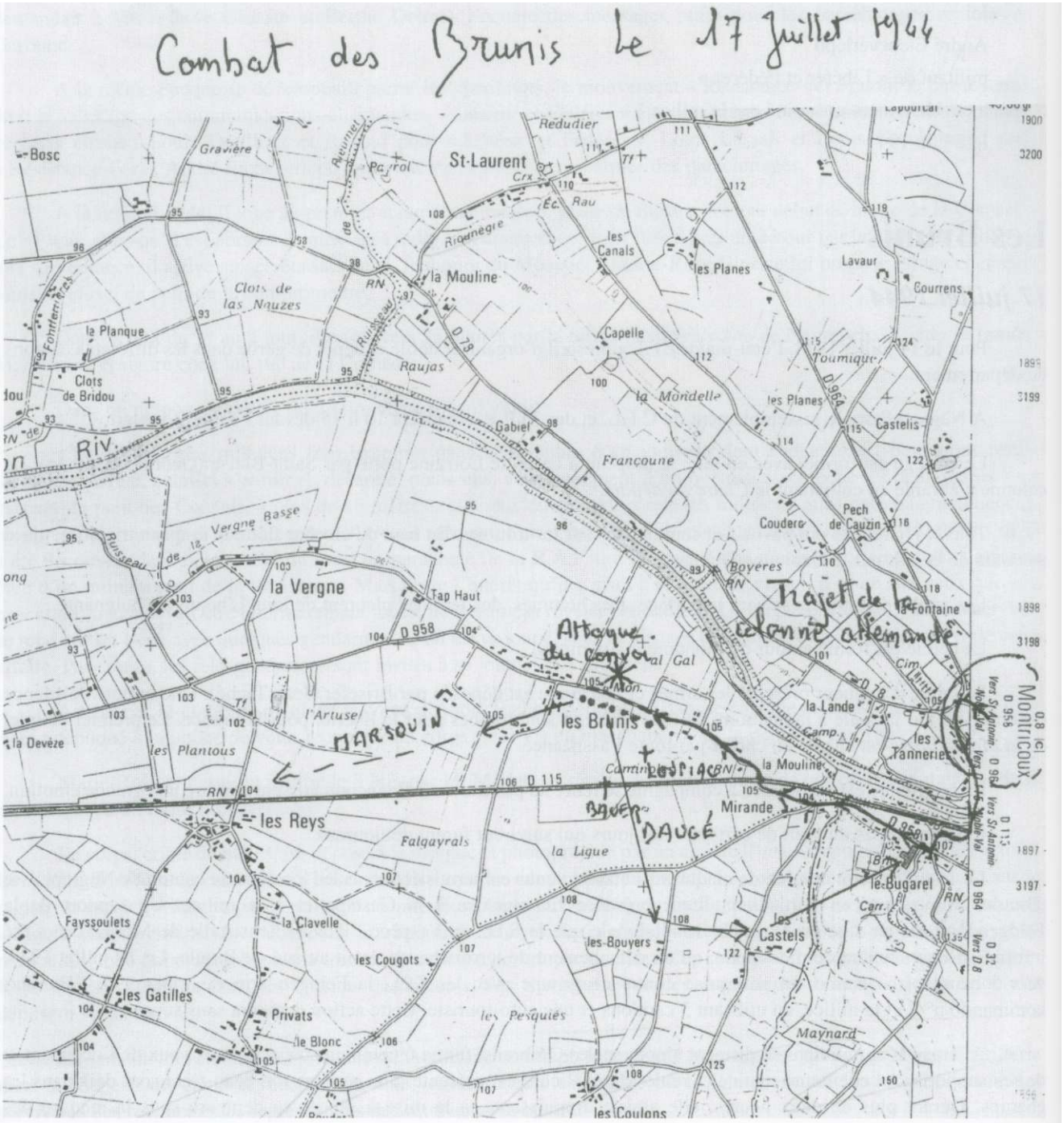
Allemands et miliciens se dirigent alors vers les Ombrails, ferme ô combien suspecte ! aux yeux de l'occupant et de ses supports. A cette heure matinale, seule Maria Ricard est présente. Son mari et son beau-frère sont déjà dans les champs. Durant plus de deux heures, elle assiste, impuissante, à la mise à sac de sa demeure sous la menace des

mitraillettes et des fusils. Maria est enceinte. Est-ce la raison pour laquelle ils repartent enfin, la laissant au milieu de cette désolation ?

Le S.D. se dirige alors avec le kommando vers Montricoux. Il est 7 h 30. Le village est cerné. Les routes sont barrées. Des fusils-mitrailleurs sont mis en batterie sur les anciens remparts face à l'Aveyron. Des civils, membres du S.D., munis d'une liste nominative, se rendent dans les maisons qui leur étaient désignées, recherchant les hommes du maquis. Abusés par « les messieurs en civil », les habitants, de bonne foi ou par naïveté, pensaient être soumis à un simple contrôle d'identité. Et pourtant, un milicien, en plaisantant (?), a dit : « A neit fara cald ».

Henri Jouanny travaillait à la vigne, au lieu-dit « La Lisse », en haut de sa maison, sur la route de Saint-Cirq, avec son fils René (14 ans) : « On souffrait la vigne avec une pompe sur le dos », rappelle ce dernier. Ma grand-mère appelle : « Venez. On vous demande ». Mon père me dit : « Continues le travail. Je reviens ». Il part en habits de travail, chapeau de paille, sabots. Deux hommes, en civil, l'attendent : « Venez au village. On a un renseignement à vous demander ». J'ai continué à travailler jusqu'au moment où j'ai entendu les coups de feu aux Brunis... Alors j'ai compris.

Hugues Lespinet était au moulin lorsqu'on lui demande de venir à la mairie. « Je finis de déjeuner, j'arrive » ; ce qu'il fera, pour son malheur.



Les femmes allaient même à la recherche de leurs maris pour ne pas avoir d'histoires.

Léonce Gardes, seul, eut vent de quelque piège. Machinalement, de biais, il regarda la liste et vit son nom. « Léonce Gardes, dit-il. Vous savez, je suis un réfugié et je ne connais pas tout le monde ». Il se faufila dans le jardin, cherchant ostensiblement de l'herbe pour les lapins et put fuir.

Il y eut 8 arrestations dans le village.

Là-dessus arrive le car de Bruniquel, dans lequel les miliciens arrêtent trois hommes dont l'un, Cournut, est particulièrement maltraité parce que porteur d'un pistolet et de grenades : on lui tordait le nez et les joues comme pour les arracher, on lui tirait les cheveux ; coups de pied, coups de poing, coups de crosse de mousqueton pleuvaient sur son corps endolori. Poussé par la douleur, il s'écrie : « Mais tuez-moi donc ! » « Non ! lui fut-il répondu, tu n'as pas assez souffert. Tu en verras bien d'autres ».

Au total, 13 arrestations : 8 à Montricoux, 3 dans l'autobus, 2 autres avaient été faites à Nègrepelisse : Pierre Bonhomme, Borderies, André Castel, Cournut, Pierre Feullet, Eugène Fournier, André Huguet, André Jouanny, Henri Jouanny, Hugues Lespinet, Lucien Lespinet, Mazard, Michel Mélamed.

Les malheureux furent alors répartis sur 3 camions.

Pendant ce temps Wilfrid Ricard est arrivé à Cabertat, pour avertir le Capitaine Dumas que sa maison était cernée par les Allemands et les miliciens, et que sa belle-sœur Maria se trouvait prisonnière entre leurs mains. Dumas craignait que l'arrestation de Maria n'entraîne, du fait de son état, le risque de livrer des renseignements sur le maquis.

Afin de favoriser la libération de Maria, il envoie aussitôt un agent de liaison André Lemauzy porter l'ordre d'attaquer Allemands et miliciens au demi-groupe le plus proche appartenant au groupe Fantôme.

Lemauzy, arrivé à bicyclette au Bugarel, remet à Maurice Daugé, l'ordre écrit du capitaine Dumas. Il est presque 9 heures. Maurice Daugé se trouve chez lui ce matin-là, avec, coïncidence, cinq autres membres du groupe Fantôme : Pierre Giusti (Gim), André Bauer (Pépé), Wrabel (Bob), Marcel Loupiac (Cuistot), Angélo Fofano (Mistinguet).

Par mesure de sécurité il détruit le papier qui lui est remis et qui intime l'ordre d'employer tous les moyens pour que Maria Ricard n'arrive pas à Montauban. Du renfort doit être envoyé par Dumas.

En même temps Georges Jacquot (Marsoin) est averti par Germain Ricard, à la Vergne, chez ses futurs beaux-parents.

Maurice Daugé et Georges Jacquot se retrouvent alors « au Gai », près du hameau des Brunis. Ils s'abritent dans la grange de Carmes en bordure de la vieille route de Nègrepelisse pour élaborer un plan d'attaque de la colonne allemande.

Disposant de 7 hommes seulement, Jacquot prévoit une attaque souricière qui se refermerait sur les véhicules ennemis.

Les maquisards avancent deux par deux le long des fossés et derrière les haies, à 20 mètres d'intervalle : Jacquot avec Giusti, Daugé avec Bauer, Wrabel avec Loupiac, enfin Fafano seul. Comme armes, une grenade Gamon à forte déflagration, trois mitraillettes, des revolvers, des grenades Mils... et surtout l'avantage de la surprise.

Au village, l'opération de ratissage est terminée. Les miliciens escortés de S.S. reprennent la route de Montauban, emmenant leurs prisonniers. Il est près de 10 h 30. Le temps est magnifique, chaud et ensoleillé. La colonne traverse l'Aveyron et prend la route de Nègrepelisse.

A 2 km de Montricoux, le hameau des Brunis : quelques maisons, des haies, des champs, une vigne. Tout paraît calme. Et soudain...

Marsouin, premier attaquant, se dresse et lance la grenade Gamon sur le capot du premier camion. L'explosion formidable déporte le véhicule de plus de 20 mètres sur le côté droit de la route. La moto accompagnatrice est pulvérisée. Le deuxième camion brûle. On entend des cris. L'ennemi est désemparé. Le convoi stoppe. Dans le premier camion, 8 otages ont été hissés. Cournut saute du camion malgré les menottes qui lient ses mains derrière le dos. « Gégène » le suit et ils se sauvent en se dissimulant à travers les champs de blé et de maïs. Bien que blessés, ils réussissent à rejoindre l'Aveyron où le docteur Pierre Aujaleu, un des médecins du maquis, les aperçut et les ramena en barque sur la rive opposée. Après les premiers soins, un cultivateur, Prunières, libéra Cournut de ses chaînes en les sciant.

Bonhomme et Feuillet sautent également mais sont abattus immédiatement par les Allemands qui. soufflés d'abord par la déflagration, ont pu reprendre leurs esprits.

Tout se déroule très vite. Quelques minutes de combat, qui paraissent toujours une éternité. Et comme le renfort promis n'arrivait pas, chacun se replie à son initiative. Giusti décroche le premier. Marsouin, poursuivi par huit Allemands, traverse une vigne en direction des Reys et se dissimule dans un épais roncier où il restera caché près de deux heures. Loupiac, d'abord blessé au bras, est tué à moitié chemin entre la route et la voie ferrée. Bauer est tué sur la voie ferrée, la gorge traversée par une balle. Maurice Daugé se replie vers la voie ferrée en s'abritant derrière des croisillons de blé. Traversé de part en part par une balle, il s'affaisse. Bob vient le relever et le soutient jusqu'à la voie ferrée. Là, ils se séparent. Maurice Daugé se dirige alors vers « Les Bouyers », puis vers « Les Castels ». Recueilli par Cavalié, il est amené chez les Souloumiac au Bugarel, derrière la briqueterie, où il pourra recevoir rapidement des soins qui lui sauveront la vie.

Les Allemands et les miliciens repartent alors avec les véhicules encore disponibles. Ils emmènent 9 otages avec eux.

L'attaque-surprise occasionne de lourdes pertes à l'ennemi : une trentaine d'hommes hors de combat. Les C.F.A. se sont battus à 1 contre 20.

Du côté F.F.I., 2 victimes, Marcel Loupiac et André Bauer qui, blessé grièvement, se serait donné la mort pour ne pas tomber vivant aux mains de l'ennemi ; et 2 otages : Pierre Feuillet et Pierre Bonhomme.

Leurs cadavres, laissés sur place par ordre de la Gestapo, ne furent relevés que le lendemain soir.

Aux Brunis, sur la vieille route de Nègrepelisse, une stèle rappelle le souvenir du combat du 17 juillet 1944.

L'horreur au bout du gibet

23 - 24juillet 1944

Les Allemands avaient occupé Montauban au matin du 11 novembre 1942, et, immédiatement, exécutant un plan préétabli, procédé aux réquisitions nécessaires pour leur installation. La kommandantur avait son siège à l'hôtel du Commerce, place de la Cathédrale, alors que la Gestapo logeait à l'ancien hôtel du général de la place, au faubourg du Moustier. La Feldgendarmerie résidait en face de la gare, à l'hôtel Terminus, et quelque temps après, un soldatenheim (foyer de soldats) fut créé place Lalaque.

La milice, en juin 1944, s'était installée au lycée des jeunes filles, ayant préféré au dernier moment le lycée Michelet au petit séminaire de Montauriol. C'est ainsi que l'on vit, deux mois durant, les francs-gardes devant le 22 faubourg Lacapelle.

L'ambiance était tendue depuis le débarquement du 6 juin et le départ pour le front de Normandie du gros de la division Das Reich. Les quelques compagnies, restées pour le maintien de l'ordre, avaient pour première mission la lutte contre le terrorisme. Les unités de la milice leur servaient d'auxiliaires.

Les exécutions, incendies, prises d'otages, pendaisons, s'étaient ainsi multipliés depuis trois mois : Montpezat, Perches, Cabertat, Dunes, Montricoux, Les Brunis. L'on attendait le pire.

Après le combat des Brunis, le 17 juillet, 9 otages restaient aux mains des Allemands : Borderies, Castel, Huguet, les frères Jouanny, les frères Lespinet, Mazard, Mélamed. Ils furent emmenés à Montauban. En route, ils eurent à subir les mauvais traitements d'un milicien venu en renfort qui s'acharna, sans raison, sur André Jouanny. Ils furent conduits tout d'abord à l'hôtel du Commerce. Ordre fut donné aux captifs de descendre des camions. Un sous-officier ajouta: « Entrez là. On va vous tuer ». Introduits dans l'ancienne salle à manger du restaurant, ils virent les hauts lambris tâchés de sang. Alignés face au mur, ils entendaient derrière eux le bruit des armes qu'on chargeait : lugubre plaisanterie, sadique simulacre.

Au soir du 17 juillet, ils aboutirent au quartier de cavalerie. Avant d'être enfermés dans les cellules de la caserne, les prisonniers furent interrogés, leur identité vérifiée, leurs portefeuilles vidés de leur contenu. Ainsi, 600 francs furent extorqués à Mazard, 1 500 à Mélamed. Les autres, ayant été arrêtés pendant leur travail, n'avaient rien sur eux. Aucune nourriture ne fut donnée à ces hommes pendant trois jours. Les provisions apportées par les familles n'avaient pas été remises.

Dès le lendemain, les interrogatoires reprenaient. Les Allemands opéraient à l'entrée des cellules, les miliciens dans la cour, par groupes très largement espacés, dans le but de connaître l'organisation du maquis.

Une seule charge put être relevée contre la plupart d'entre eux : ils s'étaient rendus au maquis, mais ils y étaient restés fort peu de temps et n'avaient jamais été armés. Les charges les plus graves pesaient sur André Jouanny, membre

du groupe Fantôme. Le bruit courut à Montricoux qu'ils allaient être relâchés : officieusement les familles en furent informées. Effectivement, Mazard et Borderies furent libérés le vendredi. Henry Jouanny, les frères Lespinet, Castel devaient l'être le lendemain. Mais un fait nouveau réveilla la colère et excita les passions : un officier allemand, blessé aux Brunis, devint aveugle et mourut des suites de ses blessures. Une terrible sentence fit place à la mesure de clémence attendue : les prisonniers seraient pendus.

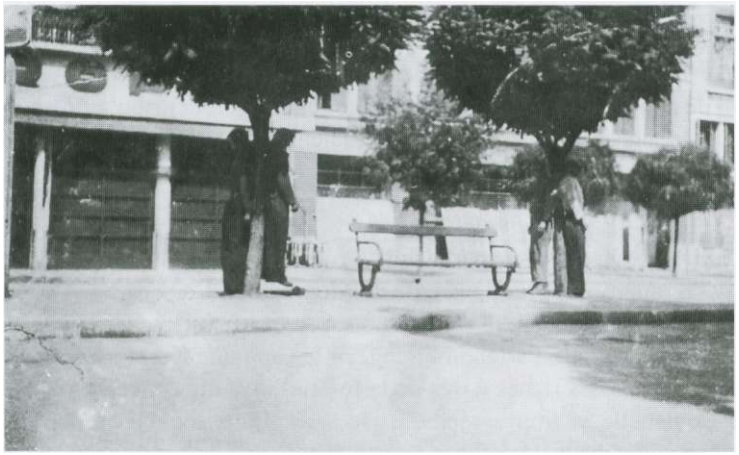
Dans la nuit du 23 au 24 juillet, André Huguet, Henry Jouanny, Hugues Lespinet, tous trois de Montricoux, André Castel de Nègrepelisse, et Michel Mélamed, un ingénieur d'origine polonaise, furent conduits sur la place Maréchal-Pétain pour y subir leur supplice. Ils ignoraient le sort qui les attendait.

Selon le récit fait à l'époque par un témoin oculaire, le gardien de nuit du local de la Légion française des combattants, installé au premier étage de la maison, aujourd'hui Meubles Hugon, à côté du café de l'Europe, des hommes descendent d'un camion pendant que les Allemands préparent leur pendaison aux acacias.

A la vue des sinistres préparatifs, soudain, c'est la fuite dans la nuit noire du couvre-feu. Les malheureux s'engouffrent dans le couloir de l'immeuble Hugon, traversent une petite cour qui se prolonge jusqu'à la rue des Soubirous-Bas. Avant d'y arriver, une fusillade les arrête. Plus ou moins atteints par les rafales, ils sont tous repris. Quatre sont pendus dos à dos aux deux acacias : André Castel, Henry Jouanny, André Lespinet, Michel Mélamed.

Hugues Lespinet, lui, s'est sauvé par le faubourg Lacapelle. Mitraillé, blessé, il atteint la rue des Doreurs. Il s'y engouffre, se traîne jusqu'au petit pont qui enjambe le ruisseau Lagarrigue, et se réfugie dans un jardin où il se cache. Ses appels restent sans réponse. Au petit jour, il est découvert et porté à l'hôpital où deux transfusions de sang successives ne peuvent compenser une trop abondante hémorragie. Il s'éteint au soir du 24 juillet, assisté de sa jeune épouse.

Le matin du 24 juillet 1944, 4 corps pendent aux acacias de la place qui, plus tard, prendra le nom de place des Martyrs.



Les Allemands voulaient faire un exemple et terroriser les populations. Aussi donnèrent-ils l'ordre aux cafés d'ouvrir leurs portes, les officiers s'installant eux-mêmes aux tables en terrasse. Nombreux furent les Montalbanais, circulant en ville, à passer, sans rien savoir, devant cet horrible spectacle. Finalement, après de longues tractations conduites en particulier par l'autorité préfectorale, les corps étaient livrés à 12 heures.

Le chef de bureau de la comptabilité, Amédée Pagès, put, caché dans les lauriers de la préfecture, fixer par la photo cet événement odieux, pour le transmettre à l'Histoire.

Amenés à la morgue, les corps furent enterrés le 26 juillet, au cimetière de Montauban, après une brève cérémonie religieuse à la chapelle de l'hôpital.

Exhumés le 5 octobre, ils furent conduits à la cathédrale et, après un solennel office religieux, ramenés à Nègrepelisse et Montricoux.

Lucien Cadène, artiste peintre montalbanais (1887 - 1958), très marqué par les horreurs de la guerre 1914 - 1918, protesta contre la barbarie nazie, en représentant les pendus de Montauban, dans un tableau plein de réalisme intitulé : « 24 juillet 1944, 10 heures du matin. Hommage aux martyrs de la Gestapo et de la milice de Darnand ».

La municipalité de Montauban, répondant au vœu unanime de la population, a débaptisé cette place, désormais

appelée place des Martyrs. Une dalle de pierre, placée entre les deux acacias qui servaient de potence, perpétue cet acte barbare, indigne de la civilisation. Sur la plaque de bronze, on peut lire :

Le 24 juillet 1944 furent découverts,
pendus aux acacias bordant
cette dalle, les corps de :
André Castel, 37 ans, de Nègrepelisse,
Henry Jouanny, 39 ans, de Montricoux,
André Huguet, 49 ans, de Montricoux,
Michel Mélamed, 39 ans, de Caussade,
arrêtés dans le village le 17 juillet,
privés de nourriture, mitraillés sur
place dans la nuit du 23 juillet
par des soldats S.S. allemands.
Leur camarade :
Hugues Lespinet, 33 ans, de Montricoux,
s'enfuit et fut retrouvé, criblé de balles,
râlant, dans la rue des Doreurs.
Français !
N'oubliez jamais la barbarie nazie.
N'oubliez jamais que la milice fut
instigatrice et complice de ces crimes.

Les témoignages divergent concernant les deux derniers otages de Montricoux : André Jouanny et Lucien Lespinet. Avaient-ils fui dans le désordre inhérent aux pendaisons de leurs camarades ? Avaient-ils été repris par la suite par les Allemands ? Le bruit de leur évasion courait. Les familles conservèrent jusqu'à fin août l'espoir de les revoir. Mais deux témoins oculaires que la présence des Allemands avaient jusque-là tenus muets, se manifestèrent après la Libération : Antonin Combebiac et Aimé Biraben habitaient deux fermes juxtaposées au lieu-dit « Père-Bas » entre la forêt de Montech et le bois de Boutanelle.

La forêt domaniale de Montech, traversée par la voie ferrée, avait été utilisée avant la guerre par l'armée française pour des dépôts d'essence et de munitions, près de la gare de Montbartier. Lorsque les Allemands occupèrent le Tarn-et-Garonne, le 11 novembre 1942, ils réquisitionnèrent ces dépôts, accroissant même leur importance. Une garnison assurait la surveillance avec son P.C. au château de Pérignon où logeait le capitaine Korn, les soldats ayant leur cantine près de la voie ferrée. Dans les siècles passés, les riches terres de la forêt avaient été converties en terres arables, si bien que du côté de Finhan, le bois de Boutanelle se trouve séparé de la forêt. Dans cet espace découvert, les Allemands avaient installé 7 postes de D.C.A. avec blockhaus de défense pour d'éventuels bombardements des aviations alliées.

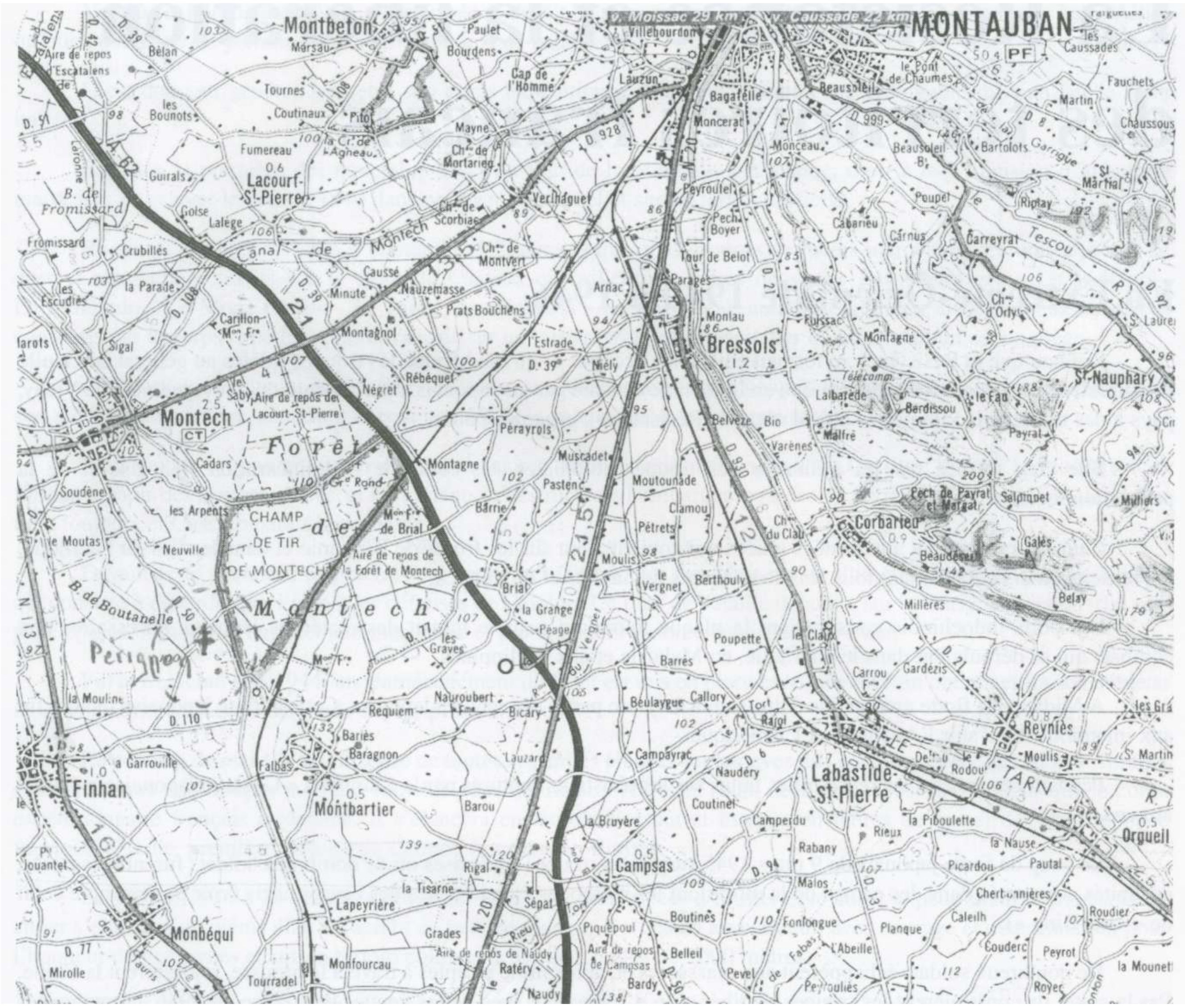
Antonin Combebiac relate : « Le 26 juillet 1944, une estafette allemande est venue vers nous et nous a ordonné : « Rentrez dedans et vite ! ». Ma femme, apeurée, croyant que l'on allait mettre le feu à la maison, a sauté par la fenêtre pour aller chez M"" Biraben avec laquelle elle est restée. Aimé Biraben est alors monté sur l'étable des vaches, et là, il a tout vu par un « troubarrié » (fente d'aération). Il était à 120 mètres environ du lieu-dit « Châteauroux », près du château de Pérignon. Des soldats allemands ont creusé une tombe. Le capitaine Korn, accompagné d'un milicien : Joseph Kilian, ont amené deux hommes, les ont attachés dos à dos. Le milicien a tiré un coup de revolver sur l'un d'eux qui s'est écroulé, entraînant l'autre dans sa chute. Des soldats allemands les ont alors jetés dans la tombe ; puis ils les ont recouverts de chaux et de verre. Aussi, je suppose que l'un des deux, au moins, est mort asphyxié. Épouvanté, Biraben n'a rien dit jusqu'au jour où les Allemands sont partis, trois semaines plus tard ».

Le champ de « Châteauroux » appartient à Elie Mathaly, de « Petit ». Ce dernier raconte : « Au lendemain du 26 juillet, Biraben m'a interpellé : « Vous allez aux betteraves... Là où il en manque cinq ou six du côté du château, n'y passez pas ! » Ce n'est que trois semaines après qu'il nous dévoila la vérité. Les Combebiac et les Biraben nous ont dit que c'était la tombe de deux maquisards. L'un avait été enterré vivant, l'autre tué d'une balle au cœur. Ils étaient attachés par des cordes de cheval, à 1 m 20 de profondeur, recouverts de 20 cm de chaux. Je les ai déterrés avec mon fils Maurice qui a voulu me suivre et le garde champêtre Jean Saint-Arroman. Nous avons été aidés par six aviateurs français en garde aux dépôts d'essence depuis le départ des Allemands qui n'avaient pu tout faire sauter. C'est le docteur Parrot, de Montech, qui a fait l'autopsie. Arsène Roumagnac avait apporté des cercueils, et il les a conduits à la mairie ».

Extrait du registre des actes de décès pour l'année 1944, n° 27, transcrit et signé par le président du comité de la

libération de Montricoux, on peut lire : « le 20 août 1944, 16 heures, au quartier Châteauroux, nous avons constaté le décès paraissant remonter au 26 juillet 1944 de Lucien Lespinet et André Jouanny, domiciliés à Montricoux. »

Le 26 août, Montricoux fit à ses derniers martyrs de dignes funérailles. Jamais certainement assistance aussi nombreuse et aussi recueillie n'avait été réunie dans la nef de la vieille église. Les camarades des deux disparus étaient venus de toutes les communes avoisinantes. Les cercueils étaient encadrés par un piquet de soldats en armes. Le cortège s'allongeait, interminable à travers la petite cité, jusqu'au cimetière. Une volonté d'union rapprochait tous les cœurs, les rassemblant dans un même sentiment de gratitude pour ces hommes qui étaient morts pour la liberté.



Fôret de Montech - Bois de Boutanelle.
Une stèle, au bord de la route en face du château de Pérignon, rappelle le martyre de Lucien Lespinet et André Jouanny.

La Résistance et la libération des territoires français

En Extrême-Orient de 1940 à 1946

Pendant que la Résistance se formait en France occupée et qu'en Afrique les troupes fidèles au général de Gaulle constituaient « La Force française libre », en Indochine envahie par les Japonais avec l'accord du gouvernement de Vichy, pays à des milliers de kilomètres du sol natal, la Résistance s'organisait aussi.

Elle était formée par les militaires des troupes coloniales, les civils de l'administration française et de la population locale.

Celle-ci transmettait aux armées alliées qui combattaient sur les fronts de Birmanie et dans les îles du Pacifique, les renseignements concernant tous les mouvements de navires et de troupes.

Les ports indochinois constituaient la plaque tournante pour le transit des matériels japonais nécessaires aux combats qui se déroulaient dans le Pacifique, en Malaisie et aux Philippines.

A Midway, la flotte américaine détruisait la majeure partie des navires japonais. Cette défaite japonaise mettait fin aux intentions d'envahir l'Australie et l'Amérique.

Pendant ces années, les représailles faites sur les résistants capturés par la Kampetaï « Gestapo japonaise » étaient atroces.

Le coup de force japonais du 9 mars 1945 surprit les troupes françaises où de nombreux soldats furent massacrés, décapités et internés dans des camps de la mort dont les méthodes étaient celles des camps nazis (voir par exemple celui de « Hoa-Bing »).

De nombreux soldats échappèrent aux massacres et, après mille périples à travers la brousse, rejoignirent la Chine. Par la suite, ils constituèrent les troupes de libération d'Indochine avec celles venues de France en 1946, commandées par le général Leclerc.

Après une guerre de 9 ans, de 1946 à 1954, contre le Viêt-minh et malgré l'opposition d'une partie de l'opinion française, l'Indochine fut perdue à jamais pour la France.

Le corps expéditionnaire français en Italie

(1943 -1944)

Dès le mois de juillet 1943, après la déroute allemande en Afrique du Nord, la mise sur pied d'une armée française moderne est proposée conjointement par les généraux de Gaulle et Giraud au commandement allié. Son principe en est accepté, l'armement en matériels modernes de plusieurs divisions est décidé et sa participation à la campagne de libération de l'Europe et de la France en particulier, est retenue.

Cette force interviendra d'abord en Italie au sein de la 5e armée américaine et le détachement qui y participera sera

appelé « corps expéditionnaire français » et sera placé sous les ordres du général d'armée Alphonse Juin qui en sera le commandant en chef, après avoir commandé nos troupes en Tunisie où les forces allemandes ont capitulé le 13 mai 1943.

Le corps expéditionnaire français en Italie comprendra 5 divisions auxquelles il faut ajouter les éléments non endivisionnés tels que : tanks, destroyers, éléments d'artillerie lourde de corps d'armée, groupes d'ambulanciers, bataillons médicaux et antennes chirurgicales mobiles ; soit un total de 140.000 hommes de toutes confessions et ethnies de notre empire colonial de l'époque, y compris les jeunes engagés volontaires ayant rejoint l'A.F.N. au cours de l'année 1942 et les Français évadés de France après leur séjour dans les geôles espagnoles.

Vaincue et humiliée en 1940, notre armée se devait de retrouver sa fierté et son honneur, et de prouver à nos Alliés qu'elle était digne de prendre rang dans son corps de bataille.

C'est donc au général Juin et à son corps expéditionnaire qu'est confiée cette redoutable mission sur le front italien.

Engagée la première dès novembre 1943 au sein de la 5e armée américaine, c'est à la 2e division d'infanterie marocaine de relever le défi de 1940 dans un hiver démentiel et sur un terrain difficile.

Rejointes par la 3e division d'infanterie algérienne et quelques groupes de tabors marocains, ces unités livrent de durs et sanglants combats sur le front de Cassino où brillent en lettres de sang : Les Abbruzzes - Le Pantano - La Mainarde - Le Mona Casale - Le Mona Aquafondata - Le Belvédère, autant de glorieux et douloureux sacrifices consentis par le corps expéditionnaire français sur un terrain aride et inhospitalier où chaque piton est un piège.

Au cours de ces quelques semaines, le corps expéditionnaire français vient de faire preuve de son courage et de son ardeur manœuvrière, montrant ainsi à nos Alliés la valeur de nos armes retrouvées.

Mais devant un ennemi fortement ancré sur ses défenses articulées autour de Cassino, malgré les nombreux et furieux assauts des troupes alliées, et les violents et destructeurs bombardements des 15 février et 15 mars 1944, le verrou tient toujours et Cassino paraît imprenable.

Devant cette situation, le général Juin conçoit et fait adopter par l'état-major allié, un audacieux plan de bataille qui consiste à déborder par l'Ouest les défenses de Cassino. Ce plan de bataille débutera sur le Garigliano, et ouvrira une page épique et mortelle terriblement méconnue et pratiquement ignorée encore aujourd'hui.

Fin avril, début mai 1944, un réaménagement du front est mis en place et le général Juin obtient enfin son créneau uniquement français qu'il demande depuis plusieurs mois.

En ce mois de mai 1944, il dispose de toutes ses unités placées sur les rives du Garigliano, face aux monts Aurunci et Leppini que nos troupes auront à franchir pour ouvrir aux Alliés la route de Rome. C'est un honneur que le corps expéditionnaire français a réclamé. Il s'élancera en tête de l'assaut et inscrira en lettres de feu et de sang l'épopée française d'Italie, première victoire de l'armée française en Europe.

Le 11 mai 1944 à 23 heures, appuyé par le feu de 2000 pièces d'artillerie, le corps expéditionnaire français tout entier s'élance d'un même élan à l'assaut de la ligne Gustav. Il s'élance avec ardeur, avec courage et détermination pour l'honneur de nos armes et sur un terrain culminant, parfois, à plus de 1000 mètres.

Malgré un échec relatif des premières heures, l'attaque est à nouveau reprise le 13 mai avec la même ardeur et la même foi. Dès lors, c'est une fresque historique qui jalonnera sa route : elle va du général en chef au simple tirailleur, de la petite ambulancière au téléphoniste qui, tous, inscriront sur nos drapeaux et étendards, les noms flamboyants du Garigliano - Castelforte - San Giorgio - Mont Majo où, le 13 mai, sera hissé un immense drapeau tricolore visible de tout le front - Pico - Esperia et ses chasseurs de chars - Pontecorvo - avec une pensée aux volontaires des bataillons de marche du Liri, aux brûlés au lance-flammes du Cerasola, aux voltigeurs des monts Aurunci et Leppini, à tous ceux qui, par leur sacrifice, leur courage, nous conduiront aux portes de Rome le 5 juin 1944 où le corps expéditionnaire français sera stoppé pour permettre aux Alliés d'entrer en vainqueurs dans la ville éternelle.

Notre chef, le général Juin, sera invité par le commandant de la 5e armée américaine, le général Clark, à entrer avec lui dans cette capitale libérée où il recevra l'hommage du commandement allié qui lui déclarera : « Sans vous, général Juin, nous ne serions pas là aujourd'hui. ».

Après quelques jours de repos mis à profit pour remettre en état hommes et matériels, le corps expéditionnaire français reprendra, au nord de Rome, sa place dans le corps de bataille allié, et ce seront à nouveau de durs et sanglants affrontements avec un ennemi en retraite mais toujours vigilant et dangereux.

Toutes les divisions participeront à cette poursuite. De nouveaux sacrifices seront consentis et de nouveaux noms

viendront jalonner cette page héroïque de notre histoire : Lac de Bolsena - Viterbo - San Lorenzo - Poggibonsi et enfin Sienne, qui sera atteinte et libérée le 4 juillet 1944.

Les Algériens et Tunisiens du général de Montsabert, les Marocains des généraux Dody et Sevez, les goums du général Guillaume, les Français libres du général Brosset. les engagés volontaires, les évadés de France, après la boue et les rigueurs de l'hiver, la glorieuse poussière de l'été, connaîtront leur apothéose sur la Piazza Del Campo à Sienne, le 14 juillet 1944, à 400 kilomètres de leur base de départ, après avoir jalonné leur prodigieuse aventure d'une multitude de petits cimetières qui attestent de leur souffrance, de leur gloire et de l'honneur de nos armes dans les combats pour la libération de notre pays.

C'est sur les rives de l'Arno, aux portes de Florence, que le corps expéditionnaire français terminera cette campagne. Il passera, en entier, sous les ordres du général de Lattre de Tassigny, en vue du débarquement sur les côtes de Provence, et ces divisions aguerries formeront le fer de lance de la future première armée française.

Mais cette glorieuse campagne fut également terriblement meurtrière. En 8 mois de combats, sur un effectif de 140.000 hommes, le corps expéditionnaire français aura perdu 41.150 des siens : blessés, tués, disparus, soit près du tiers de ses effectifs.

Cette campagne fut aussi ingrate car demeurée pratiquement inconnue des Français. En effet, occupée par les Allemands qui ne laissaient passer que très peu de nouvelles, la France ignora longtemps que des Français tombaient pour elle en pays étranger, pour sa libération.

Au lendemain de la prise de Rome, le 5 juin 1944, le général de Gaulle, alors président du gouvernement provisoire de la République, adressait au général Juin le message suivant :

« L'armée française a eu une grande part dans la victoire de Rome. Il le fallait. Vous l'avez fait, général Juin. Vous-même et les troupes sous votre commandement êtes dignes de la Patrie ».

1943 : Débarquement et libération de la Corse

Après le débarquement allié en Afrique du Nord et l'arrivée de Scamaroni pour préparer une insurrection, les dirigeants des mouvements de résistance jusque-là isolés se fondirent en un « Front national » pour chasser l'envahisseur (Italiens et Allemands) et liquider le régime de Vichy. Scamaroni, capitaine du B.C.R.A., était en liaison avec le sous-marin Casablanca, sauvé du sabordage de Toulon par le commandant L'Herminier, pour préparer l'insurrection.

En février 1943, Scamaroni arrêté par l'O.V.R.A. (gestapo italienne) se donnera la mort et c'est le capitaine Colonna d'Istria (Césari) envoyé par Alger qui coordonnera l'action de tous les mouvements de patriotes.

La préparation militaire relative au débarquement, préparée par les généraux Giraud et Juin, débouchera sur un plan prévoyant 2 hypothèses :

- celle où les troupes se heurteraient aux 80 000 Italiens et aux 10 000 Allemands ;
- celle où elles n'auraient à combattre que les Allemands.

8 septembre 1943, signature d'un armistice avec l'Italie et envoi par le commandant Colonna d'Istria d'un ultimatum au général Magli, commandant le 7e corps d'armée italien cantonné en Corse ainsi conçu :

« Vous me direz sans phrase, ce soir avant minuit, si vous êtes avec nous, contre nous ou neutres. »

Réponse dans la soirée : « avec vous ».

Le même jour, les dirigeants du Front national décident de déclencher l'insurrection.

Le problème posé par les Italiens est réglé, reste celui posé par la présence des troupes allemandes.

Du 8 au 24 septembre, les insurgés corses, les tirailleurs marocains et les commandos de chocs arrivés en renfort, les troupes italiennes (nouvel allié) sont unis contre les Allemands auxquels ils livrent de rudes combats, leurs troupes s'étant enrichies de celles qui se trouvaient en Sardaigne après avoir débarqué à Bonifacio.

Le 24 septembre, les troupes régulières venant d'Afrique du Nord débarquent à Ajaccio, transportées par les bâtiments *Jeanne-d'Arc, Montcalm, Fantasque* et *Terrible.*

Ainsi, en 27 jours, la Corse a été libérée, et libérée par des Français. Le général Giraud a su saisir l'occasion et la fortune lui a souri. Mais, à l'origine de sa décision, il y eut le patriotisme des Corses, leur soulèvement spontané et leur appel au secours, auquel le commandant en chef répondit sans hésiter, malgré les objections et malgré la faiblesse des ses moyens.

1944 - Débarquement de Normandie

C'est à Québec, en août 1943, qu'est adopté le plan de l'opération « Overlord » (débarquement en France). Ce geste des Alliés est fait pour apaiser Staline qui réclame l'ouverture d'un deuxième front, ayant supporté seul, durant l'été 1942, tout l'effort de guerre allemand sur le continent. Et, pour rassurer l'opinion publique impatiente, les Anglo-Américains montent l'opération « Torch » sur l'Afrique du Nord en novembre 1942. Cette dernière permettra en mai 1943, d'offrir, en attendant de débarquer en Europe, une grande victoire sur les forces de l'axe en Tunisie et l'enchaînement des opérations de Sicile et d'Italie.

L'opération de débarquement en Europe est connue des Allemands. Mais, ces derniers trompés par des messages radio truqués, des rassemblements de troupes dans le nord de l'Ecosse et le sud de l'Angleterre (région de Douvres), avec l'aide de leurres et enfin l'intoxication, la veille du 6 juin, ne savent plus s'il aura lieu en Norvège, au Danemark, dans les Balkans ou en France.

Eisenhover, général américain commandant en chef, et ses officiers constatant que les conditions atmosphériques ne sont pas bonnes, décident de reporter le débarquement au 6 juin alors qu'ils l'avaient prévu pour le 5. Cette décision de dernière heure a été prise parce que l'officier chargé du service météo leur indiqua que la ligne marquant la séparation entre des masses d'air chaud et des masses d'air froid amenait un changement de temps favorable dans la zone de débarquement, pour 24 heures, et qu'ensuite le temps se détériorerait à nouveau.

Pour annoncer le débarquement à la Résistance intérieure, la B.B.C. répétait depuis plusieurs jours les vers de Verlaine : *Les Sanglots longs des violons...* connus des Allemands. Cette périodicité fit qu'ils ne réagirent pas au moment du dernier message.

Dans l'opération « Overlord », la France était présente grâce à « la France libre ». Elle fournit dans cette opération :

- les parachutistes S.A.S. largués dans le Morbihan et les Côtes-du-Nord dans la nuit du 5 juin, à 23 heures, avec comme mission de contenir les troupes allemandes cantonnées en Bretagne pour les empêcher de rejoindre la Normandie (475 hommes). Les S.A.S. soutiendront de sévères engagements aux côtés notamment du maquis Saint-Marcel ;
- les 177 hommes du commando Kieffer débarqués dans le secteur anglais Sword (Ouistreham - Riva - Bella) commandé par le général Dempsey ;
- des unités navales incorporées au sein de la Royal-Navy : 4 frégates, 4 corvettes, des dragueurs et chasseurs, le torpilleur La *Combattante,* les croiseurs *Montcalm* et *Georges-Leygues* du groupe de soutien (3 sections d'appui) affecté au groupe d'assaut de la plage d'Omaha, commandé par le général Bradley ;
- des unités aériennes incorporées au sein de la R.A.F. : squadrons 346 et 347 équipés de Tralifax ; squadron 342 équipé de Boston ; squadrons 329, 340, 341, 345 équipés de Spitfire.

6 juin 1944, journée mémorable qui reste gravée dans la mémoire de tous ceux qui ont participé aux opérations du débarquement tant attendu par les Français résistants et ceux qui se sont, durant les quatre ans d'occupation, détournés, au fur et à mesure des événements favorables aux Alliés, du régime imposé et collaborateur de Vichy.

Cette journée est celle de la brillante prise du casino d'Ouistreham par le commando Kieffer ; de l'utilisation de la plus grande armada amphibie au sein de laquelle opèrent des bateaux de guerre français ; de la dernière mission confiée au vieux cuirassé *Courbet,* coulé volontairement pour servir de brise lame à la zone du débarquement et permettre la construction du port artificiel d'Arromanches ; du torpilleur *La Combattante* devant Courseulles-sur-Mer ; des frégates et corvettes participant aux escortes contre les sous-marins allemands ; des deux croiseurs *Montcalm* et *Georges-Leygues* qui, avec le cuirassé américain *Arkansas,* riposteront aux batteries allemandes de 155 des blockhaus de Longue pendant que les troupes américaines arrivent par chalands sur les plages d'Omaha de Port-en-Bessin à la pointe de la percée ; de l'escadrille *Lorraine* passant toutes les dix minutes entre l'armada et les défenses côtières allemandes pour créer un rideau de fumée.

Le 9 juin, dans la matinée, les marins du *Georges-Leygues* font une visite à Port-en-Bessin libéré.

A peine débarqués de leur bateau, des cris de joie retentirent. Ce sont des Français... des cols bleus... ; des embrassades et une très grande émotion chez les marins et la population. Elle devient encore plus grande lorsqu'ils hissent le pavillon de leur bateau sur le clocher de l'église.

Oui, ces deux journées sont historiques : La France retrouvait la France et sa devise Liberté, Egalité, Fraternité.

Le débarquement de Normandie c'est 6 697 bateaux, 14 600 bombardiers et chasseurs, 86 divisions, 619 000 soldats, 95 000 véhicules et 218 000 tonnes de matériel.

Au cours de la bataille de Normandie (6 juin, fin août) la célèbre 2e D.B. du général Leclerc, qui a fait à ses hommes après la prise de Koufra, le 2 mars 1941, le serment de ne plus cesser le combat tant que le drapeau français ne flottera pas sur Metz et Strasbourg, vient prendre part aux combats après son débarquement (1er août à Saint-Martin-de-Varreville) en se dirigeant vers la Sarthe par la trouée d'Avranches. Elle est composée de 15 000 volontaires de toutes origines ethniques, religieuses, sociales, politiques. Par son mouvement vers la Sarthe, elle rejoint les troupes américaines du Mans, puis remonte vers le Nord pour atteindre l'Orne et entre dans Alençon le 12 août ; livre de durs combats dans la forêt d'Ecouves et participe aux combats de la « poche de Falaise » qui furent, le mot n'est pas exagéré, terribles puis son épopée sur Paris où le détachement Dronne arrivera devant l'hôtel de ville de Paris, le 24 août à 22 heures.

15 août 1944

Les troupes franco-américaines débarquent en Provence

Juin 1940, l'armée française de métropole est écrasée par la puissance de feu de l'armée allemande. (Des millions de prisonniers, des milliers de tués ou de blessés.)

Et, dans les territoires d'outre-mer, en particulier en A.F.N., elle n'est pas intervenue dans la bataille.

Novembre 1942 ; les troupes anglo-américaines débarquent en Algérie et au Maroc.

L'armée française, avec un matériel désuet, se porte à leur côté au-devant de l'Africa-Korps en Tunisie.

Devant la détermination des troupes françaises d'A.F.N à poursuivre la lutte, le gouvernement des U.S.A. décide de les doter d'un matériel moderne et sophistiqué. Il équipe 3 divisions blindées (1re, 2e et 5e D.B.) et 9 divisions d'infanterie (1re D.F.L., 1re D.I., 2e D.I.M., 3e D.I.A., 4e D.M.M., 9e D.I.C., 10e D.I., 14' D.I., *21'* D.I.A.).

Suite au débarquement allié en Afrique, les Allemands ont occupé la zone dite libre en France. De nombreux volontaires (anciens officiers de 1940, résistants recherchés par la Gestapo ou la police de Vichy) rejoignent les troupes d'A.F.N. après un long périple à travers l'Espagne, avec séjour obligatoire au trop fameux camp de Miranda.

En novembre 1943, les présidents Roosevelt, Staline et Churchill, réunis à Téhéran, décident l'ouverture d'un second front pour prendre les forces nazies en tenailles, en France, après le débarquement de Normandie. La Provence est choisie. L'opération, baptisée tout d'abord du code « Anvil », devient « Dragoon » en 1944.

Dans le même temps, la *2'* D.B., ayant achevé son équipement au Maroc, est dirigée sur la Grande-Bretagne pour participer, à la suite des Alliés, au débarquement de Normandie.

Le général de Lattre de Tassigny, évadé de France, de la prison de Riom, est nommé commandant en chef des troupes françaises (armée B) qui débarqueront en Provence à Cavalaire.

A partir du 6 août 1944, les troupes alliées commencent à embarquer sur une formidable armada de navires de tous types, dans les ports de Tarente, Brindisi, Oran, Mers-El-Kébir, Bastia, Ajaccio.

Cette force qui est composée du 6e corps d'armée U.S. (général Patch) et de la 1re armée française (armée B commandée par le général de Lattre de Tassigny), est placée sous le haut commandement du maréchal britannique Maittland-Wilson.

Dans la nuit du 14 au 15 août 1944, les forces spéciales U.S. (First Force Spécial Service), le groupe de commandos d'Afrique du colonel Bouvet, et une fraction du groupe naval d'assaut du capitaine de frégate Seriot, débarquent sur les deux flancs d'attaque pour neutraliser les batteries allemandes et opérer des destructions. La division aéroportée U.S. Rugby est larguée à l'aube aux alentours du Muy, pour bloquer la vallée de l'Argens et interdire aux renforts ennemis, venus du Luc ou de Draguignan, d'arriver.

Ensuite l'assaut principal est mené par tout l'ensemble du *6'* corps d'armée U.S. avec trois de ses divisions qui se sont illustrées à Anzio, Salerne et en Sicile, le tout renforcé par un groupement blindé de la 1re D.B. sous les ordres du général Sudre.

La tête de pont bien ancrée, la 1re armée française débarque à son tour le 16 août.

Les forces U.S. prennent en charge le flanc droit du dispositif (la côte d'Azur et l'aile droite du Rhône aux Alpes) ; les troupes françaises la partie gauche avec, comme objectif : Toulon, Marseille et la vallée du Rhône.

L'élan franco-américain est irrésistible. La progression est partout satisfaisante. Seule, la plage de Saint-Raphaël, bien que martelée par l'artillerie navale et l'aviation militaire française et alliée, et écrasée sous 350 tonnes de bombes,

réagit avec violence. A Cavalaire, La Nartelle, La Garonnette, Le Dramont, Anthéor, les 3e, 45e, 36e divisions U.S. avec des éléments français, délogent les 242° et 148e divisions nazies.

Le général de Lattre lance alors son offensive en direction de Toulon. L'opération est confiée au général de Montsabert et comprend la 3e D.I.A., les tabors marocains du général Guillaume, renforcés par le bataillon de choc et les commandos d'Afrique.

Solies-Pont et La Valette sont investies par la 1" D.F.L. du général de Larminat.

Mais, pour aborder Toulon, il y a le Faron et le Coulon, deux barrières abruptes qui défendent l'accès au port militaire. Le bataillon de choc s'illustrera au Faron et les commandos au Coulon.

Toulon est le poste de commandement du fanatique contre-amiral Ruhfus, responsable de toute la côte française du Sud.

Le Faron et le Coulon enlevés, après des combats d'une rare violence, Toulon est progressivement investie et libérée le 26 août. Nos troupes s'illustrèrent dans des accrochages quartier par quartier, maison par maison.

Pendant que les troupes U.S. progressent dans l'arrière-pays, le général de Lattre lance son offensive en direction de Marseille, ville très fortement défendue par la 244° division d'infanterie allemande, avec 200 canons allant du 75 au 220, et de nombreuses casemates.

Après de sévères combats retardateurs à Cuges-les-Pins, col de l'Ange, la colonne, composée du 2e Regimental Combat Team, de la 3e D.I.A., du 7e R.T.A. et des tabors, arrive à Aubagne, proche banlieue de Marseille. Le 29 août, bien renseignée et guidée par les résistants marseillais, après des combats sans merci livrés par les troupes du général Schaeffer, la garnison allemande se rend sans condition.

Ainsi, en treize jours de combats intenses et ininterrompus, les troupes françaises ont réalisé les prévisions du haut commandement allié, qui avait alloué au général de Lattre trente jours pour les mener à bien.

Ensuite, une fantastique chevauchée, lancée sur les deux rives du Rhône par nos 2 divisions blindées et nos 9 divisions d'infanterie auxquelles étaient intégrées des unités des Forces intérieures françaises, les conduira dans les Vosges, en Alsace, conquérir 5 provinces allemandes, en Autriche, détruire 2 armées allemandes et faire plus de 300 000 prisonniers.

La Libération en Tarn-et-Garonne

Libération de Montauban

Après le débarquement en Provence (15 août 1944) réalisé par les Américains du général Patch et les Français du général de Lattre de Tassigny, à l'Ouest, les Alliés et la 2e division blindée de Leclerc qui avait touché la terre de France le 1er août après avoir embarqué à Southampton et qui est rattachée au 15e corps américain du général Haislip, avanceront vers Paris au Sud, ils avanceront également vers Paris par la vallée du Rhône dans le but de prendre en tenaille les troupes allemandes. Ces dernières pour ne pas être prises dans les mâchoires de la tactique alliée amorceront un mouvement de repli vers le nord-est de la France ; la milice devra les imiter selon la décision d'Oberg ordonnant qu'elle restera à l'arrière-garde pour couvrir le départ des troupes du Reich et combattre les maquis jusqu'à la dernière minute.

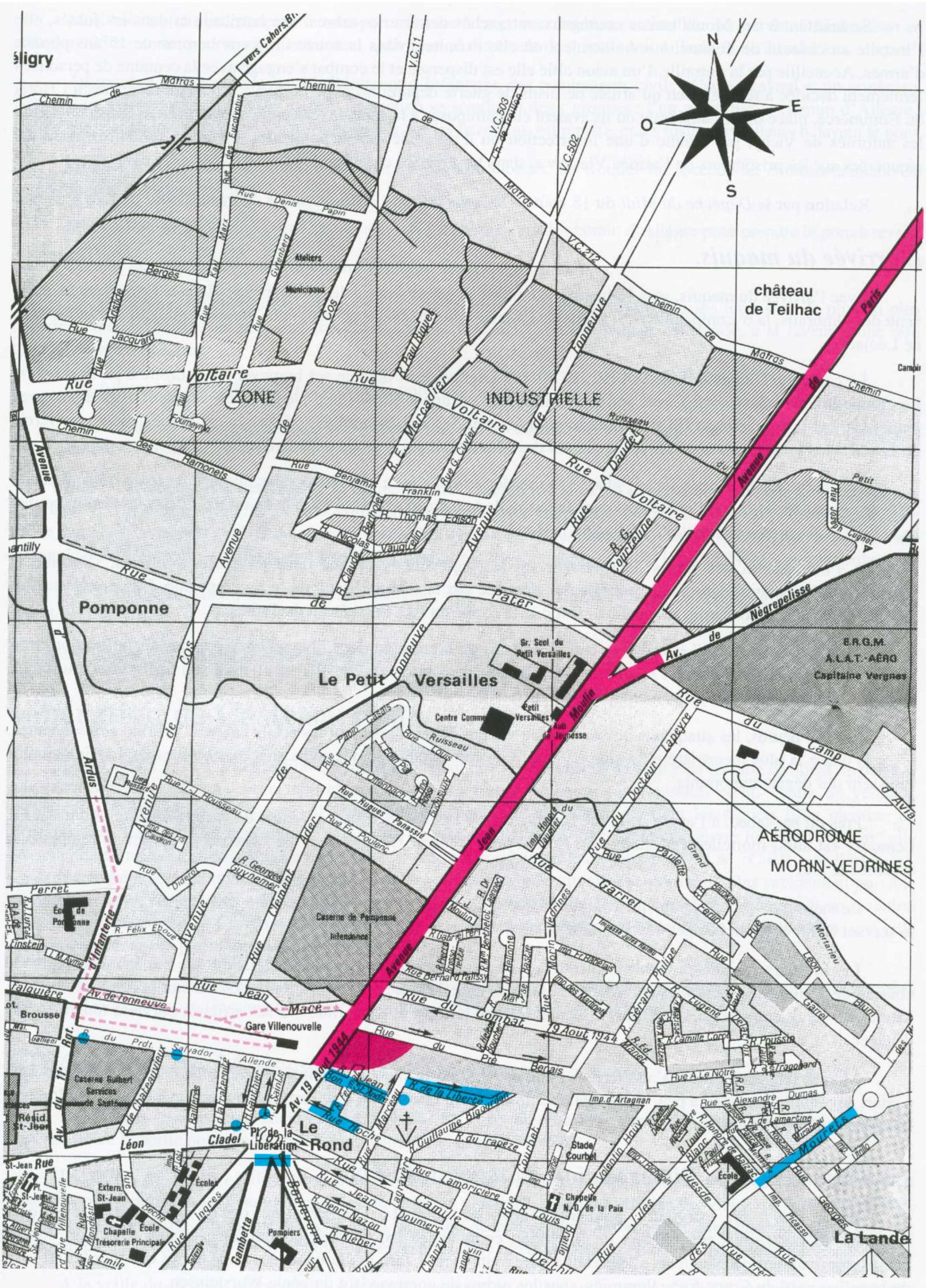
Le plan du général Oberg est estimé par Darnand, dangereux pour ses miliciens car il est probable que les maquisards ne les épargneront pas alors qu'ils épargneront les soldats de la Wehrmacht en les faisant prisonniers de guerre. Sa réaction est de faire préparer une série d'ordres prévoyant le repli immédiat de la milice sans s'occuper des Allemands. Celui concernant la région de Toulouse prévoyait qu'elle devait se replier sur Montpellier, faire sa jonction avec la milice de Marseille, puis gagner Dijon par la vallée du Rhône.

En application de cette directive, le cantonnement de la milice à Montauban (lycée Michelet, rue Lacapelle) est abandonné par elle, le 17 août au matin. La Gestapo quittera la ville dans la foulée et les derniers soldats allemands le 19 dans la matinée, en laissant dans les cellules de la prison du quartier Doumerc les cadavres de 4 prisonniers arrêtés quelques jours avant. La formation sanitaire de l'armée Vlassov cantonnée à la caserne Pomponne se rend sans opposer de résistance après l'intervention de Léonid Kroll, aumônier de la religion orthodoxe en Tarn-et-Garonne. Après leur départ, plusieurs bruits ont été répandus en ville haute et le quartier de Villebourbon relatifs à la pose par les troupes d'occupation et la milice de mines en vue de la destruction d'ouvrages d'art militaires et civils afin de gêner l'insurrection nationale. Ces bruits sont bien évidemment faux mais lorsque ceux bien réels relatifs à l'arrivée en ville d'une colonne ennemie composée de Mongols et de Turkmènes encadrés par des Allemands arrivent aux oreilles de civils appartenant aux formations de la Résistance, ceux-ci sortent les armes individuelles qu'ils ont volontairement cachées ou qu'ils ont trouvées dans les casernes de la ville : Pomponne, Guibert, Doumerc, Andréossy et se portent à l'entrée de Montauban vers la route nationale n° 20 sur laquelle la colonne circule pour lui faire barrage.

L'existence du déplacement de cette troupe ainsi que de celle composée d'éléments de l'armée Vlassov et des derniers éléments de la Das Reich venant d'Agen, Valence-d'Agen et se dirigeant vers Toulouse sont connus de l'état-major F.F.I. du Tarn-et-Garonne (voir document) et ce, depuis le 16 août, date de départ de Montauban de la Gestapo.

Elle se trouvait en garnison à Cahors et est formée par 400 hommes environ. Le jeudi 17 août, vers 12 heures, elle avait quitté cette localité pour aller grossir les troupes de la Vehrmacht se défendant contre les troupes alliées débarquées depuis le 15 août en Provence et le soir de ce jour, au crépuscule, avait été attaquée par des sections de la 4e et 7e compagnie A.S. à Perches, commune de Montpezat-de-Quercy ainsi qu'à Saint-Julien, commune de Montalzat par une section de la 7e compagnie A.S. commandée par Jeannot (Valmy) puis accrochée le lendemain matin par la même section avant qu'elle ne s'installe à Caussade jusqu'au 19 d'où elle repartira vers Montauban un peu avant 12 heures. A Réalville, elle prendra le temps d'exécuter un jeune du maquis de Saint-Antonin fait prisonnier la veille lors d'un accrochage avec d'autres éléments ennemis.

C'est vers 15 heures qu'elle arriva aux portes de Montauban où l'attendaient de nombreux habitants de la banlieue et ceux de la Résistance civile regroupés au Rond et à proximité de la gare de Villenouvelle.



Troupes allemandes

Sections Bolchevick, Fantôme, Fracasse, Tom, Pet sec, 6e Cie A.S., groupe Diop

Contre-attaque Werner du Corps franc Pommiès

Emplacements des civils et isolés

P.C. Dumas

Se heurtant à ces Montalbanais courageux, retranchés derrière les arbres, une barricade et dans les fossés, elle s'installe au château de Teilhac, à « Aussonne » où elle exécutera dans la soirée un jeune homme de 15 ans porteur d'armes. Accueillie par la mitraille d'un avion allié elle est dispersée et le combat s'engage avec la centaine de personnes fermement décidée à résister bien qu'armée de fusils de guerre dépareillés et/ou de fusils de chasse récupérés à l'Hôtel du Commerce, place de la Cathédrale où ils avaient été entreposés à la suite de leur prélèvement chez les particuliers par les autorités de Vichy, par crainte d'une insurrection ou d'un soulèvement populaire, les armes militaires ayant été récupérées sur les prisonniers de l'armée Vlassov et dans les diverses casernes de la ville.

Relation par la *Dépêche du Midi* du 18 août 1976, sous le titre : « Des hommes courageux sont tombés ».

L'arrivée du maquis.

Avec l'arrivée du maquis, vers 16 heures, le contact va entrer dans la deuxième phase. Il y a le Corps franc Dumas venu des Ombrails, la 6e compagnie A.S. venue de Lapeyre (près de Nègrepelisse) et la 3e compagnie qui sortait des bois de Léojac.

Le capitaine Dumas installe son RC. au 40, rue Lagravère, et déploie ses hommes sur la droite à partir du pont. Le groupe Bolchevick (Cassan), avec son fusil mitrailleur, occupe le Rond-Point ; le groupe Fracasse (Puygauthier) avec lequel combat le petit groupe F.T.P. Tom et le groupe « Pet-Sec » (Lasbareilles) s'échelonnent le long de la voie ferrée de Lexos. Plus loin, au passage à niveau, chemin des Mourets, il y a 2 sections de la 6e compagnie.

Le groupe Diop (Roger Taché) place son mortier au-delà de la voie ferrée, dans un ancien fossé d'écoulement, entre la voie ferrée et la rue Pré-Bénaïs, dans le jardin de la maison n° 34 ; il est à deux ou trois cents mètres du pont et en contrebas les armes automatiques balayent le Rond.

A l'intersection des routes de Caussade et de Nègrepelisse, abritée dans les fossés profonds, s'installe la 3e compagnie A.S. avec deux fusils mitrailleurs, appuyée par la section Bloch de la 6e compagnie. Elle a prise sur les arrières de la colonne ennemie attaquant au Rond et la coupe du P.C. du château de Teilhac.

Au Rond-Point le fusil mitrailleur, entre les mains du tireur polonais Chlumna enraye toutes les infiltrations. Sur le soir, le groupe Pet-Sec franchit la voie ferrée, s'installe dans la rue du Pré-Bénaïs et, avec son fusil-mitrailleur prend de flanc l'ennemi, qui tente de percer au centre.

Vers 18 heures, les attaquants ouvrent un feu violent de mortiers, dont les éclats arrosent le Rond et les avenues. C'est la phase la plus meurtrière et la plus critique. Des combattants ou des civils sont tués ou blessés. Les immeubles subissent des dégâts importants.

Près du bar-tabac, à l'angle de la rue Saintis, tombe Marius Martrou : à l'angle de la rue Jean-Bon-Saint-André, Lemousy est aussi mortellement atteint. Au Rond-Point, le tireur Chlumna est tué ; son chef, Cassan, le remplace et continue le feu.

Le mortier du groupe Diop, qui avait réussi quelques coups au but, éclate ; le tireur, Canalis, est grièvement blessé, le servant Rafel et le chef Roger Taché sont également blessés.

Les mortiers ennemis redoublent. Ils ouvrent un feu nourri sur la 3e compagnie, tandis que des éléments partis du château de Teilhac dessinent un mouvement tournant et cherchent à la prendre à revers, en suivant le ruisseau du Petit-Mortarieu. La 3e compagnie, aidée par la section Castro, laissée en couverture sur ses arrières, parvient toutefois à se dégager.

Mais le feu des mortiers s'accélère. A l'aile gauche, sur le chemin de la gare de Villenouvelle, les résistants sont à court de munitions et, peu à peu, se retirent. Des tirailleurs ennemis, qui sont dans la gare, commencent à s'infiltrer rue Saintis et rue Henri-Gauthier.

La phase décisive : l'intervention du maquis du Lot.

C'est alors que survient l'élément décisif du combat : l'intervention de ce que l'on a appelé le « maquis du Lot », plus précisément de la section commandée par Werner, adjoint au capitaine Rivaollan dont la compagnie, cantonnée à Montcuq, s'apprêtait à faire route vers le Tarn-et-Garonne, en même temps que tous les effectifs du bataillon nord du Corps franc Pommiès, sous les ordres du commandant du génie Wursteinsen.

Alertée à 14 heures, la compagnie Rivaollan se mit aussitôt en marche. Elle était composée de maquisards et d'éléments de la gendarmerie maritime, qui avaient été envoyés à Gourdon, après le sabordage de la flotte à Toulon, et qui, avec leur chef, Rivaollan, étaient passés au C.F.P.

Mais les camions utilisés pour le transport tombèrent en panne. Seule la section Werner parvint à Montauban au complet : 35 hommes, pourvus de l'armement individuel et disposant de 4 fusils-mitrailleurs et de 2 bazookas.

Au passage à niveau de la rue 1 l^e^-Régiment-d'Infanterie, des combattants civils : Caors, Raynal et un arménien, Harpoutian, se proposèrent comme guides. La section se scinde en deux groupes : l'un passe par le chemin d'Allègre ; l'autre par le chemin de la Gare. La gare, bombardée par les bazookas, est reprise, et les fusils-mitrailleurs balayent le pont.

Le chef Werner est grièvement blessé par un éclat de mortier, Le Routier lui succède au commandement. Un gendarme marin, Allain, est tué.

Mais la lutte se poursuit. Le groupe qui a pris la gare avance par le chemin d'Allègre pour prendre le pont à revers.

D'autre part, au Rond, arrive la section Fantôme du Corps franc Dumas.

Le soir tombe. Le chef allemand, voyant que la défense reçoit des renforts, que ses feux sont de plus en plus nourris et que le passage ne peut être forcé, fait rompre le contact. Le décrochage est rapide, à la faveur d'une nuit particulièrement opaque.

Les Allemands décrochent à la faveur de la nuit.

Ce n'est qu'au matin que la colonne allemande fut à nouveau repérée, emmenant avec elle des otages grappillés sur le parcours. Elle se dirige vers la vallée de la Tauge.

Elle est accrochée à la descente de la Clare, près de Genebrières, sur La Salvetat-Belmontet par la 3e compagnie, le groupe M.O.I. et le groupe F.T.R « Tom » qui aura un tué : le jeune Dompeyre. Nouvel accrochage sur la Vinouse. Elle glisse entre la 7e compagnie et la 2e compagnie, franchit le Tescou au crépuscule, monte sur Puylauron, tourne à Varennes, descend sur Villebrumier, qu'elle atteint à minuit, franchit le Tarn et passe le reste de la nuit à Nohic, qu'elle pille.

Le 21 août, au matin, sous une pluie battante, elle entre en Haute-Garonne, route de Fronton, après avoir abandonné ses otages.

Le Tarn-et-Garonne est définitivement libéré.

Libération de Castelsarrasin

Le 20 août, l'O.R.A. - Corps Franc Pomiès apprenant que les Allemands ne sont plus en ville décident de pousser une reconnaissance. Pour ce faire, elle charge un de ses responsables de cette mission et lui confie un véhicule automobile. Arrivé place de la poste, il tombe sur une patrouille allemande vérifiant les papiers d'un membre de l'organisation. La patrouille remarque la voiture qui devant elle fait demi-tour. Cette manœuvre lui parait insolite ; elle ouvre le feu dans la direction que vient de prendre le véhicule conduit par le responsable O.R.A. - C.F.P. sans l'atteindre. Ce dernier rejoint son cantonnement, il alerte les trois compagnies pour qu'elles se portent le plus rapidement possible sur Castelsarrasin. La distance qui sépare le cantonnement de la ville est de 25 km. Ces unités constituant un bataillon aborderont la périphérie de Castelsarrasin vers 6 heures du matin et progresseront en formation de combat dans une ville endormie abandonnée par la troupe d'occupation.

Castelsarrasin est libérée le 21 août, alors que la veille, à midi, une colonne allemande forte de 2500 hommes déferlant depuis le Lot-et-Garonne traversait l'agglomération en direction de Toulouse.

Libération de Moissac

A Moissac, la résistance civile et la Résistance qui a ou prendra les armes sont organisées et leurs activités couvrent toute la partie nord de Moissac allant jusqu'à Lauzerte et Montaigu.

Dès 1940, des enfants juifs étrangers arrachés aux nazis sont regroupés à Moissac dans une colonie des scouts israélites avec l'obligation de camoufler l'identité pour les soustraire à l'administration de Vichy, de la Gestapo et des troupes allemandes qui envahirent la zone libre. L'armée secrète y était parfaitement implantée au point que sur dénonciation, le 14 décembre 1943, certains de ses responsables furent arrêtés ou ont eu la visite de la feldgendarmerie.

A la veille du 19 août, alors que les Allemands occupent le collège, un commando F.T.P. mitraille une sentinelle à l'entrée du pont Napoléon, d'autres actions seront menées en ville par les autres organisations de la Résistance, notamment l'enlèvement d'un militaire.

Le 19 août, sur la nationale qui relie Castelsarrasin à Agen, les mouvements de troupes sont nombreux et une

section de la 8e compagnie de l'A.S. venant de Miramont-du-Quercy prend position au lieu-dit « le Calvaire » avec un groupe formé de quelques hommes du Corps franc Pomiès. Ils se sont installés sur cette position stratégique en vue de faire « un coup ». Ils dominent une partie de la ville et de leur poste d'observation ils aperçoivent quelques soldats allemands sur la place du collège chargeant des véhicules pour préparer leur départ. C'est alors qu'ils ouvrent le feu provoquant la panique. Les Allemands ripostent et font des victimes civiles. La section de la 8e compagnie et le groupe du C.F.P. se replient en ordre sans insister. Dans la nuit du 18 au 19, les Allemands en préparant leur départ jettent dans le canal des armes et des minutions (que récupéreront les maquisards), tandis que les forces de la Résistance cantonnent sur les coteaux de Saint-Laurent et Mathaly. Le matin, la 8e compagnie A.S., un groupe de l'O.R.A.- C.F.P. entrent en ville et prennent contact avec les responsables de la Résistance afin de prendre des dispositions sur le comportement à tenir dans la poursuite des soldats ennemis fuyant sur Saint-Benoît et Fleury. Faits prisonniers ils seront dirigés sur la gendarmerie de Lauzerte. La libération de Moissac à été l'œuvre comme dans tout le département des forces de la Résistance.

FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR
ÉTAT-MAJOR DU TARN-ET-GARONNE

En campagne le 19 août 1944

MOUVEMENT A RÉALISER AVANT LE 20 A MIDI
PAR TOUS LES MOYENS

SITUATION ACTUELLE

L'ennemi est désorienté et ne songe qu'à préparer son départ. L'ordre est destiné à encercler Montauban.

Une sommation de reddition est envoyée au commandant de la place de Montauban et du détachement de Caussade.

La réponse doit être rendue le 20/8/44 avant midi. Il est donc de toute importance que le boche se sente encerclé de toutes parts. Dans le cas où il ne se rendrait pas, continuer l'action de harcèlement, multiplier les obstructions de routes, en particulier, sur les routes conduisant à Toulouse et à Gaillac.

Le chef F.F.I. recommande à tous, la plus grande énergie et demande un effort de tous les instants pour ce dernier coup de collier.

A partir du 20 à 8 heures du matin, le P.C. avancé F.F.I. sera sur la route de Nègrepelisse à 4 km 800 de Montauban.

a) Secteur Vincent :

Les Ces du secteur Vincent (8 et 12) se porteront dans la région Valence-Moissac, pour agir sur la voie ferrée et la route de Bordeaux (faire rejoindre le détachement Caylus).

La C1 Sahib se portera dans la région Saint-Hilaire, Falguières, Birac, et interdira le passage aux boches.

Dumas se portera dans la région du Ramier (Adalbert) et viendra se mettre en liaison avec le chef F.F.I. - P.C. Adalbert.

La 2e, la 3e se porteront dans la région Saint-Martial, Le Fau. Bio, Bressols, pour interdire à l'ennemi les routes se dirigeant vers le Sud-Est (route de Gaillac, route de Toulouse).

c) Secteur Boursier

Boursier se portera immédiatement sur la Garonne, (région Mas-Grenier, Verdun) et interdira les 3 routes de Toulouse sur la rive gauche et la rive droite de la Garonne.

D26-N 123 -N 20.

Il détachera la 13e sur la route Donzac - Auvillar - Verdun.

d) Secteur Camille :

1° - Si les Allemands sont encore à Caussade :

Tenir Réalville et Albias. Multiplier les obstructions sur la route de Paris, et les empêcher de rejoindre Montauban (et faire transmettre au chef de ce détachement l'ordre ci-joint).

2° - Si le détachement boche de Caussade, réussit à partir, le suivre en le harcelant et se porter à hauteur de Fonneuve pour interdire aux troupes allemandes qui chercheraient à s'échapper de Montauban. le passage par les routes de Paris, et Nègrepelisse.

Le groupe F.T.P. du secteur Saint-Antonin se portera sur la nationale 658 entre Saint-Antonin et Laguépie pour interdire tout déplacement ennemi en direction de l'Est.

Le groupe F.T.P. de Verdun (Igon) se portera sur la nationale 20, sud de Montauban, pour effectuer des embuscades et des abattis d'arbres.

Le groupe F.T.P. de Lauzerte se portera sur la nationale 127, entre Moissac-Valence, pour effectuer des embuscades et des abattis d'arbres.

Le chef F.F.I.
NIL

Le chef d'état-major
LARZAC

ÉTAT-MAJOR F.F.I.
DU TARN-ET-GARONNE

20/8/1944

3 h 45

Une colonne allemande forte environ de 150 hommes fatigués par le harcèlement est aux portes de Montauban, devant la caserne Pomponne.

Une 2e colonne de 500 hommes portés (camions et bicyclettes) se dirige de Moissac vers Lafrançaise et éventuellement Montauban.

En conséquence les ordres sont modifiés ainsi qu'il suit :

La Cie Sahib se portera dans la région de Saint-Hilaire pour y constituer un bouchon.

Dès réception de l'ordre des bicyclistes seront envoyés en reconnaissance vers Lafrançaise pour se renseigner sur la présence ou la direction de la colonne (savoir si la colonne n'a pas emprunté le pont du Saula).

Si la colonne ne se dirige pas sur Montauban, Sahib viendra épauler Dumas sur la gauche dont le P.C. est au rond. (Chercher les liaisons dès le jour et dans les deux cas avec Dumas).

2° La 7e compagnie Deville se portera à 6 h du matin en direction de Montauban (axe de marche la route de Paris). Installer sa mitrailleuse à hauteur de l'embranchement est de Nègrepelisse tirant vers l'entrée de la caserne prendra liaison à sa gauche avec Brisefer au parc de La Montre et détachera à sa droite une section en bouchon au passage à niveau de la caserne Guibert (à l'ouest de la gare de Villenouvelle).

La manœuvre consistera à envelopper la caserne Pomponne. La section du passage à niveau prendra liaison avec Dumas P.C. au Rond.

3° La C" Dumas reprendra les dispositifs qu'elle avait dans l'après-midi du 19, mise en place 5 h 30.

4° La 6e Cie Brisefer renforcée des éléments de la 3e Cie reprendra le dispositif de la journée du 19 zone parc de La Montre à ligne de Lexos, mise en place 5 h 30.

5° Les F.T.P. se placeront dans la zone s'étendant du Rond au passage à niveau de Lalande, prendra liaison à gauche avec Dumas au Rond et à droite avec Brisefer à la lisière est du champ de manœuvre, mise en place 5 h 30.

6° Murât tiendra la route de Gaillac aux Sapinettes. Mission retarder le boche le plus possible, abattis et embuscades.

7° La 2e Cie se déplacera dans la zone du Bio Corbarieu et le groupe Libérer Fédérer tiendra l'embranchement de Parages (abattis d'arbres et embuscades). Détacher 2 ou 3 éclaireurs pour garder les arrières dans la direction de Toulouse.

Le P.C. de l'EM sera à la mairie de Nègrepelisse et à partir de 8 h 30, toutes les liaisons pourront se faire par le poste avancé du Ramier (route de Nègrepelisse à 4 km 800 de Montauban 1re ferme à gauche avec un cèdre et un pin parasol,

8° TRÈS IMPORTANT : nécessité d'envoyer de nombreux comptes rendus.

Le chef départemental des F.F.I.
NIL

Le chef d'état-major
LARZAC

Les F.F.I. après la Libération

(selon F.L. Féral et A. Ressigeac)

La période de la Libération, close le 25 août 1944, ne termine ni la guerre, ni l'action des F.F.I.

Si des résistants rentrent dans leurs foyers, ou sont rappelés dans leurs fonctions d'intérêt public, de nouveaux volontaires s'enrôlent. Anciens et nouveaux signent leur engagement pour la durée des hostilités. Les états-majors dans la 17e région militaire restaurée, procèdent à une refonte progressive et totale des unités F.F.I. Les unes disparaissent ; certaines subsistent plus ou moins modifiées ; d'autres sont créées prenant une nouvelle dénomination. Ce brassage s'opère durant tout le dernier trimestre 1944.

Les unités constituées sont groupées dans les principaux centres du département. Couvrant les nouvelles autorités civiles, elles procèdent à la surveillance du territoire, sont affectées à la garde des camps d'internement, assurant la protection des installations diverses, des parcs à essence, de la forêt de Montech transformée par les Allemands en un immense dépôt de munitions et explosifs où la compagnie Dillon, formée dans ce but, s'emploie aux opérations de déminage. Le camp de Cantayrac se transforme en grand camp d'instruction. Des unités de combat sont mises sur pied de guerre.

*
* *

Trois formations entrent dès le début de septembre, dans la poursuite des opérations :

• Le bataillon « Charles » du Corps franc Pommiès, venu de Gourdon, concentré à Ardus les 20-22 août, rejoint Toulouse où, transformé en demi-brigade, il s'incorpore dans la colonne volante du colonel Schneider, prend part aux combats d'Autun, aux campagnes des Vosges, d'Alsace, au cours d'un hiver particulièrement rude.

• Le 3e régiment de hussards formé à Montauban, le 28 août, arme deux escadrons qui, détachés dans cette même colonne Schneider, participent aux mêmes opérations sur ce même front de l'Est."

• Le bataillon « Claude » du Corps franc Pommiès, renforcé par le groupe de Beaumont, se transforme en demi-brigade à Saint-Aignan (Sud de Castelsarrasin), reçoit, en septembre, mission de boucler la frontière espagnole dans la région de Hendaye ; puis, en octobre, rejoint le C.F.P. sur la ligne des Vosges.

Ces trois formations, au cours de la campagne, s'intègrent dans la I'" armée française (chef : général de Lattre de Tassigny) et, avec elle, pénètrent au cœur de l'Allemagne jusqu'à la victoire finale.

Une quatrième formation F.F.I. : le bataillon du Tarn-et-Garonne provenant de la fusion d'un bataillon A.S. et d'un bataillon F.T.P., est, à son tour lancé dans la mêlée. Le 4 décembre, il rejoint la demi-brigade Carnot opérant dans le Médoc (première poche de l'Atlantique) et mène de décisifs combats à la Pointe de Grave. Devenu le 2e bataillon du 38e régiment d'infanterie, il opère, successivement, sur le front de Lorient et en Alsace. Le régiment dissous, ses divers éléments dilués en d'autres unités, poursuivent la lutte en Allemagne.

Bataillon de marche du Tarn-et-Garonne

Devenu le 2e bataillon du 38e régiment d'infanterie dans les opérations de la Pointe de Grave.

Ce bataillon est formé à Montauban le 1er décembre 1944 par la fusion du bataillon Louis-Sabatié (jeune résistant fusillé le 17 février 1944 à Toulouse) et du bataillon Camille (pseudonyme de Pierre Cabarroques, chef du secteur nord-est F.F.I. du Tarn-et-Garonne).

Du 1" au 11 décembre 1944, il sera procédé aux régularisations individuelles et aux engagements pour la durée de la guerre contre l'Allemagne des personnels le constituant.

Ces opérations terminées, il prendra la direction de Lesparre en empruntant la voie ferrée, constituant un convoi de 48 wagons, le 12 décembre 1944.

Mal vêtus, mal chaussés, les hommes durent endurer la pluie et le froid se trouvant dans une région marécageuse souvent inondée par suite de ruptures des digues par l'ennemi disposant, en outre, d'une quantité impressionnante d'ouvrages bétonnés, d'artillerie de gros calibre, de champs de mines, de réseaux de fil de fer barbelés, d'obstacles antichars.

Pour lui permettre de donner aux hommes une bonne instruction militaire, en vue des combats futurs et leur permettre de partir en permission, il fut mis pour quelques jours au repos à partir du 15 février 1945.

Aussi, avec les autres forces de la brigade Médoc, il est prêt à entrer en action et. le 14 avril, il participe à la conquête des avant-postes allemands jusqu'au fossé antichars, mission permettant l'établissement d'une tête de pont dans la partie nord vers Mayan. Tous attendaient impatiemment le combat. Il enregistre malheureusement à partir de cette date ses premiers blessés par suite des tirs déclenchés par l'artillerie allemande. Le 15, l'objectif fixé (pont de la Traverse) est atteint sans perte. Le 17, il progresse sur la route de Soulac jusqu'au terrain d'aviation de Grayan. Le 18 avril, l'ordre est donné de déclencher l'attaque, et dans un élan magnifique, avec un courage exemplaire, enlève la position sans l'appui des chars. Sans fléchir, bravant les tirs de mitrailleuses, pousse toujours de l'avant le long de la voie ferrée et de la route du Verdon où il est arrêté par un violent bombardement d'artillerie à hauteur du cimetière de Soulac.

Le lendemain, nouveau bombardement provenant de la même batterie mettant à mal les positions conquises. Le bataillon par bonds successifs arrive au Verdon, s'empare d'un blockhaus, de l'hôpital et réduit tous les nids de résistance, notamment celui de la gare très fortement défendu.

22 avril 1945, fin des combats et victoire de l'armée du peuple née du soulèvement de la Libération. La brigade « Carnot » à laquelle a été incorporé le bataillon de marche du Tarn-et-Garonne était commandée par le dynamique et fougueux colonel de Milleret, né à Montauban le 19 mars 1908.

Les effectifs allemands ont pu être évalués à 4 500 hommes, dont 30 % environ de kriegsmarine, 30 % de wehrmarcht, 40 % de Tchèques et Polonais.

Le 25 avril 1945, le général de corps d'armée de Larminat dans son ordre général n° 102 cite à l'ordre de la division la brigade de marche Médoc en ces termes :

« A mené pendant sept jours dans la Pointe de Grave, du 14 au 20 avril, un combat exceptionnellement dur contre un ennemi enragé à se défendre, allant jusqu'à se faire sauter plutôt que de se rendre, très fortement armé et appuyé sur des ouvrages cuirassés à toute épreuve, couvert par un terrain d'inondation dont les passes étroites étaient littéralement bourrées de mines. »

« A tué 947 allemands, pris 100 ouvrages bétonnés et 90 pièces de canon, fait 3 300 prisonniers. »

« Fait d'armes qui mérite de prendre rang dans les annales de cette guerre. »

« Cette citation comporte l'attribution de la croix de guerre 1939-1945 avec l'étoile d'argent. »

Glossaire

Arbeit (travail). Sous la pluie, dans la neige, l'appel s'égrenait, recommençait en cas d'erreur, une fois, deux fois, plusieurs fois ; si tel était le bon plaisir des gardiens, les détenus devaient se dévêtir entièrement. Il leur arrivait de soutenir ceux qui chancelaient, et parfois ceux qui venaient de mourir.

Évasions. Les méthodes ne manquaient pas : passage par les Pyrénées ou la frontière suisse, évasion par bateaux et par sous-marins, ou à l'aide d'avions qui se posaient clandestinement.

Expériences. Dans certains camps, avaient lieu des « expériences médicales ». Les chirurgiens (ou les S.S.) pouvaient pratiquer la vivisection, les greffes d'organes, l'inoculation expérimentale de maladies comme le paludisme ou le typhus, qui permettait de faire l'essai de nouveaux vaccins. Les usines de produits chimiques achetaient des déportés pour étudier l'effet de leurs gaz ou de leurs poisons. Les usines aéronautiques étudiaient les phénomènes de décompression. Des femmes étaient stérilisées ou inséminées artificiellement. Et tous ces cobayes étaient évidemment autant de condamnés à mort.

Faux papiers. Les résistants qui travaillaient dans l'ombre, les agents de liaison qui circulaient sans cesse, les évadés ou les réfractaires qui se cachaient, vivaient le plus souvent sous de fausses identités. Il fallait donc établir de faux papiers qui étaient parfois « presque » aussi authentiques que les autres, lorsqu'ils avaient été établis dans les mairies ou les commissariats par des fonctionnaires résistants.

La chambre à gaz. Celle-ci était une baraque dont l'intérieur était aménagé comme une salle de douches. Les malheureux croyaient d'ailleurs souvent qu'ils allaient à la douche ; mais, au lieu d'eau, c'était du gaz qui arrivait par les canalisations, le gaz « zyklon » qui tuait en quelques minutes. Les cadavres étaient alors évacués par un kommando spécial et charriés dans des fours crématoires ou, quand ceux-ci étaient insuffisants, sur d'immenses bûchers.

La mort. En fait, tout déporté était un condamné à mort. La fin du système concentrationnaire était l'extermination, et les moyens ne manquaient pas.

Beaucoup étaient tués dès leur arrivée au camp. Il s'agissait en particulier d'Israélites. A Auschwitz, à leur descente des wagons, ils étaient répartis en deux colonnes. Ceux qui étaient capables de fournir quelque travail étaient envoyés dans le camp. Les autres, malades, vieillards, enfants, femmes enceintes, étaient immédiatement dirigés vers la chambre à gaz.

Les maquis. On appela ainsi les groupes de jeunes gens, volontaires pour la lutte armée ou réfractaires au S.T.O. qui, « prenant le maquis », s'installèrent dans des régions montagneuses ou boisées. Ils menaient une existence hasardeuse et connaissaient, malgré la complicité des populations, de grandes difficultés matérielles. Les maquis gardaient en réserve les futurs combattants de la libération et procédaient à des opérations de nettoyage. Certains engagèrent ou soutinrent de véritables batailles, comme aux Glières, au Mont-Mouchet ou au Vercors. En Tarn-et-Garonne, ceux de Bir-Hakeim, Cabertat, Ornano furent dénoncés et attaqués par les troupes d'occupation et la milice.

Les réfractaires. L'Allemagne en guerre, dont tous les hommes en âge de porter les armes se battaient dans toute l'Europe et en particulier à l'Est, avait besoin de main-d'œuvre qu'elle réclama aux pays occupés. Elle avait proposé à la France la « relève », c'est-à-dire l'échange de trois ouvriers spécialisés contre un prisonnier. Mais la formule n'obtenant aucun résultat, elle fit instituer par le gouvernement de Vichy une véritable mobilisation de plusieurs classes, le « Service du travail obligatoire » ou S.T.O. Un certain nombre de jeunes gens partirent ainsi travailler dans les usines d'Outre-Rhin. Mais beaucoup de « réfractaires » au S.T.O. passèrent dans la clandestinité. Quelques-uns se cachèrent dans des maisons ou des fermes amies. La plupart furent à l'origine des « maquis ».

Le renseignement. Ce travail n'était pas sans danger. Les agents de renseignement et de liaison étaient traqués et de nombreux réseaux furent, à plusieurs reprises, décapités ou décimés.

Le « revier » (l'hôpital). Dans le camp, une baraque était réservée à « l'hôpital », où entraient, dans la mesure des places disponibles ou selon la fantaisie du responsable, les déportés les plus malades.

Il y avait bien un « médecin », mais celui-ci ne l'était pas toujours réellement. Là, dans une promiscuité effroyable, à deux ou trois par lit, croupissaient, presque sans soin et sans médicament, des malheureux dont beaucoup s'acheminaient vers la mort.

Et, bien souvent, celle-ci était hâtée par une piqûre de pétrole ou d'essence !

N.N. (Nacht und Nebel : Nuit et Brouillard). Les lettres N.N. signifiaient, pour celui qui les portait peintes sur son vêtement, la condamnation à mort inévitable. Mais, en fait, personne n'était à l'abri, et ceux qui ne mourraient pas

immédiatement rencontraient, à chaque instant, l'occasion de mourir : un S.S. désœuvré « faisait un carton » sur un détenu ; un kapo ivre rouait de coups un malade que la dysenterie entraînait, la nuit, vers les latrines.

Presse clandestine. Celle-ci faisait de la propagande, diffusait des nouvelles, cherchait à répandre son esprit. C'est pourquoi elle ronéotypa, puis imprima des journaux, des tracts et même des livres. Les imprimeurs ont payé un lourd tribu à la France, car leur tâche n'allait pas sans risques.

La Résistance avait ses organes de presse, que l'on transportait dans les valises et diffusait « sous le manteau » *(Résistance, Combat, Libération, Franc-Tireur, L'Humanité, Le Populaire,* etc.). Les écrivains, les intellectuels, participaient avec leurs moyens propres au combat des Français, grâce aux publications clandestines (revue *Les Lettres Françaises,* Éditions de Minuit) ou à la complicité de certains éditeurs.

Résistance-Fer. Les cheminots avaient leur propre réseau, « Résistance-Fer » : ils pouvaient donner de précieux renseignements sur les mouvements des troupes allemandes, aider les transports de courrier, de journaux, de tracts, de matériel, favoriser les évasions et même organiser le sabotage ferroviaire.

Quant aux agents des P.T.T., ils ont eux aussi joué un rôle important grâce à leur réseau « Érable » : contrôle du courrier et des communications ennemies, sabotage de certaines lignes réservées aux troupes d'occupation.

Sabotage. Le sabotage était la principale activité de certains réseaux. Il y en eut de toutes sortes dans les usines et les ateliers. Parfois, quand un bombardement risquait d'être inefficace ou de provoquer des destructions inutiles ou des morts, il était fait appel à des volontaires qui allaient déposer sur les lieux mêmes la dynamite ou le plastic qui devait détruire l'objectif ou l'endommager.

Tortures. La torture était fréquemment appliquée. Tout manquement à la discipline était sévèrement puni par une bastonnade. Punitions et exécutions étaient accompagnées d'une remarquable mise en scène. Au Struthof, en 1943, on offre deux pendus comme « cadeau » de Noël. Flossenburg, à Noël 1944, un magnifique sapin est planté au milieu du camp. Six suppliciés y sont pendus.

Achevé d'imprimer
sur les presses
de l'Imprimerie du Centre
131, impasse Beau-de-Rochas
Albasud - 82000 Montauban
en août 1995

Dépôt légal : août 1995

CINQUANTENAIRE
des débarquements
et de la Libération

en Tarn-et-Garonne

ISBN : 2 - 950 9026

Prix : 80 F